

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA DROITE RADICALE EN AUTRICHE :
PARTICULARISMES RÉGIONAUX ET
FLUCTUATIONS ÉLECTORALES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARC-ANDRÉ FOURNIER

MARS 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de maîtrise M. Jean-Guy Prévost, directeur du département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, d'avoir initialement cru en mon projet et de m'avoir soutenu tout au long de mes études de maîtrise. Sans ses nombreuses relectures, ses conseils judicieux et la finesse de ses suggestions, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour.

Je désire particulièrement remercier Aude Weber-Houde, celle qui partage ma vie, pour ses corrections minutieuses, mais surtout pour son soutien dans les moments les plus difficiles et ce, même si elle en subissait directement les dommages collatéraux.

Je veux également remercier Jérôme B. Champagne pour la relecture qu'il a fait de ce mémoire et pour les suggestions pertinentes qu'il m'a faites. Son regard extérieur m'a été d'une grande utilité.

Je remercie mes parents, Denis et Sylvie, pour leur aide morale et financière tout au long de mes études, mais surtout pour leurs encouragements qui m'ont permis d'atteindre les objectifs que je m'étais fixés. Merci également à François et Geneviève pour leur soutien, leurs encouragements et les innombrables soirées de discussions qui m'ont stimulées.

Je tiens à souligner la participation du Dr Ludwig J. Weber pour sa révision rigoureuse des traductions en langue allemande, dont les subtilités linguistiques sont parfois trompeuses pour un francophone.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	ix
LISTE DES TERMES ÉTRANGERS.....	xii
RÉSUMÉ.....	xv
INTRODUCTION	1
0.1 Revue de littérature et problématique	3
0.1.1 Les modèles explicatifs de type universaliste	4
0.1.2 Les modèles explicatifs de type particulariste	17
0.2 Hypothèses et méthodologie.....	25
CHAPITRE I	
LES PARTICULARITÉS POLITIQUES.....	29
1.1 Remise en perspective de l'Autriche	30
1.1.1 Portrait géographique et démographique	31
1.1.2 Portrait politique de l'Autriche	34
1.1.3 Qu'est-ce que le <i>Proporz</i> ?	36
1.1.4 Structure du régime politique au niveau fédéral	38
1.1.5 Le spectre idéologique des formations politiques autrichiennes.....	46
1.2 Remise en perspective de la Carinthie	48
1.2.1 Portrait géographique et démographique	49
1.2.2 Structure du régime politique au niveau provincial	53
1.3 Conclusion	57

CHAPITRE II

LES PARTICULARITÉS HISTORIQUES	58
2.1 L'évolution des principales formations politiques de la droite radicale en Autriche: affiliation et continuité.....	60
2.1.1 Les origines de la droite radicale dans l'Empire austro-hongrois (1867-1918).....	60
2.1.2 L'éclatement du « troisième camp » et la compétition entre les diverses organisations politiques 1919-1945).....	63
2.2 L'après Seconde Guerre mondiale.....	72
2.2.1 1945-1956 : La VdU ou la résurgence de la « troisième force »	74
2.2.2 Le FPÖ, le LIF et le BZÖ	77
2.3 Conclusion	83

CHAPITRE III

L'ANALYSE STATISTIQUE	86
3.1 Analyse des résultats électoraux de la Deuxième République.....	87
3.1.1 Analyse des scrutins nationaux	87
3.1.2 Analyse des scrutins provinciaux.....	96
3.2 Analyse des résultats électoraux de la Première République.....	108
3.2.1 Analyse des scrutins nationaux	109
3.3 Conclusion	118
<i>ADDEMDUM</i> AU CHAPITRE III.....	119
CONCLUSION	122
SOURCES	130

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Carte de l'Autriche	30
Figure 1.2	Carte de la Carinthie.....	49
Figure 1.3	Les zones plébiscitées.....	51
Figure 3.1	Écart des pourcentages d'appui les plus élevés par rapport à la moyenne nationale	88
Figure 3.2	Écart des pourcentages d'appui les plus faibles par rapport à la moyenne nationale	88
Figure 3.3	Écart du pourcentage d'appui moyen par rapport à la moyenne nationale	89
Figure 3.4	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections nationales en Autriche entre 1945 et 2006	91
Figure 3.5	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections nationales en Carinthie entre 1945 et 2004	95
Figure 3.6	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Basse-Autriche entre 1945 et 2008.....	98
Figure 3.7	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Burgenland entre 1949 et 2005	99
Figure 3.8	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales en Carinthie entre 1945 et 2004	100
Figure 3.9	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Haute-Autriche entre 1945 et 2003	101

Figure 3.10	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Salzbourg entre 1945 et 2004.....	102
Figure 3.11	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Styrie entre 1945 et 2005.....	103
Figure 3.12	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Tyrol entre 1945 et 2008.....	104
Figure 3.13	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Vorarlberg entre 1945 et 2004	105
Figure 3.14	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Vienne entre 1945 et 2005	106

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 0.1	Les modèles universalistes	14
Tableau 0.2	Les modèles particularistes.....	25
Tableau 1.1	Géographie et démographie de l'Autriche.....	31
Tableau 1.2	Le poids des principales confessions religieuses en Autriche.....	34
Tableau 1.3	Géographie et démographie de la Carinthie	50
Tableau 1.4	Le poids des principales confessions religieuses en Carinthie	53
Tableau 3.1	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections nationales en Autriche entre 1945 et 2006	91
Tableau 3.2	Résultats électoraux (%) obtenus par la droite radicale dans les différentes provinces lors des élections nationales entre 1945 et 2006	92
Tableau 3.3	Écart du pourcentage d'appui (%) par rapport aux moyennes nationales obtenues par les formations politiques de la droite radicale en Autriche pour chacune des élections nationales entre 1945 et 2006.....	93
Tableau 3.4	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections nationales en Carinthie entre 1945 et 2006.....	95
Tableau 3.5	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Basse-Autriche entre 1945 et 2008.....	98
Tableau 3.6	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Burgenland entre 1949 et 2005	99
Tableau 3.7	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales en Carinthie entre 1945 et 2004	100
Tableau 3.8	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Haute-Autriche entre 1945 et 2003	101

Tableau 3.9	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Salzbourg entre 1945 et 2004.....	102
Tableau 3.10	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Styrie entre 1945 et 2005.....	103
Tableau 3.11	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Tyrol entre 1945 et 2008.....	104
Tableau 3.12	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Vorarlberg entre 1945 et 2004.....	105
Tableau 3.13	Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Vienne entre 1945 et 2005.....	106
Tableau 3.14	Résultats en pourcentage (%) aux élections nationales de 1920 à 1922.....	110
Tableau 3.15	Résultats en pourcentage (%) aux élections nationales de 1923.....	111
Tableau 3.16	Résultats en pourcentage (%) des élections nationales de 1927.....	112
Tableau 3.17	Résultats en pourcentage (%) des élections nationales de 1930.....	115

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AL/VGÖ	Liste alternative et association des Verts d'Autriche (<i>Alternative List / Vereinte Grüne Österreichs</i>)
BGÖ	Liste citoyenne des Verts d'Autriche (<i>Bürgerliste Grüne Österreichs</i>)
BL	Liste citoyenne (<i>Bürgerliste</i>)
B-VG	Loi constitutionnelle fédérale (<i>Bundesverfassungsgesetz</i>)
BZÖ	Parti pour l'avenir de l'Autriche (<i>Bündnis Zukunft Österreichs</i>)
CDU	Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (<i>Christlich Demokratische Union Deutschlands</i>)
CS	Parti chrétien-social (<i>Christlichsoziale Partei</i>) (1892-1933)
CSU	Union chrétienne-sociale en Bavière (<i>Christlich Soziale Union in Bayern</i>)
DAP	Parti des travailleurs allemands (<i>Deutsche Arbeiterpartei</i>)
DC	Les chrétiens (<i>Die Christen</i>)
DGÖ	Les Verts d'Autriche (<i>Die Grünen Österreichs</i>)
DGV	Les Verts du Vorarlberg (<i>Die Grünen Vorarlbergs</i>)
DnP	Regroupement de partis nationaux-allemands (<i>Deutschnationale Parteien</i>)
DNSAP	Parti des travailleurs allemands nationaux-socialistes (<i>Deutsche Nationalsozialistische Arbeiterpartei</i>)
FPÖ	Parti autrichien de la liberté (<i>Freiheitliche Partei Österreichs</i>)
FP	Parti de la liberté (<i>Freiheitspartei</i>)
FRITZ	Forum citoyen — Liste Fritz Dinkhauser (<i>Bürgerforum — Liste Fritz Dinkhauser</i>)
FW	Communauté de vote libéral (<i>Freiheitliche Wahlgemeinschaft</i>)

GABL	L'alternative verte et listes citoyennes (<i>Grüne Alternative und Bürgerlisten</i>)
GAL	L'alternative verte (<i>Die Grüne Alternative</i>)
GAT	L'alternative verte du Tyrol (<i>Grüne Alternative Tirol</i>)
GAV	L'alternative verte du Vorarlberg (<i>Grüne Alternative Vorarlberg</i>)
GBL	Liste citoyenne des Verts et les Verts du Vorarlberg (<i>Grüne Bürgerliste / Die Grünen Vorarlbergs</i>)
GdVP	Parti du peuple grand-allemand (<i>Großdeutsche Volkspartei</i>)
GRÜNO	Liste de l'Autriche verte indépendante (<i>Grünes unabhängiges Österreich – Liste</i>)
GSL	Liste styrienne des Verts (<i>Grün-steirische Liste</i>)
HB	Bloc patriotique (<i>Heimatblock</i>)
KLS	Parti communiste autrichien et les socialistes de gauche (<i>KPÖ und Linksozialisten</i>)
KPÖ	Parti communiste autrichien (<i>Kommunistische Partei Österreichs</i>)
LIF	Forum libéral (<i>Liberales Forum</i>)
NS	Les nationaux-socialistes (<i>Nationalsozialisten</i>)
NSDAP	Parti national-socialiste des travailleurs allemands (<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i>)
ÖGB	Fédération des syndicats autrichiens (<i>Österreichischer Gewerkschaftsbund</i>)
ÖWB	Association des employeurs autrichiens (<i>Österreichischer Wirtschaftsbund</i>)
ÖVP	Parti populaire d'Autriche (<i>Österreichische Volkspartei</i>)
PIS	Parti droit et justice (<i>Prawo i Sprawiedliwość</i>)
SDAP	Parti social-démocrate des travailleurs (<i>Sozialdemokratische Arbeiterpartei</i>) (1889-1934)
SNS	Parti national slovaque (<i>Slovenská národná strana</i>)
SPÖ	Parti social-démocrate autrichien (<i>Sozialdemokratische Partei Österreichs</i>)
UDC	Union démocratique du centre

VdU	Ligue des Indépendants (<i>Verband der Unabhängigen</i>)
VGÖ	Union des Verts de l'Autriche (<i>Vereinte Grüne Österreichs</i>)
WBU	Communauté électorale pour les initiatives du citoyen et la protection de l'environnement (<i>Wahlgemeinschaft für Bürgerinitiativen und Umweltschutz</i>)
WdU	Parti électoral des Indépendants (<i>Wahlpartei der Unabhängigen</i>)

LISTE DES TERMES ÉTRANGERS

<i>Allied Council</i>	Conseil des Alliés
<i>Anschluss</i>	Annexion
<i>Ausland(“er)</i>	Étranger
<i>Baugesetz(e)</i>	Code de la construction
<i>Bezirk(e)</i>	District administratif
<i>Bezirksgerichte</i>	Cour du district
<i>Bundeskanzler</i>	Chancelier fédéral
<i>Bundesminister</i>	Ministre fédéral
<i>Bundesparteiobmann</i>	Président fédéral du parti
<i>Bundesparteiobmann-Stellvertreter</i>	Vice-président du parti
<i>Bundespräsident</i>	Président de la fédération
<i>Bundesrat</i>	Conseil fédéral (chambre haute)
<i>Bundesregierung</i>	Gouvernement fédéral
<i>Bundesrepublik</i>	République fédérale
<i>Bundesverfassungsgesetz über die Immerwährende Neutralität</i>	Loi constitutionnelle sur la neutralité permanente
<i>Bundesversammlung</i>	Assemblée fédérale
<i>Einheitsliste</i>	Liste unitaire
<i>Generalsekretär</i>	Secrétaire général
<i>Grün(en) (die)</i>	Parti vert
<i>Heimatschutz</i>	Unité de protection de la patrie

<i>Heimwehr</i>	Unité de défense de la patrie
<i>Kärntner Einheitsliste</i>	Liste de l'unité carinthienne
<i>Kärntner Landesbund</i>	Ligue agraire carinthienne
<i>Inland(˘er)</i>	Citoyen autrichien
<i>Landbund für Österreich</i>	Ligue agraire pour l'Autriche
<i>Land(˘er)</i>	Province
<i>Landesgerichte</i>	Cour provinciale
<i>Landeshauptmann</i>	Gouverneur
<i>Landeshauptmann-Stellvertreter</i>	Gouverneur suppléant
<i>Landesrat(˘e)</i>	Conseiller d'État
<i>Landtag</i>	Diète provinciale
<i>Landtagswahl(en)</i>	Élection provinciale
<i>Mitte</i>	Centre
<i>Nationaler Wirtschaftsblock und Landbund (Führung Dr. Schober)</i>	Bloc de l'économie nationale et de la ligue agraire dirigé par le Dr Schober.
<i>Nationalrat</i>	Conseil national (chambre basse)
<i>Nationalratswahl(en)</i>	Élection pour le Conseil national
<i>NSDAP (Hitlerbewegung)</i>	NSDAP (Mouvement Hitler)
<i>NSDAP (Hitlerverein)</i>	NSDAP (Association Hitler)
<i>Oberlandesgerichte</i>	Cour d'appel
<i>Ortsgruppe(n)</i>	Groupes locaux
<i>˘Österreich Zuerst,˘</i>	« L'Autriche d'abord »
<i>Pan-German Front</i>	Front pangermaniste
<i>Parteilose</i>	Sans parti
<i>Parteitag</i>	Congrès du Parti

<i>Rollenwechsel</i>	Changement de rôle
<i>Rule of law</i>	Autorité de la loi
<i>Sozialpartnership</i>	Partenariat social
<i>Staatsbürgerschaft</i>	Citoyenneté autrichienne
<i>Staatvertrag</i>	Traité d'État
<i>Statutarstadt('e)</i>	Ville possédant un statut
<i>Umgangssprache</i>	Langue usuelle
<i>Verfassungsgericht</i>	Cour constitutionnelle
<i>Verwaltungsgerichtshof</i>	Cour administrative
<i>Vizekanzler</i>	Vice-chancelier
<i>Völkisch-sozialer Block</i>	Bloc populaire
<i>Volkszählung</i>	Recensement
<i>Wählerschaft</i>	Électorat
<i>Wahlkreisverband</i>	Association de la circonscription
<i>Wahlpartei</i>	Parti électoral

RÉSUMÉ

Cette étude empirique vise à démontrer que l'inégalité du déploiement de la droite radicale en Autriche s'explique par des particularités politiques et historiques dont la combinaison a eu une incidence sur le caractère régional de cette force politique. Afin de rendre compte plus adéquatement de cette situation, nous avons utilisé les approches environnementaliste et systémique proposées par Alexandre Dézé. L'ancrage régional de la droite radicale autrichienne trouve son origine dans l'architecture du système politique de cet État. En effet, certaines divergences systémiques entre les paliers gouvernementaux justifient l'inégalité du soutien à la droite radicale observée entre les niveaux national et provincial. Ces différences permettent également d'expliquer les réformes populistes initiées par le FPÖ haiderien et le BZÖ en Carinthie durant les années 1990. La singularité régionale de la droite radicale s'explique aussi par la dynamique conflictuelle permanente se perpétuant à l'intérieur de cette « alternative » politique aux deux principaux partis autrichiens (ÖVP/SPÖ). Continuellement confrontées à des discordes internes, les factions nationaliste et libérale composant la droite radicale ont été incapables de mobiliser conjointement leurs électorats respectifs, ce qui a eu un impact significatif sur la répartition de cette force politique à travers le territoire national. La thèse défendue dans ce mémoire est que le maintien de l'appui aux formations politiques de la droite radicale en Carinthie s'explique, malgré un recul du FPÖ sans précédent au niveau national entre 1999 et 2002, par un particularisme sur le plan régional. Dans le sillage de notre thèse, nous émettons également les deux hypothèses suivantes. Nous croyons que s'il existe bel et bien un particularisme régional dans l'appui électoral à la droite radicale autrichienne, alors ce particularisme devrait se traduire par une supériorité constante de ses succès en Carinthie par rapport au reste du pays. De plus, nous pensons que si l'appui électoral que reçoit la droite radicale en Carinthie résulte bien d'un particularisme régional, alors celui-ci devrait également se traduire par un appui majoritaire aux principales formations politiques de la droite radicale durant la période de l'entre-deux-guerres. Bien que nous ayons validé notre thèse et nos hypothèses de départ au terme de notre étude, nous avons toutefois apporté quelques nuances à celles-ci.

Mots-clés : droite radicale, Carinthie, Autriche, FPÖ, Jörg Haider

INTRODUCTION

Ce mémoire porte sur l'importance du facteur régional dans l'explication des fluctuations nationales de l'appui électoral au *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ¹). La date du 4 février 2000 représente un tournant majeur dans la politique européenne, puisqu'elle marque la fin d'un consensus en vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale². Pour la première fois depuis 1945, un parti politique dominant osait intégrer à un gouvernement de coalition une formation issue de la droite radicale défendant clairement des positions xénophobes³. Bien que la majeure partie des pays européens, pour ne nommer que la France, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas, la Pologne ainsi que l'Allemagne, soient aux prises avec des forces politiques de ce type — et que la présence de la droite radicale n'ait cessé d'augmenter à divers échelons de la vie politique dans plusieurs pays européens depuis le milieu des années 1980 — l'Autriche représente la première nation à avoir franchi le pas de l'intégration d'un tel parti dans une coalition gouvernementale. En conséquence de ce choix, le gouvernement Schüssel, dirigé par l'*Österreichische Volkspartei* (ÖVP⁴), a provoqué, en raison des sanctions morales provenant des autres pays membres de l'Union européenne, une marginalisation de l'Autriche sur la scène politique, mais durant une période de sept mois seulement. Quoique cet événement puisse sembler a posteriori sans conséquence grave, il eut d'importantes répercussions, puisqu'en formant une coalition avec le FPÖ, l'ÖVP a fait tomber un tabou, ce qui a ouvert la voie à la légitimation d'une intégration de ministres issus de la droite radicale dans un gouvernement européen. En effet, dans les années qui ont suivi

¹ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation FPÖ.

² Ruth Wodak, et Anton Pelinka (dir. publ.). *The Haider Phenomenon in Austria*. New Brunswick (U.S.A): Transaction Publisher, 2002. p. 179.

³ Reinhard Heinisch. *Populism, Proporz, Pariah: Austria Turns Right, Austrian Political Change, its Causes and Repercussions*. New York: Nova Science Publishers, 2002. p. 237.

⁴ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation ÖVP.

cette première collaboration avec la droite radicale, le scénario s'est répété à plusieurs reprises au sein de l'Union européenne, qui s'est, entre-temps, élargie par l'entrée de douze nouveaux pays membres.

Les plus récentes élections nationales suisse (2007), slovaque (2006) et polonaise (2005) démontrent clairement que le phénomène de l'extrémisme de la droite reste encore d'actualité. En effet, le 21 octobre 2007, les Suisses ont porté au pouvoir dans un gouvernement de coalition le parti de l'Union démocratique du centre (UDC) avec 29 % des voix, tandis que le gouvernement de coalition slovaque intègre depuis le 4 juillet 2006 le Parti national slovaque (SNS⁵). La Pologne n'a pas été épargnée par cette vague politique liée à la droite radicale, puisqu'en 2005, l'élection nationale a permis de porter au pouvoir le parti social-conservateur — Droit et justice (PIS⁶) — des frères Kaczyński avec 26,84 % des voix⁷. Les plus récents résultats montrent bien que, loin de s'estomper dans le paysage politique européen, le phénomène de la droite radicale semble être plutôt marqué par la pérennité de ses idées, que l'on croyait pourtant marginalisées depuis 1945.

Cette résurgence nous a poussé à nous questionner sur la nature profonde du renouveau de cette force politique en Europe qui, selon ses détracteurs, ne formerait qu'un bloc monolithique, dont l'homogénéité doctrinale s'appliquerait à l'ensemble des États où elle se déploie. Or, si l'on se réfère au travail sémantique de Cas Mudde qui a permis de répertorier pas moins de vingt-huit définitions comprenant cinquante-huit dimensions idéologiques pour qualifier le phénomène politique du radicalisme de droite, cette affirmation ne peut être que réductrice⁸. Bien qu'un travail de comparaison global pourrait être des plus enrichissants, l'entreprise serait colossale étant donné la pluralité des courants qui traversent cette sphère idéologique. De plus, si l'on se réfère aux limites imposées à notre travail, l'étendue de ce

⁵ *Slovenská národná strana* (SNS).

⁶ *Prawo i Sprawiedliwość* (PiS).

⁷ <http://dev.ulb.ac.be/cevipol/fr/elections.html> (Page consultée le 28 janvier 2008).

⁸ Cas Mudde. «The War of Words Defining the Extreme Right Party Family». *West European Politics*, vol. 19, no 2, avril 1996, p. 225-248.

champ sémantique nous amène à nous questionner sur la pertinence de traiter le radicalisme de droite sur la base d'une comparaison globale du phénomène. Afin de mieux comprendre ce dernier, nous faisons le choix de réduire l'objet de notre étude empirique à un cas particulier, soit celui de l'Autriche, et ce, pour trois raisons.

Premièrement, malgré les différentes politiques de dénazification mises en place par les Alliés à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les anciens membres actifs du *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (NSDAP) ont été en mesure de se regrouper politiquement sous la bannière de la Ligue des Indépendants, soit le regroupement ayant précédé le FPÖ, et ce, dès les premières élections libres de 1949. Deuxièmement, l'Autriche représente la première nation européenne où une force politique issue de la droite radicale a participé directement au pouvoir depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Troisièmement, le FPÖ est également la seule formation politique de la droite radicale européenne qui plonge ses racines idéologiques dans le XIX^e siècle, puisqu'il est l'héritier direct des « bleus », soit le bloc pangermaniste représenté au sein du parlement de l'Empire austro-hongrois. Bien que ces particularités historiques semblent avoir fourni quelques éléments permettant la survivance de la droite radicale en Autriche après 1945, l'appui aux formations politiques à cette option politique s'est continuellement effrité jusqu'en 1983⁹. Par contre, l'élection de Jörg Haider à la tête du FPÖ en 1986 a inversé cette tendance déclinante. Pour les besoins de notre étude empirique, nous nous concentrerons donc principalement sur les élections nationales et régionales de la Deuxième République d'Autriche (1945-...).

0.1 Revue de la littérature et problématique

Après une période de succès croissant et presque ininterrompu de quatorze ans, l'effondrement de la formation haiderienne à l'échelle nationale suscite de nombreuses questions qui restent actuellement sans réponse. En effet, pourquoi le FPÖ s'est-il retrouvé au

⁹ Le FPÖ a récolté 5 % d'appui aux élections nationales de 1983; c'est son score le plus faible depuis 1949 (voir tabl. 3.1 et 3.2 aux pages 91 et 92).

troisième rang, alors que la tendance résultant de ses performances antérieures lui permettait d'espérer sérieusement une forte majorité aux élections nationales de 2002? La perte de 16,9 % d'appui du FPÖ (il est passé de 26,9 % à 10 %) suivant les élections nationales de 2002 représente la chute la plus importante enregistrée par une formation politique autrichienne depuis la création de la Deuxième République en 1945 (voir tabl. 3.1 de la page 91). Selon nous, cette baisse spectaculaire nécessite que nous nous y attardions plus particulièrement. Toutefois, avant de nous avancer sur ce qui a mené à la chute du FPÖ au tournant du XXI^e siècle, nous croyons qu'il est indispensable de jauger le phénomène de la droite radicale dans la perspective des nombreuses recherches antérieures.

0.1.1 Les modèles explicatifs de type universaliste

Nous croyons qu'il est essentiel de nous pencher sur les causes générales qui sont à l'origine de l'émergence de la droite radicale, puisqu'elles permettent de mettre en lumière certains aspects transnationaux du phénomène du radicalisme de droite. Nous doutons toutefois que les modèles explicatifs de type universaliste soient capables de rendre compte des nombreuses fluctuations observées dans l'appui du FPÖ. En effet, nous croyons que l'introduction de certains dénominateurs communs limite la compréhension de l'évolution irrégulière de cette force politique entre les pays européens, voire entre les différentes provinces d'un même État. En d'autres termes, si ces modèles avaient eu un caractère explicatif universel, la chute brutale du FPÖ entre 1999 et 2002 aurait dû être comparable sur l'ensemble du territoire autrichien. Or, loin de s'effriter également à l'échelle nationale, l'appui à ce parti s'est maintenu et a même augmenté dans l'une des provinces (*Länder*¹⁰) durant cette période. Par conséquent, nous croyons que, pour que le FPÖ réussisse à maintenir son appui en Carinthie alors qu'à l'échelle nationale ce parti s'effondrait, certaines particularités régionales entrent en jeu. Compte tenu de ce qui précède, nous nous proposons d'introduire dans ce débat théorique la prépondérance des particularismes régionaux, négligés par la majorité des auteurs, afin d'expliquer les fluctuations de la droite radicale à l'intérieur du territoire autrichien. D'une part, nous présenterons les principaux modèles explicatifs afin

¹⁰ Dans les États germanophones un *Land* — *Länder* au pluriel — est l'équivalent d'une province.

de démontrer leur insuffisance à englober la totalité des éléments ayant pu mener à la chute inégale de la droite radicale en Europe; d'autre part, nous introduirons les modèles qui se réfèrent spécifiquement à la disparité nationale de cet effondrement pour le cas autrichien.

0.1.1.1 Le modèle sociostructurel

Le modèle sociostructurel est l'un des premiers modèles explicatifs présentés pour expliquer l'ascension et les succès des partis de la droite radicale. Largement défendu par Hans-Georg Betz, ce modèle suppose un lien direct entre les changements socioéconomiques liés à la post-industrialisation et les comportements individuels¹¹. Généralement perçu comme étant composé des « perdants de la modernité », l'électorat de ce type de formation politique serait celui qui n'aurait pas réussi à s'adapter aux différents changements structureaux de la société en évolution. En tant que « victimes » de ces transformations, ces individus appuieraient massivement les formations politiques de la droite radicale qui prétendent défendre les intérêts des gens ordinaires. Dans la même ligne de pensée, Michael Minkenberg a participé à l'enrichissement de ce modèle en avançant qu'il devrait être pris dans son sens subjectif plutôt que dans son sens objectif. En effet, l'idée des perdants de la modernité ou de la modernisation devrait être interprétée comme référant aux « perdants d'un processus de différenciation de l'univers des possibles sociaux » et non aux « victimes d'une paupérisation sociale [soit d'un abaissement continu] »¹².

Bien que le modèle sociostructurel semble fournir des explications convaincantes, de nombreux auteurs l'ont remis en cause à la lumière de récentes données. D'ailleurs, même Betz l'a abandonné en 2002 en prétendant que l'électorat ne correspondait pas au profil des « perdants de la modernité ou de la modernisation », malgré la forte corrélation qui semblait exister entre les succès de ces formations politiques de la droite radicale et les changements

¹¹ Hans-Georg Betz. «Entre succès et échec : l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix». Chap. in *Les croisées de la société fermée : L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau. Paris. Éditions de l'aube. 2001. p. 413; Michael Minkenberg. «La nouvelle droite radicale. ses élections et ses milieux partisans: vote protestataire, phénomène xénophobe ou *modernization losers*?». Chap. in *Les croisées de la société fermée : L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau. Paris. Éditions de l'aube. 2001. p. 395.

¹² *Idem*.

structurels¹³. Cette idée est également défendue par Minkenberg, qui avance que le modèle sociostructurel serait, en fait, contradictoire, puisque les formations de la droite radicale ne regrouperaient pas seulement des « perdants » en leur sein. En effet, l'auteur souligne que :

Les gagnants de la modernisation tels que les classes moyennes, avec un haut niveau de qualification (« jeunes entrepreneurs ») et les petits bourgeois incarnant une révolte antiétatique contre l'impôt, sont aussi comptabilisés comme groupe premièrement visé et comme partisan de la nouvelle droite¹⁴.

Pippa Norris s'inscrit dans la même ligne de pensée lorsqu'elle écrit que le soutien à ces formations politiques se retrouve autant dans la bourgeoisie qui travaille à son propre compte que dans la classe ouvrière¹⁵. Par ailleurs, selon Patrick Moreau, l'électeur type serait plutôt celui qui serait ou se sentirait menacé dans son statut, et c'est ce qui pourrait expliquer dans une certaine mesure pourquoi ce type de formation politique serait confronté à une prolétarianisation de son électorat¹⁶. Selon nous, ces critiques illustrent bien le caractère non-universel de ce modèle explicatif, puisqu'elles démontrent la présence d'une pluralité, tant au niveau des individus que des raisons qui pourraient intervenir dans le choix d'appuyer ou non ce type de formation politique.

0.1.1.2 Le modèle de la défense d'une question spécifique

Le second modèle explicatif proposé soutient l'idée que l'appui de l'électorat des formations politiques de la droite radicale se base sur la défense d'une question spécifique

¹³ Wouter Van der Brug, Meindert Fennema et Jean Tillie. «Why Some Anti-Immigrant Parties Fail and Others Succeed: A Two-Step Model of Aggregate Electoral Support». *Comparative Political Studies*, vol. 38, no 5, juin 2005. *loc. cit.*, p. 540; Hans-Georg Betz. «Entre succès et échec: l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix», *op. cit.*, p. 416.

¹⁴ Michael Minkenberg. «La nouvelle droite radicale, ses élections et ses milieux partisans: vote protestataire, phénomène xénophobe ou *modernisation losers?*». *op. cit.*, p. 395.

¹⁵ Pippa Norris. 2005. *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*. États-Unis: Cambridge University Press. p. 12.

¹⁶ Patrick Moreau. «L'Autriche n'est pas une nation de nazis!». in *Les croisées de la société fermée : L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau. Paris. Éditions de l'aube. 2001. p. 244.

(*the policy-preference model* ou *single-issue*). La thèse avancée par ce modèle présuppose une forte corrélation entre les succès électoraux des partis de la droite radicale et l'énergie qu'ils mettraient à défendre une politique ou une question spécifique telle que l'immigration, l'Union européenne ou la recherche de l'ordre, pour ne nommer que celles-là.

Toutefois, ce modèle est ardemment rejeté par de nombreux auteurs qui dénoncent la faiblesse de la corrélation avancée entre les succès électoraux et la défense d'une question spécifique. Pour David Art, ce rejet se base sur le caractère non universaliste qu'il a soulevé en comparant le cas de l'Allemagne à celui de l'Autriche sur la question de l'immigration¹⁷. En partant du postulat de base de ce modèle, Pippa Norris prétend quant à elle que les formations politiques défendant une question spécifique ne devraient ou ne pourraient pas obtenir de succès aux élections subséquentes puisque, selon elle, les principaux partis au pouvoir intégreraient la défense de cette question précise dans leurs priorités, afin d'aller chercher les appuis électoraux qui y sont rattachés¹⁸. Pour sa part, Herbert Kitschelt critique ce modèle; il explique que le fait d'inscrire une thématique dans une plateforme électorale indique que celle-ci ne représente pas une question *ad hoc* (*single-issue*) pouvant servir la cause immédiate¹⁹.

0.1.1.3 Le modèle de l'opportunité politique

L'opportunité politique (*the political-opportunity structure model*) représente le troisième modèle que nous avons identifié pouvant être à la base des différents succès des formations politiques de la droite radicale. Selon cette explication, les partis politiques de la droite radicale se rallient l'électorat en abordant des thématiques *ad hoc* qui seraient liées à l'actualité précédant la période électorale. Puisqu'ils sont teintés d'une forte charge émotive,

¹⁷ David Art, «Reacting to Radical Right: Lessons from Germany and Austria», *Party Politics*, vol. 13, no 3, mai 2007, p. 333.

¹⁸ Pippa Norris. *op. cit.*, p. 29.

¹⁹ Anthony J. McGann et Herbert Kitschelt, «The Radical Right in The Alps: Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ», *Party Politics*, vol. 11, no 2, mars 2005, p. 161.

ces thèmes permettraient aux formations politiques de la droite radicale de remporter un certain succès, puisqu'elles se positionneraient, dans leurs pays respectifs, en tant que seules et uniques défenderesses de ces questions par ailleurs négligées par les partis principaux. Ce modèle a été largement défini par Kitschelt, qui l'a théorisé en prétendant que, par opportunisme politique, ces partis recherchaient toujours une formule gagnante (*Winning Formula*)²⁰. Pour l'auteur, cette dernière serait celle qui réussirait à combiner une opposition à l'immigration avec des valeurs économiques associées au libéralisme. À ce sujet, Kitschelt écrit : « *to be successful, far-right parties have to adopt a "Winning Formula", combining opposition to immigration with free-market economic and socio-cultural conservatism*²¹ ». La finalité de cette combinaison est d'élargir au maximum le champ des possibilités qui s'offrent à l'électorat. En d'autres mots, l'idée que l'on retrouve derrière la « *Winning Formula* » est que les partis politiques tentent d'attirer simultanément l'électorat de la couche ouvrière sensible à la question de l'immigration et au conservatisme socioculturel, tout en ne négligeant pas les demandes des classes sociales les plus aisées qui sont, généralement, plus favorables aux valeurs du libéralisme.

Bien que ce modèle explicatif ait été l'un des plus populaires, Kitschelt n'échappe pas à la critique de ses pairs. En effet, Wouter Van der Brug et ses associés mettent en doute la validité de la formule gagnante comme pouvant expliquer l'ascension et les succès des formations politiques de la droite radicale. Cette remise en cause s'articule autour de la perspective selon laquelle les résultats de l'analyse de Kitschelt auraient davantage permis de sonder les préférences politiques de l'électorat de ce type de parti que d'étudier la question du positionnement idéologique des électeurs²². Qui plus est, la formule gagnante ne permettrait pas d'expliquer pourquoi les formations politiques de la droite radicale se définissant autour de valeurs communes telles l'opposition à l'immigration réussissent à récolter des succès électoraux dans certains pays, alors qu'elles échouent dans d'autres. La divergence des

²⁰ Herbert Kitschelt. *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*. Ann Arbor. The University of Michigan Press. 1997. p. 25.

²¹ Anthony J. McGann et Herbert Kitschelt. *loc. cit.*, p. 148.

²² Wouter Van der Brug, Meindert Fennema et Jean Tillie. «Why Some Anti-Immigrant Parties Fail and Others Succeed: A Two-Step Model of Aggregate Electoral Support». *loc. cit.*, p. 543.

résultats entre les différents pays démontre encore une fois la non-universalité de ce modèle explicatif. Dans une optique plus pragmatique, Betz critique également la formule gagnante; selon lui, le libéralisme libre-échangiste et l'attitude négative face à l'immigration représenteraient une combinaison incohérente²³. Enfin, pour sa part, Norris avance que, pour que ce modèle explicatif soit viable, il doit s'insérer dans le cadre d'une compétition électorale pure où chacun des partis politiques n'aurait qu'à faire un choix rationnel parmi les différentes thématiques à défendre pour dérober des sièges aux formations rivales²⁴.

0.1.1.4 Le modèle du vote de protestation

Le quatrième modèle explicatif — celui du vote de protestation (*protest-vote model*) — avance comme principale prémisse que l'électorat qui appuie une formation de la droite radicale le fait dans le but de protester contre les élites, le système ou tout simplement contre le statu quo²⁵. Toutefois, ce qui le caractérise, ce sont les nombreuses définitions entourant le sens de la protestation. Comme l'a énoncé Johannes Bergh dans son étude, le vote de protestation est problématique parce qu'il représente un terme fourre-tout pouvant à la fois désigner une opposition contre le système (*system protest*), contre l'élite (*elite protest*) ou tout simplement démontrer l'insatisfaction de l'électorat face à certaines politiques (*dissatisfied with certain policies*²⁶). Or, Bergh, tout comme Van der Brug et Meindert Fennema, rejette ce modèle explicatif, car le sens de la protestation ne serait pas bien compris. Ces auteurs remettent également en question la validité de ce modèle parce qu'ils affirment que le choix d'une formation politique de la droite radicale par un électeur ne se résumerait pas réellement à un vote de protestation. Selon ces auteurs, les motivations de l'électeur de ce type de parti politique seraient de même nature que celles de l'électorat des

²³ Hans-Georg Betz. «Entre succès et échec: l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix». in *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, op. cit., p. 419.

²⁴ Pippa Norris. op. cit., 168.

²⁵ Johannes Bergh. «Protest Voting in Austria, Denmark, and Norway». *Scandinavian Political Studies*, vol. 27, no 4, 2004, p. 368-369.

²⁶ *Ibid.*, p. 369.

principales formations politiques (*mainstream*)²⁷. Pour sa part, Norris démolit complètement cette explication en avançant que les auteurs auraient oublié de nombreux éléments dans leur modèle, ce qui, conséquemment, remettrait en cause la validité d'une corrélation entre le vote de protestation et l'augmentation de l'appui aux formations politiques de la droite radicale²⁸. Kitschelt partage aussi cet avis en réfutant la possible corrélation, affirmant que ces partis politiques ont un programme et des électeurs identifiables²⁹. Enfin, pour sa part, Bergh ajoute un point intéressant en insistant sur le fait que, généralement, le vote de protestation s'exprime dans l'appui à un parti politique se retrouvant dans l'opposition. Nous croyons donc que la polysémie entourant la notion de la protestation nous autorise à douter du caractère universel de ce modèle explicatif.

0.1.1.5 Le modèle du leader charismatique

Le cinquième modèle explicatif que nous avons identifié postule l'existence d'une forte corrélation entre les succès de ces formations politiques et la présence d'un leader charismatique à leur tête. Roger Eatwell, cité par Van der Brug, illustre bien cette idée lorsqu'il écrit que l'élément du leader charismatique est un facteur important dans la montée du radicalisme de droite³⁰. L'analyse de David Art semble pour sa part nuancer cette affirmation en démontrant que les succès dépendraient plutôt de la façon dont le leader d'une formation politique réussit à inscrire ses questions et priorités dans l'agenda médiatique, puisque, selon l'auteur, « *the central point is that the media influence political attitudes and, as a result, vote choice*³¹ ». Toutefois, plusieurs auteurs tels que Van der Brug et ses associés

²⁷ Wouter Van Der Brug et Meindert Fennema. «Protest or Mainstream? How the European Anti-Immigrant Parties Developed into Two Separate Groups by 1999». *European Journal of Political Research*. 2003. vol. 42. no 1. p. 65 et 68.

²⁸ Pippa Norris. *op. cit.*, p. 13 et 151.

²⁹ Anthony J. McGann et Herbert Kitschelt. *loc. cit.*, p. 148.

³⁰ Wouter Van der Brug et Anthony Mughan. «Charisma, Leader Effects and Support for Right-Wing Populist Parties». *Party Politics*. vol. 13, no 1, janvier 2007. p. 31.

³¹ David Art. *loc. cit.*, p. 335.

remettent en question le modèle de la présence d'un leader charismatique en questionnant la pertinence du concept de charisme comme explication des succès électoraux. En effet, les auteurs écrivent, en citant l'étude de Lubbers, Gijsberts et Schepper's (2002), que « *successful politicians are easily called charismatic, and an unsuccessful politician will never be called charismatic*³² ». En s'opposant également à ce modèle explicatif, Art et Norris s'inscrivent dans le même ordre d'idées lorsqu'ils dénoncent l'insuffisance du lien entre les succès et les déboires des formations politiques de la droite radicale et la présence ou l'absence d'un leader charismatique.

0.1.1.6 Le modèle de la convergence

Le sixième modèle explicatif soutient la thèse d'inspiration « downsienne » selon laquelle les partis politiques de la droite radicale auraient été les principaux bénéficiaires d'une convergence idéologique involontaire entre les partis au pouvoir³³. En se rapprochant du centre pour des raisons stratégiques, ces partis auraient libéré une « niche » politique qui aurait largement profité à la droite radicale. Selon Norris, ce modèle serait étroitement associé à la théorie de la dynamique de la compétition électorale, qui s'expliquerait par la présence d'un consensus idéologique représenté par la zone de consentement (*zone of acquiescence*). Malgré les divergences idéologiques que l'on retrouve entre la gauche et la droite, cette zone symboliserait l'acceptation des valeurs et des questions communes à défendre par la majorité de l'électorat. Par conséquent, ceci aurait eu, au fil des années, un effet centripète sur les principaux partis politiques qui, afin de ne pas perdre de capital politique, ne s'éloigneraient que rarement de ces consensus sociétaux. Ainsi, Norris avance que les partis politiques ne s'aventureraient que rarement à l'extérieur de cette zone de consentement, car ils en connaissent le prix politique à payer³⁴. Mais, peut-on affirmer hors

³² Wouter Van der Brug, Meindert Fennema et Jean Tillie. «Why Some Anti-Immigrant Parties Fail and Others Succeed: A Two-Step Model of Aggregate Electoral Support». *loc. cit.*, p. 542.

³³ Anthony Downs. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper et Row. 310 p.

³⁴ Pippa Norris. *op. cit.*, p. 20-21.

de tout doute que ce modèle permet d'expliquer les succès et les déboires des formations de la droite radicale?

Pippa Norris est la première à répondre par la négative à cette question, même si elle reconnaît la présence d'une certaine convergence entre les principaux partis de gauche et de droite. Sa critique s'oriente sur la simplicité de ce modèle explicatif, qui ne peut être valable à lui seul étant donné l'implication de plusieurs autres facteurs³⁵. Norris affirme que la compétition électorale n'est pas « pure » parce qu'elle comporte certaines règles officielles (*formal rules*) qui sont, soulignons-le, différentes selon les pays³⁶. L'existence de cette disparité nous permet encore d'illustrer le caractère non-universel de ce modèle. L'étude de David Art est très explicite sur cette question, puisque la comparaison qu'il fait entre les différentes politiques et règles appliquées en Allemagne et en Autriche pour faire face aux formations politiques de la droite radicale tend à appuyer ce que Pippa Norris avance. En effet, contrairement à son homologue allemand, qui a décidé d'ostraciser ces différentes formations politiques, l'État autrichien aurait plutôt favorisé la coopération avec celles-ci³⁷. En jouant cette carte, l'Autriche aurait ainsi participé à la normalisation et à la « légitimation » du FPÖ aux yeux de l'électorat. L'existence d'un statut de « normalité » nous amène conséquemment à proposer un septième modèle explicatif incarné par l'offre et la demande, modèle qui pourrait être considéré comme une extension de celui que nous venons de présenter.

³⁵ *Ibid.*, p. 25.

³⁶ Norris affirme que les différentes règles d'accès au système électoral, tant au niveau individuel (candidat) qu'au niveau de la formation politique, l'accès au financement public et aux subventions de l'État, l'accès aux médias dans la diffusion des idées des candidats, les différentes formes ou types d'élections (modèle majoritaire ou proportionnel) ainsi que les lois visant les discours haineux ou xénophobes ne sont que quelques règles pouvant limiter le succès des formations de la droite radicale durant la compétition électorale.

³⁷ David Art. *loc. cit.*, p. 345.

0.1.1.7 Le modèle de l'offre et de la demande

Le septième et dernier modèle explicatif de type universaliste est défini par l'offre provenant des formations politiques et par la demande de l'électorat (*demand side of election and supply side of parties*). Comme nous l'avons souligné, la question de l'offre et de la demande ne peut être électoralement valable que si tous les partis de la compétition se retrouvent à égalité. Comme Alexandra Cole le prétend, les formations politiques de la droite radicale qui sont considérées comme des partis « normaux » doivent être en mesure d'attirer le vote de l'électorat en tentant de se différencier sur l'échiquier politique. L'idée de l'offre et de la demande que Klandermans et Mayer avancent est également intéressante parce que, selon eux, le succès des formations politiques de la droite radicale représenterait un équilibre entre les demandes de l'électorat et l'offre des partis politiques³⁸. Dans une même ligne de pensée, Norris avance que la théorie de l'offre suggère que ces partis jouent un rôle crucial en tant qu'agents de connexion entre les attitudes politiques et le comportement de l'électorat dans l'expression de son vote³⁹. Dans son analyse, Moreau affirme pour sa part que la question de l'offre est aussi liée à la notion de l'opportunisme politique des partis de la nouvelle droite radicale.

Selon Moreau, cette combinaison représenterait en quelque sorte la réalité de la compétition électorale, puisque « la situation de concurrence [est] renforcée entre les partis⁴⁰ ». Cette rivalité au niveau politique amène Norris à affirmer que si une thématique, une question ou une valeur défendue a été « payante » lors d'une élection, il est certain que les autres partis, et spécialement les principaux, la traiteront dans les élections subséquentes⁴¹. Bien que de nombreux exemples semblent appuyer ce modèle explicatif, il serait hâtif d'affirmer que seule la question de l'offre et de la demande permet d'expliquer les

³⁸ Bert Klandermans et Nonna Mayer. «Militer à l'extrême droite». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau. Paris: Éditions de l'aube, 2001. p. 150.

³⁹ Pippa Norris. *op. cit.*, p. 191.

⁴⁰ Patrick Moreau. *op. cit.*, p. 230.

⁴¹ Pippa Norris. *op. cit.*, p. 25-29.

succès et les déboires des formations politiques de la droite radicale. Même si elle est parfaitement en accord avec la question de l'offre politique, Pippa Norris la nuance en avançant qu'elle ne peut être infinie, car elle serait limitée par le cadre des différentes règles officielles (*formal rules*) énoncées dans le modèle précédent. Cette subtilité nous permet d'affirmer à nouveau la non-universalité de ce modèle, puisque les différentes règles politiques limitent les succès possibles de certaines formations de la droite radicale.

Tableau 0.1
Les modèles universalistes

Modèle	Thèse	Principales critiques
M1-le modèle sociostructurel (<i>sociostructural model</i>)	l'électorat des partis de la droite radicale se compose de «victimes» de la modernité (sens objectif)	l'électorat des partis de la droite radicale ne se compose pas uniquement de perdants de la modernité; on y retrouve également des gagnants
	les «victimes» de la modernité sont les perdants d'un processus de différenciation de l'univers des possibles (sens subjectif)	l'électeur-type est celui qui se sent menacé dans son statut
M2-le modèle de la défense d'une question spécifique (<i>the policy preference</i> ou <i>single-issue</i>)	les succès de la droite radicale sont en étroite relation avec la défense d'une politique ou d'une question spécifique telles que l'immigration. l'Union européenne ou la recherche de l'ordre	faiblesse de la corrélation entre une question défendue et les succès d'une formation politique
		si ladite question a été payante électoralement, elle sera forcément récupérée par les « autres » partis lors des élections subséquentes
M3-le modèle de l'opportunité politique (<i>the political-opportunity structure model</i> ou <i>Winning Formula</i>)	les partis de la droite radicale fondent leurs campagnes électorales sur des questions <i>ad hoc</i> qui ont une forte charge émotive	l'élément libéral incarné par le libre-échange serait incompatible avec le protectionnisme et le nationalisme défendus par ces formations politiques de la droite radicale
	modèle qui combine une opposition à l'immigration avec des valeurs économiques liées au libéralisme	la formule gagnante ne peut fonctionner que dans le cadre d'une compétition électorale « pure »

M4-le modèle du vote de protestation (<i>protest-vote model</i>)	les électeurs qui appuient un parti de la droite radicale le font dans le but de protester contre les élites, le système ou le statu quo	le vote de protestation représente un terme fourre-tout dont le sens n'est pas réellement compris
	vote rationnel visant à montrer le mécontentement de l'électorat envers les principaux partis politiques et à effrayer l'élite au pouvoir	les partis de la droite radicale n'obtiendraient pas seulement des votes d'un électorat protestataire, car ils ont un programme et des électeurs identifiables
M5-le modèle du leader charismatique	forte corrélation entre les succès des partis de la droite radicale et la présence d'un leader charismatique	faiblesse de la corrélation entre les succès électoraux et la seule présence d'un leader charismatique
	les succès de ces partis dépendraient de la façon dont le leader réussit à inscrire ses questions et priorités dans l'agenda médiatique	
M6-le modèle de la convergence	en convergeant vers le centre, les principaux partis auraient libéré une niche politique qui aurait profité en retour aux partis radicaux parce qu'ils auraient récupéré les thèmes abandonnés par leurs homologues qui ne se retrouvaient pas dans la zone de consentement	les succès des partis de la droite radicale ne sont pas seulement attribuables à la défense de thèmes délaissés par les autres partis
M7-le modèle de l'offre et de la demande (<i>demand side of election and supply side of parties</i>)	en étant considérées comme des partis « normaux », les formations de la droite radicale doivent se différencier sur l'échiquier politique	l'offre politique est limitée par le cadre des différentes règles officielles (<i>formal rules</i>)
	le succès des formations politiques de la droite radicale représente un équilibre entre l'offre des partis radicaux et les demandes de l'électorat	

Comme nous venons de le constater, la recherche d'un modèle explicatif universel semble être une quête vaine, puisque les différentes études tendent à démontrer l'omniprésence de particularismes liés à chacune des périodes, à chacun des pays et à chacune des régions observées. Cette réalité ne peut donc qu'être problématique, car la présence de divergences entre toutes ces variables semble davantage embrouiller le débat qu'éclaircir celui-ci. Par

contre, à la lumière des différents modèles explicatifs recensés, nous pouvons affirmer que, malgré les nombreux désaccords existant entre les différents auteurs, ces derniers s'entendent majoritairement sur l'idée qu'il n'existerait pas qu'un seul modèle explicatif, mais qu'il y en aurait une pluralité dont les relations de cause à effet seraient interdépendantes. Alexandre Dézé semble se situer dans la même ligne de pensée que ses homologues lorsqu'il affirme que les raisons qui poussent un électeur à voter pour ce type de formation politique sont complexes et ne se résument pas à un seul facteur explicatif⁴². Lorsque Moreau écrit que « l'origine [de l'émergence de la droite radicale est] en partie exogène et plurifactorielle », il rejette en fait la validité de « l'explication monocausale⁴³ ». Finalement, pour sa part, Pippa Norris écrit : « *in fact some of the most popular explanations fail with just a cursory glance at the comparative evidence*⁴⁴ ».

Bien que tous les modèles contenus dans cette abondante littérature aient en commun de proposer des explications qui prétendent englober la totalité des variables transnationales — ayant pu entrer en jeu dans l'émergence de la droite radicale au milieu des années 1980 — ils nous semblent insuffisants pour expliquer les nombreuses inégalités que l'on retrouve dans le déploiement et le repli de cette force politique parmi les pays européens. Nous croyons qu'en recherchant un modèle explicatif pouvant englober la totalité du phénomène de la droite radicale, les différents auteurs semblent avoir fait abstraction des nombreuses particularités entourant les succès et les déboires de cette force politique. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous remettons en question la pertinence des modèles de type universaliste puisqu'ils ne semblent pas rendre compte adéquatement de la présence de ces inégalités. Nous nous proposons donc, dans les prochaines pages, de recenser les différents modèles explicatifs concernant spécifiquement les fluctuations régionales et historiques des différents partis de la droite radicale autrichienne.

⁴² Alexandre Dézé. «Entre adaptation et démarcation: la question du rapport des formations d'extrême droite aux systèmes politiques des démocraties européennes». In *Les croisées de la société fermée : L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau. Paris: Éditions de l'aube, 2001, p. 340-342.

⁴³ Patrick Moreau. *op. cit.*, p. 231.

⁴⁴ Pippa Norris. *op. cit.*, p. 11.

Plusieurs études récentes ont tenté de fournir des réponses cohérentes pour expliquer les motifs entourant la chute subite du soutien électoral au FPÖ, après que ce dernier ait atteint un sommet historique de 26,9 % d'appui aux élections nationales de 1999 (voir tabl. 3.1 et 3.2 des pages 91 et 92). Comme nous l'avons précédemment mentionné, les modèles explicatifs de type universaliste ne permettent pas de rendre compte adéquatement du phénomène de la droite radicale, et ce, malgré une certaine tendance « générale » en ce qui concerne sa résurgence en Europe au début des années 1990. Afin de comprendre ce phénomène de manière globale, les auteurs de ces différents modèles explicatifs semblent avoir négligé l'importance des particularités inhérentes à chacun des pays membres de l'Union européenne en ne retenant que les facteurs transnationaux dans leurs études. Or, la recherche de variables communes à l'ensemble des formations politiques de cette sphère idéologique dissimule la complexité du phénomène tout en masquant son hétérogénéité évolutive selon les États. Par conséquent, les inégalités dans les fluctuations nationales parmi les pays européens s'en trouvent écartées. Ainsi, devant l'impossibilité d'expliquer les divergences de progression et de régression de la droite radicale par des facteurs transnationaux, nous nous sommes attardé à une compréhension plus locale du phénomène. En d'autres mots, nous croyons que la chute du FPÖ de Jörg Haider entre 2000 et 2006 répondrait à une conjoncture d'événements ne concernant que l'Autriche seule. D'ailleurs, les plus récentes recherches sur le sujet tendent à démontrer la validité de ce postulat; nous nous proposons donc de présenter les différents modèles explicatifs leur étant rattachés dans la prochaine partie.

0.1.2 Les modèles explicatifs de type particulariste

0.1.2.1 Le modèle du réalignement électoral

La thèse d'un réalignement électoral en faveur de la droite conservatrice correspond au premier modèle explicatif de type particulariste que nous avons identifié. Selon Cécile Leconte, ce modèle se fonde sur l'idée que la situation autrichienne du milieu des années 1990 illustre « un phénomène de réalignement électoral massif au profit de la droite populiste

[qui se serait produit] aux dépens des deux grands partis établis, l'ÖVP et le SPÖ [Sozialdemokratische Partei Österreichs⁴⁵]⁴⁶ ». D'après cette perspective, nous avons déduit que le réaligement aurait pu s'être produit inversement au profit des principaux partis entre les élections nationales de 1999 et celles de 2002. Nous émettons ainsi l'hypothèse que les principaux partis politiques (l'ÖVP et le SPÖ) auraient repris, après les élections de 1999, leurs positions idéologiques traditionnelles en s'éloignant du centre. En se réalignant sur la droite, l'ÖVP serait entré en compétition avec son homologue de la droite radicale en combattant sur le même terrain idéologique. Or, comme les différentes thèses le suggèrent, l'électorat serait plus enclin à donner son vote au plus grand parti qui traite d'une question commune parce que celui-ci aurait, théoriquement, plus de chances d'accéder au pouvoir⁴⁷. Cette idée est indirectement appuyée par le modèle de la zone de consentement que nous retrouvons dans le sixième modèle explicatif de la compétition électorale avancé par Pippa Norris. En effet, comme cette auteure l'a déjà énoncé, lorsqu'une question « payante » au niveau électoral se retrouve à l'extérieur de la zone de consentement, elle sera inévitablement récupérée par l'ensemble des partis politiques lors des scrutins suivants. Dans le même ordre d'idées, Cécile Leconte explique que plus un parti de droite s'éloigne du centre, moins l'émergence d'une force politique de la droite radicale risque de se développer concrètement. Pour appuyer ses propos, Leconte cite le cas de l'Allemagne, où l'insignifiance d'une telle force pourrait s'expliquer par la position occupée sur l'échelle gauche-droite par le principal représentant de la droite allemande (CDU/CSU)⁴⁸. Bien que ce modèle nous fournisse une interprétation cohérente pour expliquer la chute soudaine du FPÖ entre les élections nationales de 1999 et celles de 2006, il ne nous permet toutefois pas de justifier l'inégalité de la chute observée entre les différentes provinces autrichiennes.

⁴⁵ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation SPÖ.

⁴⁶ Cécile Leconte. *L'Europe face au défi populiste*. Paris: Presses Universitaire de France, 2005. p. 54.

⁴⁷ Wouter Van der Brug et Anthony Mughan. «Charisma, Leader Effects and Support for Right-Wing Populist Parties». *loc. cit.*, p. 38-40.

⁴⁸ Cécile Leconte. *op. cit.*, p. 172.

0.1.2.2 Le modèle de la « ré-idéologisation des partis »

Ruth Picker, Britte Salfinger et Eva Zeglovits s'inscrivent dans le débat de la même manière que nous entendons le faire, puisqu'elles défendent des causes explicatives qui se fondent sur des assises locales afin d'expliquer les fluctuations nationales de la droite radicale. En effet, ces auteures défendent l'idée que la chute du FPÖ trouve principalement son origine dans des événements qui ne concernent que le contexte autrichien. Dans leur étude, ces auteures se sont questionnées à savoir si la baisse de l'appui électoral du FPÖ au profit de la droite conservatrice entre 1999 et 2006 ne serait pas le résultat d'un repositionnement idéologique de l'ÖVP sur la droite de l'échiquier politique. Picker, Salfinger et Zeglovits semblent défendre ce modèle explicatif lorsqu'elles écrivent que l'ÖVP s'est renforcé au détriment du FPÖ dans chacune des phases finales des campagnes électorales⁴⁹. Selon leur étude, 633 000 électeurs auraient quitté le FPÖ aux élections nationales de 2002 en votant pour l'ÖVP⁵⁰, tandis que 12 000 électeurs de l'ÖVP auraient inversement transféré leurs voix au FPÖ⁵¹. Toutefois, ces statistiques ne démontrent aucunement que les gains de l'ÖVP correspondent à son hypothétique repositionnement idéologique sur la droite. Par conséquent, même si ces auteures reconnaissent que l'ÖVP s'est repositionné, elles rejettent partiellement cette thèse en prétendant que le Parti conservateur se serait plutôt redéfini comme un parti de centre (*Mitte*⁵²). Elles croient plutôt que cette redéfinition résulterait de la première coalition gouvernementale noir-bleu de 2000, qui était perçue par l'électorat comme étant plus de droite⁵³. Cette stratégie aurait permis à l'ÖVP de se distinguer clairement des sociaux-démocrates (SPÖ), des Verts (*die Grünen*⁵⁴)

⁴⁹ Ruth Picker, Britte Salfinger et Eva Zeglovits. «Aufstieg und Fall der FPÖ aus der Perspektive der Empirischen Wahlforschung: Eine Langzeitanalyse (1986-2004)», in *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, no 3, 2004, p. 269.

⁵⁰ *Idem.*

⁵¹ <http://www.sora.at/de/start.asp?b=1> (Page consultée le 25 Janvier 2008).

⁵² Ruth Picker, Britte Salfinger et Eva Zeglovits. *loc. cit.*, p. 275.

⁵³ Cette coalition gouvernementale était incarnée par le Parti conservateur (ÖVP) et le Parti de la liberté (FPÖ).

⁵⁴ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'expression « les Verts ».

— qui de toute manière, selon Franz Fallend, se sont repositionnés idéologiquement sur la gauche⁵⁵ — et du FPÖ, perçu comme un parti politique très à droite. Dans une logique de compétition électorale, le repositionnement de l'ÖVP en tant que parti du centre aurait été électoralement « payant », car ce parti se serait démarqué en reconquérant le centre alors délaissé par ses adversaires politiques.

Présente chez plusieurs auteurs que nous avons consultés, la question de la « ré-idéologisation » des partis autrichiens répondrait en quelque sorte à la logique de la compétition électorale. Pickel, Salfinger et Zeglovits citent le cas de la « ré-idéologisation » sur la gauche du SPÖ pour illustrer la thèse d'Anton Pelinka. Selon ce dernier, une nouvelle orientation politique d'un corps électoral a lieu au vu d'un bloc concurrent qui se serait formé dans un système de partis⁵⁶. En d'autres mots, nous croyons que le cas autrichien tend à montrer en partie la validité de ce modèle, puisque le repositionnement du SPÖ sur la gauche correspondrait à la coalition noir-bleu (ÖVP et FPÖ) de 1999 et de 2002, clairement orientée sur la droite de l'échiquier politique. Bien que cette thèse représente une avenue intéressante pour expliquer la chute du FPÖ entre les élections nationales de 1999 et celles de 2006, nous considérons toutefois qu'elle est incomplète, puisqu'elle ne rend pas compte de l'inégalité des résultats entre les différentes provinces autrichiennes durant cette même période. En effet, sans nous fournir des raisons satisfaisantes sur les causes de cette restructuration idéologique, ces thèses ne procurent aucune explication sur l'augmentation de l'appui à la formation haiderienne en Carinthie, au moment même où cette force politique déclinait sur l'ensemble du territoire de l'Autriche.

0.1.2.3 Le modèle du choc externe

Le troisième modèle explicatif avancé par Pippa Norris propose de lier l'ascension et les succès des formations politiques de la droite radicale à l'avènement d'un choc externe

⁵⁵ Franz Fallend. «Austria». *European Journal of Political Research*, vol. 42, no 7-8, 2003, p. 895.

⁵⁶ Ruth Picker, Britte Salfinger et Eva Zeglovits. *loc. cit.*, p. 274.

(*external shock*) à l'opinion publique. En effet, l'auteure avance que la résurgence du soutien massif à la droite radicale au début des années 1990 représenterait une réponse aux différents changements géopolitiques survenus en Europe centrale, à la mondialisation ainsi qu'à l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne. En d'autres mots, le phénomène haiderien n'aurait pas été étranger à cette période de grands bouleversements remettant en question les différents acquis qui conféraient à l'Autriche une stabilité sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

0.1.2.4 Le modèle de l'incapacité de s'adapter au contexte politique

Pour des auteurs comme Moreau, Kitschelt et Dézé, le FPÖ n'aurait tout simplement pas réussi à s'ajuster au contexte politique de 2002. Ce quatrième modèle explicatif défend la thèse que le FPÖ aurait été incapable de s'adapter à l'apaisement de l'onde de choc provoquée par les bouleversements tels que l'effondrement de l'Union soviétique au début des années 1990. D'après Patrick Moreau, c'est simplement la constellation qui avait été profitable au FPÖ en 1999 qui aurait été absente en 2002⁵⁷. Cette idée d'un contexte opportun pour le FPÖ aux élections nationales de 1999 est également reprise par Dézé et Melanie A. Sully, qui l'a abondamment illustrée dans son ouvrage⁵⁸. Selon cette auteure, la domination des sociaux-démocrates (SPÖ) pendant 25 ans, l'arrivée en 1995 d'un nouveau chef conservateur (Schüssel) qui ne cachait aucunement ses ambitions pour la chancellerie, ainsi que la pression exercée par les succès du FPÖ sur les deux principaux partis auraient favorisé la formation de la coalition noir-bleu en 2000⁵⁹. Bien que la théorie du choc externe et celle de l'incapacité d'adaptation au contexte politique semblent également fournir des pistes intéressantes pour expliquer la chute brutale du FPÖ, elles ne peuvent toujours pas justifier l'inégalité de la régression de la droite radicale entre les différentes provinces.

⁵⁷ Patrick Moreau. *op. cit.*, p. 251-255.

⁵⁸ Alexandre Dézé. *op. cit.*, p. 357; Melanie A. Sully. 1997. *The Haider Phenomenon*. New-York: Columbia University Press. 237 p.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 108 et 143.

0.1.2.5 Le modèle de la participation au pouvoir

Le cinquième modèle explicatif postule comme thèse que la chute d'une formation politique issue de la droite radicale s'expliquerait par sa participation directe au pouvoir. Selon ce modèle, l'intégration du FPÖ dans le premier gouvernement de coalition noir-bleu en 2000 lui aurait été fatale, puisqu'elle aurait démontré l'incapacité de ce parti politique, en tant qu'« *outsider* », à assumer réellement le pouvoir. L'étude de Picker, Salfinger et Zeglovits semble aller dans ce sens, puisqu'elle avance qu'en participant directement au pouvoir, l'étiquette de parti d'opposition que revêtait le FPÖ a changé pour celle de parti du pouvoir⁶⁰. Ce changement de rôle (*Rollenwechsel*) s'est également exprimé dans les résultats électoraux négatifs des différentes élections régionales et nationales subséquentes qui ont mis fin, selon les auteures, à la montée du FPÖ en 2000⁶¹. De plus, la désaffection massive de l'électorat ayant mené à la chute du FPÖ répondrait également, selon ces mêmes auteures, à un changement survenu dans le comportement électoral des Autrichiens. En effet, l'étude de Picker, Salfinger et Zeglovits tend à démontrer cette tendance, car entre 1996 et 2003, il y a eu une progression de 7 % de l'électorat (*Wählerschaft*) qui se qualifiait plus à gauche, alors qu'on retrouvait une baisse de 3 %, soit de 16 % à 13 %, de l'électorat qui se définissait plus de droite⁶². Peut-on alors affirmer hors de tout doute que la participation du FPÖ au pouvoir ait été directement responsable de sa propre chute?

Nous ne croyons pas que les auteurs partagent unanimement cette idée, car plusieurs d'entre eux fournissent d'autres pistes explicatives. En effet, selon David Art, les déboires qui ont mené à la situation précaire du FPÖ en 2002 seraient attribuables à l'attitude de confrontation adoptée par Jörg Haider envers son propre parti, qu'il ne dirigeait plus

⁶⁰ Ruth Picker, Britte Salfinger et Eva Zeglovits. *loc. cit.*, p. 266.

⁶¹ *Ibid.*, p. 269-270.

⁶² *Ibid.*, p. 273.

à l'échelle fédérale depuis son retrait en février 2000⁶³. Notons également que cette nouvelle épisode de querelles internes a marqué l'apparition de différentes factions au sein même du FPÖ. Toutefois, le modèle de la participation au pouvoir semble expliquer quelques éléments à l'origine de la chute du FPÖ, mais il ne fournit aucune explication sur les raisons du maintien de cette organisation politique en Carinthie.

0.1.2.6 Le modèle carinthien

Reinhard Heinisch avance le sixième et dernier modèle pour expliquer le maintien du soutien électoral au FPÖ en Carinthie, alors que cette force politique de la droite radicale s'effondrait partout ailleurs en Autriche. Bien que ce parti politique ait perdu 16,9 % de son appui entre les élections nationales de 1999 et celles de 2002, il a tout de même maintenu en Carinthie une force régionale en obtenant un appui majoritaire de 42,4 % aux élections régionales (*Landtagswahl*) de 2004 (voir tabl. 3.1 à 3.5 des pages 91-93, 95 et 98). Heinisch avance donc la thèse du modèle carinthien (*the Carinthian Model*) afin d'expliquer la situation particulière de cette province autrichienne. L'auteur défend ce modèle qui se caractériserait par la gouvernance de type populiste de Jörg Haider en écrivant :

Although the state's constitution mandates power sharing and government by coalition. Haider's (erstwhile) personal popularity, his complete control of the local party apparatus, and his domination of the regional political scene allowed him to shape state politics much more than this would be possible at the national level⁶⁴.

Heinisch explique que le modèle carinthien, dont l'appellation provient de Haider lui-même, se définit par l'omniprésence du gouverneur et de ses proches collaborateurs dans l'élaboration des moindres détails concernant les décisions politiques, administratives et économiques de la province. De plus, ce modèle explicatif réussit à se démarquer par des

⁶³ David Art. *loc. cit.*, p. 345; Reinhard Heinisch. «Success in Opposition – Failure in Government: Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office». *West European Politics*, vol. 26, no 3, juillet 2003, p. 110.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 120.

campagnes politiques dont le double objectif vise à atteindre un électorat jeune et une foule non politisée (*non-political crowds*) tout en brisant les conventions politiques traditionnelles, puisqu'il se fonde et valorise un nouveau style de gouvernance qui intègre la culture du style de vie et du plaisir local (*the local fun and lifestyle culture*⁶⁵). D'après Reinhard Heinisch, Jörg Haider aurait entrepris de nombreuses réformes visant à changer l'image impopulaire de la bureaucratie provinciale afin de permettre un meilleur accès à celle-ci aux citoyens, en abolissant des titres bureaucratiques et en introduisant un nouveau code vestimentaire. Le transfert des agendas départementaux à des entreprises privées ainsi qu'à des commissions citoyennes nouvellement créées, s'inscrirait dans une politique de réorganisation dont le but avoué aurait été, d'une part, de réduire l'autonomie de l'administration publique, et d'autre part, d'augmenter l'implication citoyenne. Finalement, l'amalgame Haider-Carinthie, véhiculé par l'omniprésence de l'image de Jörg Haider, n'aurait fait que renforcer son emprise sur la branche régionale du FPÖ⁶⁶. Heinisch résume bien les intentions du gouverneur lorsqu'il écrit : « [le modèle carinthien] *combined genuine reforms, aspects of direct democracy and popular issues with clever political marketing*⁶⁷ ». Bien que le modèle carinthien nous révèle une certaine compatibilité entre la gouvernance de type populiste de Haider et le système politique provincial, nous croyons toutefois qu'il ne peut expliquer adéquatement l'inégalité de la régression de la droite radicale sur le territoire autrichien. Cette carence nous autorise donc à croire que d'autres éléments pourraient intervenir dans la régionalisation de la droite radicale en Autriche.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 121-122.

⁶⁶ Reinhard Heinisch. *Populism, Proporz, Pariah: Austria Turns Right, Austrian Political Change, its Causes and Repercussions. op. cit.*, p. 270.

⁶⁷ *Idem.*

Tableau 0.2
Les modèles particularistes

Modèle	Thèse	Principales critiques
M1-le modèle du réalig-nement électoral	après avoir appuyé la droite radicale dans les années 1990, l'électorat autrichien se serait réaligné sur la droite conservatrice après les élections nationales de 1999	modèle qui ne permet pas d'expliquer l'inégalité des fluctuations dans l'appui électoral au FPÖ que l'on retrouve entre les provinces autrichiennes
M2-le modèle de la « ré-idéologisation » des partis	l'ÖVP s'est renforcé au détriment du FPÖ en se redéfinissant comme un parti du centre (<i>Mitte</i>)	modèle qui ne permet pas d'expliquer l'inégalité des fluctuations dans l'appui à la droite radicale que l'on retrouve entre les provinces autrichiennes
M3-le modèle du choc externe (<i>external shock</i>)	les succès du FPÖ seraient une réponse aux changements géopolitiques de la région, à la mondialisation ainsi qu'à l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne	modèle qui permet d'expliquer la chute brutale du FPÖ, mais qui ne peut toujours pas justifier l'inégalité de cette régression
M4-modèle de l'incapacité de s'adapter au contexte politique	le FPÖ n'aurait pas été en mesure de s'adapter à la situation politique autrichienne en 2002 comme il avait réussi à le faire depuis 1986	modèle qui permet d'expliquer la chute brutale du FPÖ, mais qui ne peut toujours pas justifier l'inégalité de cette régression
M5-le modèle de la parti-cipation au pouvoir	en participant au pouvoir, le FPÖ a démontré son incapacité à assumer réellement le pouvoir	modèle qui permet d'expliquer la chute brutale du FPÖ, mais qui ne peut toujours pas justifier l'inégalité de cette régression
	le FPÖ a perdu son étiquette de parti d'opposition en devenant un parti au pouvoir	modèle trop simpliste qui devrait intégrer d'autres éléments tels que l'attitude de confrontation de Jörg Haider envers son propre parti
M6-le modèle carinthien (<i>the Carinthian model</i>)	la province de la Carinthie se caractérise par son particularisme quant à son style de gouvernance de type populiste incarné par Jörg Haider	modèle qui ne permet pas d'expliquer l'inégalité de la régression de la droite radicale sur le territoire autrichien

0.2 Hypothèses et méthodologie

Nous proposons de défendre comme thèse principale que le maintien de l'appui aux partis politiques de la droite radicale dans la province carinthienne s'explique, malgré sa chute sans précédent à l'échelle nationale entre 1999 et 2006, par le particularisme régional de cette

force politique. Selon nous, cette régionalisation résulterait d'une combinaison de facteurs englobant les particularités du système politique en vigueur et les particularités historiques uniques à la droite radicale autrichienne. Nous croyons être en mesure de démontrer, par le moyen d'une analyse de données empiriques et historiques, que ces nombreuses particularités ont permis aux différentes formations politiques du « troisième camp », telles que la *Verband der Unabhängigen* (VdU⁶⁸), le FPÖ et, tout récemment, le *Bündnis Zukunft Österreich* (BZÖ⁶⁹), de maintenir en Carinthie un pourcentage d'appui supérieur à la moyenne nationale et ce, depuis 1949. Bien que les différents résultats électoraux nous fournissent la majeure partie des éléments que nous recherchons pour démontrer la validité de notre thèse, nous pressentons qu'ils ne peuvent rendre compte à eux seuls des particularités historiques, politiques et régionales de cette « troisième force ». Par conséquent, cette insuffisance nous pousse à examiner l'environnement politique de la compétition électorale en Autriche, mais également le profil des différentes organisations politiques de la droite radicale ayant précédé le FPÖ afin de mieux saisir l'ensemble des éléments qui confèrent un caractère singulier à cette force politique. Alexandre Dézé résume bien la manière dont nous voulons aborder notre travail, lorsqu'il écrit que :

« l'approche systémique, tout comme l'approche environmentaliste des organisations politiques, souligne la nécessité d'inclure ce système dans un environnement plus large — institutionnel, culturel, social et économique — avec lequel le système politique, et tous les éléments qui le composent, entrent en interaction »⁷⁰.

Nous sommes maintenant en mesure d'indiquer la démarche que nous suivrons pour tenter de démontrer les liens entre le maintien de l'appui aux différentes formations politiques issues de la droite radicale en Carinthie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les particularités historiques, politiques et régionales qui caractérisent cette force politique. Nous entendons aborder notre étude empirique en brossant un portrait géographique, démographique et politique de l'Autriche, que nous opposerons à celui à la Carinthie. L'objectif visé par cet exercice qui constituera notre premier chapitre est de révéler

⁶⁸ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation VdU.

⁶⁹ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation BZÖ.

⁷⁰ Alexandre Dézé. *op. cit.*, p. 342.

l'existence de particularités politiques à l'échelle provinciale pouvant justifier l'inégalité de la régression de la droite radicale en Autriche. Par la suite, lorsque cette étape de remise en perspective aura été franchie, notre regard se portera à l'intérieur même des principales formations politiques ayant incarné le « troisième camp », afin de dégager les particularités historiques qui y sont associées. Par l'intermédiaire d'une analyse sommaire qui constituera notre deuxième chapitre, nous tenterons d'identifier les éléments qui, en plus de conférer un caractère unique à la droite radicale, sont directement impliqués dans son incapacité à se déployer sur la scène fédérale de façon permanente. En d'autres termes, nous espérons pouvoir clairement démontrer que la droite radicale en Autriche incarne un phénomène régional qui s'explique par des conditions politico-historiques, lesquelles seront expliquées dans nos deux premiers chapitres. Afin de prouver la validité de ce que nous avançons, nous consacrerons notre troisième chapitre à une analyse statistique approfondie des différents résultats électoraux obtenus lors des scrutins nationaux (*Nationalratswahl*) et provinciaux de la Deuxième République, qui se sont déroulés entre 1949 et 2008. Par ailleurs, nous comptons renforcer notre démonstration en élargissant notre analyse statistique aux résultats électoraux des scrutins nationaux de la Première République, afin de démontrer que le particularisme régional de la « troisième force » s'inscrit dans le temps. Nous consoliderons parallèlement notre propos en mettant à l'épreuve les deux hypothèses suivantes :

Hypothèse 1: S'il existe bien un particularisme régional dans l'appui électoral à la droite radicale autrichienne, alors ce particularisme devrait se traduire par une supériorité constante de ses succès en Carinthie par rapport au reste du pays.

Hypothèse 2 : Si l'appui électoral que reçoit la droite radicale en Carinthie résulte bien d'un particularisme régional, alors celui-ci devrait également se traduire par un appui majoritaire pour les principales formations politiques de la droite radicale durant la période de l'entre-deux-guerres.

Lorsque toutes ces étapes auront été accomplies, nous serons alors disposé à aborder notre quatrième chapitre, qui constituera la conclusion de notre mémoire. Ce chapitre sera

pour nous l'occasion, dans un premier temps, de confirmer ou d'infirmer notre thèse ainsi que les deux hypothèses de départ tout en nous permettant, dans un deuxième temps, de démontrer le caractère non exceptionnel du FPÖ, puisque ce dernier s'inscrit dans la continuité historique de la « troisième force ». Quoique limitée, notre contribution à ce débat théorique consistera à explorer une des avenues explicatives dont nous approfondirons les connaissances afin d'étendre notre compréhension de l'une des facettes du phénomène du radicalisme de droite.

CHAPITRE I

LES PARTICULARITÉS POLITIQUES

La revue de littérature que nous avons examinée précédemment nous a fourni l'occasion de démontrer — même si nous reconnaissons l'existence d'un caractère paneuropéen dans l'émergence des partis politiques issus de la droite radicale au milieu des années 1980 — l'incapacité des différents modèles de type universaliste à expliquer les fluctuations nationales de cette force politique. En effet, les variables transnationales qui sont retenues dans la composition de ces modèles nous ont semblé insuffisantes et inappropriées pour justifier les particularités nationales qui entourent la chute de la droite radicale en Autriche aux élections nationales de 2002. Les travaux les plus récents qui touchent le sujet de la droite radicale favorisent d'ailleurs une approche explicative dont les assises se fondent sur des variables nationales pour expliquer l'évolution inégale de cette force politique parmi les États européens. Reinhard Heinisch s'inscrit dans cette ligne de pensée lorsqu'il écrit :

right-wing orientations [en Autriche] also reflect the complicated past of the nation, with roots in the multi-ethnic Habsburg empire, its ambivalent relationship with Germany, the devastation of two world wars, and the front-line position in the Cold war.⁷¹

En d'autres termes, les orientations prises par les diverses formations politiques de la droite radicale sont uniques, puisqu'elles sont — indépendamment de la constance des facteurs transnationaux qui pourraient laisser sous-tendre l'existence d'une transcendance étatique — directement liées à la dynamique nationale qui émerge du contexte historique, politique et régional exclusif à chacun des États. En ne faisant pas exception à cette règle, la

⁷¹ Reinhard Heinisch, *Populism, Proporz, Pariah: Austria Turns Right, Austrian Political Change. its Causes and Repercussions. op. cit.*, p. 80.

droite radicale s'est inscrite dans la joute politique nationale de l'Autriche différemment de ses homologues européennes. Afin de comprendre le particularisme entourant cette force en Autriche, nous croyons qu'une remise en perspective de l'environnement politique dans laquelle elle évolue depuis 1945 s'impose. Ainsi, dans la première section de notre premier chapitre, nous tracerons un portrait géographique, démographique, religieux, historique et politique de cet État danubien. Par la suite, nous poursuivrons cette description en abordant la dimension provinciale de la vie politique autrichienne que nous illustrerons par des exemples issus de la Carinthie. Quant aux raisons qui entourent le choix de cette province, elles ne sont pas fortuites, puisque celle-ci représente le point d'ancrage sur lequel nous nous appuierons pour défendre notre thèse et nos hypothèses de départ.

1.1 Remise en perspective de l'Autriche

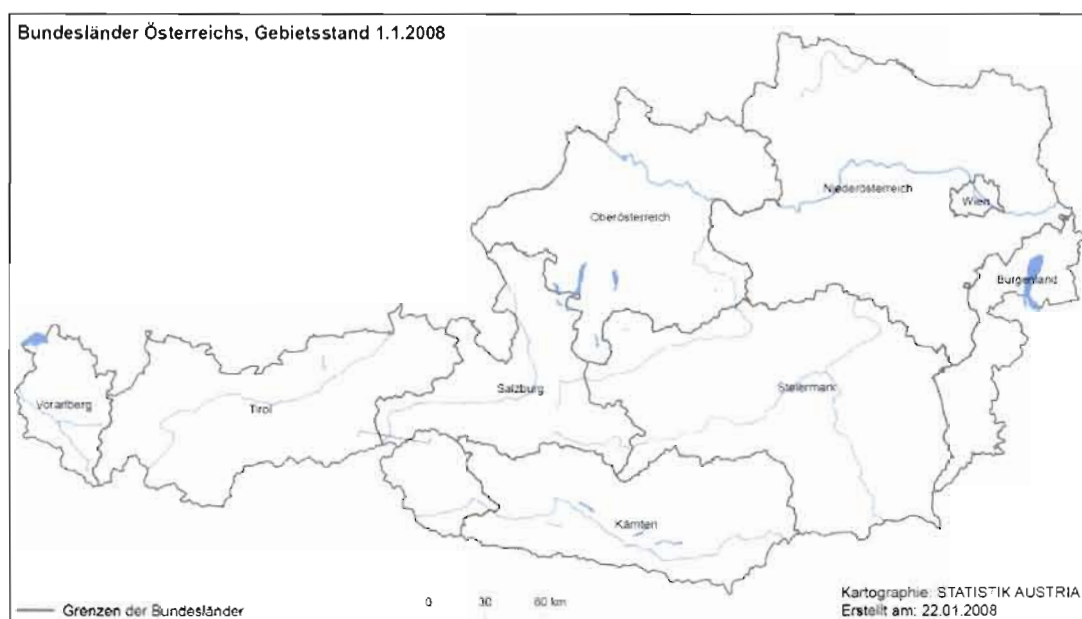


Figure 1.1 Carte de l'Autriche (Source: <http://www.statistik.at>.)

1.1.1 Portrait géographique et démographique de l'Autriche

L'Autriche est un État membre de l'Union européenne qui se retrouve enclavé entre huit autres États (Allemagne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Italie, Suisse et Liechtenstein). Ce pays de l'Europe centrale possède une superficie de 83 872,75 km² à l'intérieur de laquelle évolue une population qui se chiffrait le 1^{er} janvier 2007 à 8 298 923 habitants (voir tabl. 1.1). À cette date, la proportion de citoyens autrichiens (*Inländer*) était de 7 472 910 personnes (90,05 %), tandis qu'on comptait 826 013 étrangers (*Ausländer*) (9,95 %) sur le territoire. L'Autriche, qui a pour capitale Vienne, est un État de type fédéral composé de neuf provinces (Basse-Autriche, Burgenland, Carinthie, Haute-Autriche, Salzbourg, Styrie, Tyrol, Vorarlberg et Vienne) dont les frontières actuelles ont été fixées par le Traité de Saint-Germain-en-Laye⁷² en 1919 ainsi que par une série de plébiscites en Carinthie et en Styrie en 1920⁷³.

Tableau 1.1
Géographie et démographie de l'Autriche

Province fédérale	Superficie en km ²	Population en 2007	Pourcentage (%) (nos calculs)
Basse-Autriche	19 177,68	1 589 580	19,15
Burgenland	3 965,46	280 257	3,38
Carinthie	9 535,83	560 407	6,75
Haute-Autriche	11 982,30	1 405 674	16,94
Salzbourg	7 154,23	529 574	6,38
Styrie	16 392,41	1 203 918	14,51
Tyrol	12 647,71	700 427	8,44
Vorarlberg	2 601,48	364 940	4,40
Vienne	415,65	1 664 146	20,05
Autriche (total)	83 871,75	8 298 923	100,00

Source: <http://www.statistik.at> (*Bevölkerungsstand 2007.*)

⁷² Le Traité de Saint-Germain-en-Laye, qui a été ratifié à Paris le 16 juillet 1920, représente l'équivalent du Traité de Versailles pour l'Autriche, puisqu'il a permis de rétablir la paix entre l'Autriche et les Alliés en mettant fin à l'armistice du 3 novembre 1918. Par contre, comme pour l'Allemagne, cette paix a été chèrement gagnée parce que les Alliés ont imposé au nouvel État autrichien plusieurs conditions très contraignantes de nature économique, militaire, territoriale et politique.

⁷³ Erich Zöllner. *Histoire de l'Autriche*. Coll. «Histoire des Nations». Lyon (France). Éditions Horvath, 1965, p. 485; Félix Kreissler. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938*. Paris. Presses universitaires de France, 1971, p. 106.

Bien que son intégrité territoriale ait été bafouée par son annexion (*Anschluss*) à l'Allemagne nazie en 1938 et par l'occupation alliée pendant une décennie (1945-1955), l'Autriche a finalement recouvré sa souveraineté à l'intérieur des frontières qu'elle possédait avant 1937⁷⁴. Toutefois, le rétablissement de son indépendance, laquelle s'est matérialisée le 15 mai 1955 par la signature du Traité d'État (*Staatsvertrag*), était conditionnel à sa neutralité politique⁷⁵ dont l'officialisation — par l'adoption de la Loi constitutionnelle sur la neutralité permanente (*Bundesverfassungsgesetz über die immerwährende Neutralität*) — eut lieu le 26 octobre 1955⁷⁶. Cette neutralité « permanente » a cependant été remise en question avec la chute de l'Union soviétique en 1991 et l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne en 1995, car ces changements géopolitiques d'envergure ont redéfini le rôle de ce petit État européen.

Lorsque la Deuxième République autrichienne a été proclamée le 27 avril 1945⁷⁷, elle ne représentait que l'aboutissement final d'une longue succession de changements de statuts politique ayant eu lieu sur son territoire en moins de trente ans. En effet, avant d'en arriver à son état actuel, l'Autriche contemporaine a subi le démantèlement de l'Empire austro-hongrois, l'avènement de la démocratie avec la Première République, le régime autoritaire de l'austro-fascisme, une annexion à l'Allemagne nazie ainsi qu'une occupation par les forces alliées. Or, en regard de son positionnement géographique qui a favorisé les migrations de populations durant des siècles, les bouleversements géopolitiques de la première moitié du XX^e siècle semblent avoir eu peu d'impact sur la composition de la population autrichienne. En effet, bien que l'Autriche compte dans ses rangs des ressortissants provenant de toutes les communautés, elle ne reconnaît officiellement que six minorités ethniques, soit les Tchèques,

⁷⁴ Felix Kreissler. *L'Autriche, brûlure de l'histoire. Brève histoire de l'Autriche 1800-2000. op. cit.*, p. 103.

⁷⁵ *Idem.*

⁷⁶ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the Past*. Oxford: Westview Press, p. 157.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 40.

les Slovaques, les Hongrois, les Croates, les Slovènes ainsi que les Tsiganes (*Roma*)⁷⁸. Cette diversité ethnique représente l'un des héritages de l'Empire multiethnique de l'Autriche-Hongrie (1867-1918) dans lequel Vienne, sa capitale, était le principal foyer intellectuel, artistique et économique de l'Europe du Centre-Est. De plus, en raison de son ancien statut impérial, Vienne a également été un haut lieu de convergence humaine où la diversité linguistique s'est répandue sur l'ensemble du territoire de l'Empire. La présence de ce multiculturalisme est d'ailleurs encore palpable dans l'Autriche contemporaine : bien que l'allemand y soit la langue officielle, certaines minorités linguistiques jouissent, depuis 1955, d'une reconnaissance⁷⁹. En effet, selon l'article 7 du Traité d'État, le croate ainsi que le slovène sont reconnus comme étant des langues pouvant être utilisées dans certains districts administratifs et juridiques du Burgenland et de la Carinthie. Depuis 2001, cette reconnaissance officielle a aussi été octroyée à la langue hongroise dans le Burgenland, ancienne province de la Hongrie où vit une minorité originaire de ce pays⁸⁰.

Les données que nous avons recueillies au sujet de l'appartenance religieuse sur le territoire autrichien sont très révélatrices des changements qui s'y sont opérés depuis le début des années 1990. Bien que nos résultats soient basés sur des données provenant des derniers recensements (*Volkszählung*) ayant eu lieu en 1991 et 2001, la comparaison des données entre les deux décennies nous a permis de dégager une certaine propension quant à l'évolution des différentes croyances religieuses en Autriche. Nous sommes toutefois conscient que ces données ne reflètent pas adéquatement la situation de 2008; nous devons attendre les résultats du prochain recensement, qui aura lieu en 2011, pour être en mesure de confirmer les tendances que nous avons observées. Les données statistiques obtenues nous permettent d'affirmer que l'Autriche est un pays où la vie religieuse est dominée à 73,64 % par le catholicisme (*Katholisch*). La prédominance de cette religion s'affirme également par la représentation des autres branches du christianisme, telles les Églises Évangéliques (*Evangelisch*) qui comptaient 376 150 membres (4,68 %) et l'Église orthodoxe (*Ostkirchen*)

⁷⁸ United Nations. Group of Experts on Geographical Names. 2004. *Standardization in Multilingual Areas: Minority Languages in Austria*. Ms. Isolde Hausner. New-York. p. 2.

⁷⁹ *Idem*.

⁸⁰ *Idem*.

avec ses 179 472 membres (2,23 %) en 2001. Malgré sa prépondérance en Autriche, le christianisme est en chute depuis plusieurs décennies, tandis qu'inversement, nous avons observé une augmentation du poids démographique du judaïsme (*israelitisch*) et de l'islam (*islamisch*) depuis 1991. En effet, la décroissance de l'appui à l'Église Catholique romaine a été de 166 033 membres entre 1991 et 2001, alors que ce déclin a été de 12 559 pour les Églises Évangéliques au cours de la même période. Par contre, nous avons observé qu'entre 1991 et 2001, la communauté juive a progressé d'environ mille membres tandis que la communauté musulmane a pratiquement doublé, passant de 158 776 à 338 988 membres. Ces poussées doivent toutefois être relativisées, puisque le poids de ces confessions religieuses ne représente que 4,32 % de la population totale de l'Autriche.

Tableau 1.2

Le poids des principales confessions religieuses en Autriche

Confessions religieuses	Nombre de membres		Pourcentage (%) (mes calculs)	
	1991	2001	1991	2001
Église Catholique romaine	6 081 454	5 915 421	78,01	73,64
Églises Évangéliques (luthériens et calvinistes)	388 709	376 150	4,99	4,68
Judaïsme	7 268	8 140	0,09	0,10
Islam	158 776	338 988	2,04	4,22
Sans croyance	672 251	963 263	8,62	11,99
Population autrichienne	7 795 786	8 032 926	100	100

Source: <http://www.statistik.at> (*Bevölkerung nach dem Religionsbekenntnis und Bundesländern 1991 bis 2001.*)

1.1.2 Portrait politique de l'Autriche

L'Autriche possède un régime politique mixte parce qu'elle est une République fédérale (*Bundesrepublik*) évoluant à l'intérieur d'un système parlementaire régi par la loi constitutionnelle fédérale (*Bundesverfassungsgesetz* : B-VG⁸¹). La Constitution qui édifie les principes de base (*Baugesetze*) de la Deuxième République représente, avec le *Proporz*, qui

⁸¹ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the Past*. op. cit., p. 37-38.

sera ultérieurement défini, l'un des piliers de la Seconde République, puisqu'elle reconnaît, selon Anton Pelinka, les principes démocratique et républicain, celui de l'autorité de la loi (*rule of law*) ainsi que celui de la séparation des pouvoirs⁸². Selon l'auteur, la caractéristique la plus importante de la Constitution autrichienne est sa flexibilité⁸³, puisque pour la modifier, l'Assemblée fédérale doit obtenir une majorité de deux tiers des deux chambres, qui doit être validée par un vote à majorité simple lors d'un référendum obligatoire⁸⁴. Bien que la nature de la Première République diffère largement de celle qui l'a suivie, Ronald L. Watts explique que les principes constitutionnels gardent les mêmes caractères fondamentaux, car la Constitution de la Deuxième République se fonde sur celle qui a été proclamée en 1920 et amendée en 1929⁸⁵. Lorsque la Constitution autrichienne a été restaurée en 1945, elle s'est toutefois limitée à rétablir les lois ayant été votées avant 1934, car cette date correspondait à la fin de la Première République (1918-1934⁸⁶). En effet, le 12 février 1934 constitue le point culminant d'une succession d'événements politiques qui a mené le gouvernement fédéral, dominé par l'ancêtre de l'ÖVP, les chrétiens-sociaux (CS⁸⁷), à une guerre civile de trois jours avec l'ancêtre du SPÖ, les sociaux-démocrates (SDAP⁸⁸), et ce, dans plusieurs grands centres industriels de l'Autriche⁸⁹. Cet épisode sanglant a eu pour conséquence de supprimer le parti des travailleurs sociaux-démocrates et d'instaurer une nouvelle Constitution qui a mis en place un État autoritaire, corporatif et chrétien — connu sous l'appellation de l'austro-fascisme⁹⁰ — dirigé par Engelbert Dollfuss⁹¹. Suite à son assassinat par les nazis, cette dérive

⁸² *Ibid.*, p. 41.

⁸³ *Ibid.*, p. 37.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 40.

⁸⁵ Ronald L. Watts, *Comparaison des régimes fédéraux*. Presse universitaires McGill-Queen's: Montréal/Kingston, 2002, p. 27.

⁸⁶ Roland Sturm, «Autriche», in *Guide des pays fédéraux*, sous la dir. de Ann L. Griffiths, Montréal/Kingston: McGill-Queen's University Press, 2005, p. 85; Olivier Milza, *Histoire de l'Autriche*. Paris : Haitier, 1995, p. 206.

⁸⁷ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation CS.

⁸⁸ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation SDAP.

⁸⁹ Erich Zöllner, *op. cit.*, p. 504.

⁹⁰ Olivier Milza, *op. cit.*, p. 207.

autoritaire s'est poursuivie avec son successeur Kurt von Schuschnigg, jusqu'en 1938, soit l'année de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie.

La fin de la Seconde Guerre mondiale a marqué un tournant dans la politique autrichienne, puisque l'effondrement du Troisième Reich et le repli des forces pangermanistes ont permis le retour sur l'avant-scène politique des deux frères ennemis de la Première République : les chrétiens-sociaux et les sociaux-démocrates. C'est dans ce climat de tension que l'ÖVP et le SPÖ ont repris les rênes du pouvoir en 1945 en établissant une démocratie consociative basée sur le compromis. Selon Maurice Croizat, ce type de démocratie se retrouve dans des États où :

la segmentation de la communauté nationale sur des bases [...] idéologiques ne [débouche] pas sur des violences, des conflits armés mais sur l'institutionnalisation d'un pouvoir de négociation entre les élites des différents segments ou communautés et la recherche d'accords amiables⁹².

Or, selon Croizat, ces accords amiables reposeraient sur une bonne communication entre les membres de l'élite des deux groupes qui se rencontrent à l'extérieur des institutions parlementaires afin de discuter des compromis futurs⁹³. L'Autriche incarne ainsi un modèle dans l'institutionnalisation des compromis, puisque dans sa recherche de stabilité politique et sociale, elle a mis en place le système du *Proporz* ainsi que le partenariat social, incarné par l'austro-corporatisme.

1.1.3 Qu'est-ce que le *Proporz* ?

Le retour des élites ennemies en 1945 ne présageait rien de moins que le retour de l'instabilité politique caractéristiques des années 1920. Afin d'y faire face, les deux

⁹¹ *Idem*: Lothar Höbelt, *Jörg Haider and the Politics of Austria, 1986-2000*. West Lafayette (Indiana): Purdue University Press, 2002. p. 3.

⁹² Maurice Croizat et Jean-Pierre Quermonne. *L'Europe et le fédéralisme*. Coll. «Clefs politiques». Paris : Montchrestien, 1996. p. 35.

⁹³ *Idem*.

principaux camps politiques ont opté pour la recherche de compromis à travers une collaboration très étroite. En effet, dans le but de réduire la fragmentation qui était associée à la fragilité de la Première République, le système du « *Proporz*⁹⁴ » permettait la division de tous les postes des institutions publiques ou parapubliques en proportion du poids politique obtenu par les deux principaux partis⁹⁵. En cumulant plus de 80 % des voix jusqu'en 1990 (voir tabl. 3.1 de la page 91), la monopolisation de la vie politique autrichienne par l'ÖVP et le SPÖ a eu comme finalité de stabiliser politiquement la jeune République en marginalisant la troisième force, incarnée par les pangermanistes, mais aussi de réduire l'influence des forces communistes — sympathiques à l'URSS — représentées par le *Kommunistische Partei Österreichs*⁹⁶ (KPÖ⁹⁷). Cette recherche de stabilité par les principaux partis a toutefois eu pour conséquence de plonger l'Autriche dans l'immobilisme pendant quatre décennies.

En cherchant à diminuer les conflits sur le plan socioéconomique du pays, les élites de l'ÖVP et du SPÖ ont mis en place un partenariat social (*Sozialpartnership*), mieux connu sous l'appellation de l'austro-corporatisme. Selon Pelinka, l'austro-corporatisme aurait été la voie décente et civilisée pour remplacer la guerre des classes par une coopération entre les classes⁹⁸. En effet, le partenariat social a comme finalité de modérer les conflits entre les entreprises et les travailleurs ainsi qu'entre les employeurs et les employés en forçant chacune de leurs organisations représentatives — la Fédération des syndicats autrichiens (*Österreichischer Gewerkschaftsbund* (ÖGB)), et l'association des employeurs (*Österreichischer Wirtschaftsbund* (ÖWB)) — à coopérer⁹⁹. À l'instar de la sphère politique, la coopération initiale entre les organisations s'est transformée en un système corporatiste

⁹⁴ Reinhard Heinisch. *Populism, Proporz, Pariah: Austria Turns Right, Austrian Political Change, its Causes and Repercussions*. op. cit., p. 4.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 3.

⁹⁶ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past*, op. cit., p. 40.

⁹⁷ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation KPÖ.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 139.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 140.

extrêmement centralisé¹⁰⁰. Cette centralisation est d'ailleurs encore palpable, puisque les acteurs du partenariat social prennent part au processus législatif même s'ils ne sont pas élus démocratiquement, en étant invités, par l'intermédiaire des organisations qu'ils représentent, à donner leur avis avant l'élaboration des lois¹⁰¹.

Le fonctionnement du partenariat social qui visait la stabilité de l'Autriche a principalement atteint son objectif en restreignant la fragmentation politique, sociale et économique. Par contre, le statu quo tant recherché pendant quatre décennies a été remis en question en 2000 avec la formation de la coalition noir-bleu (ÖVP et FPÖ). En effet, en introduisant une force politique hostile au *Proporz* et au partenariat social dans le gouvernement, l'ÖVP a transgressé une règle non écrite qui visait à limiter l'instabilité. Ardemment critiqué par un public grandissant qui l'associe à la corruption, au clientélisme et au patronage¹⁰², le système du *Proporz* représenterait maintenant un anachronisme¹⁰³. Bien que le *Proporz* et le partenariat social représentent les piliers de la stabilité politique, économique et sociale de l'Autriche, ils ne nous permettent pas de comprendre le fonctionnement des différentes institutions politiques qui composent de la fédération autrichienne.

I.1.4 Structure du régime politique au niveau fédéral

Le parlement autrichien, appelé l'Assemblée fédérale (*Bundesversammlung*), est une institution bicamérale (art. 24), puisqu'elle est composée d'une chambre basse représentée par le Conseil national (*Nationalrat*) d'où provient le gouvernement fédéral

¹⁰⁰ Reinhard Heinisch. *Populism, Proporz, Pariah: Austria Turns Right, Austrian Political Change, its Causes and Repercussions. op. cit.*, p.18.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 16.

¹⁰² Patrick Moreau. *op. cit.*, p. 243; Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 13-14.

¹⁰³ *Idem.*

(*Bundesregierung*) et d'une chambre haute incarnée par le Conseil fédéral (*Bundesrat*¹⁰⁴). Bien que les deux chambres parlementaires représentent à elles seules les pouvoirs législatif et exécutif de la République autrichienne, nous avons observé que la répartition des pouvoirs entre elles était inégale. Afin de mieux comprendre le fonctionnement du système politique de l'Autriche, nous nous proposons donc d'examiner dans la section qui suit les rôles et fonctions des différentes composantes du parlement fédéral.

1.1.4.1 Le pouvoir législatif

En tant que principale instance législative, le Conseil national compte, depuis 1971, 183 députés élus au suffrage universel pour une durée de quatre années (art. 27) selon le principe de la représentation proportionnelle (art. 26.1)¹⁰⁵. Afin de partager proportionnellement les sièges à pourvoir entre les neuf provinces et les quarante-trois districts régionaux, le système électoral autrichien se base généralement sur le dernier recensement fédéral valide¹⁰⁶. Bien qu'il nous renseigne sur la distribution physique des sièges entre les circonscriptions et les districts, ce système ne nous informe aucunement sur les principes qui régissent le partage des voix entre les partis politiques. En effet, bien que la distribution des sièges se fonde sur le principe de la proportionnalité, il nous semble important d'en expliquer les rouages. La première étape de cette distribution se base sur la méthode du quota Hagenbach-Bischoff (Q) qui représente la somme du nombre de suffrages valides (V) d'une province divisée par le nombre de sièges à pourvoir (S) plus un ($Q = V/(S + 1)$)¹⁰⁷. Ce quota de référence reflète le nombre de voix électorales nécessaires pour qu'un parti politique obtienne automatiquement un siège parlementaire, du moins, si ce dernier a atteint l'appui minimum requis de 4 % au

¹⁰⁴ Roland Sturm. *op. cit.*, p. 94.

¹⁰⁵ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 44.

¹⁰⁶ Anna Gamper. «Republic of Austria». In *Legislative, Executive, and Judicial Governance in Federal Countries*. (dir. publ.) John Kincaid. Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press. 2006. p. 76: <http://www.statistik.at> (*Statistisches Jahrbuch 2007*) (Page consultée le 16 juillet 2008).

¹⁰⁷ Pierre Martin. *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*. Coll. «Clefs politiques», 3^e éd. Paris : Montchrestien. 2006. p. 67-68.

niveau national¹⁰⁸. En d'autres termes, à chaque fois que le quota de référence peut être contenu dans le suffrage obtenu par une formation, il se matérialise sous forme d'un siège parlementaire¹⁰⁹.

Comme cette première méthode est imparfaite et ne permet pas de distribuer la totalité des sièges, l'Autriche a recours à la méthode d'Hondt afin de pouvoir redistribuer les voix qui sont restées « libres ». Cette deuxième méthode de distribution diffère de la méthode Hagenbach-Bischoff, puisqu'elle se fonde sur la moyenne la plus forte pour répartir les voix restantes entre les formations politiques¹¹⁰. Pour que cette nouvelle répartition soit plus équitable, certaines provinces sont regroupées suite à un redécoupage des circonscriptions électorales nationales (*Wahlkreiseverband*¹¹¹), qui se limitent au nombre de quatre. Par la suite, on additionne les voix restantes de chaque formation politique à l'intérieur des nouvelles circonscriptions et on attribue successivement les sièges restants aux partis ayant obtenu la moyenne la plus forte¹¹². Lorsque cette distribution a été complétée, les membres de la chambre basse peuvent participer à l'élaboration, à l'étude ainsi qu'à l'adoption des différentes lois qui régleront la vie des Autrichiens¹¹³. Cette instance législative a également le pouvoir d'instituer des commissions d'enquête (art. 53), « de fixer les prix de la poste et des produits de monopole ainsi que les salaires des employés évoluant dans les entreprises fédérales¹¹⁴ » (art. 54). Toutefois, l'ensemble des décisions prises par ce corps législatif requiert, sauf exception contraire, une majorité d'au moins un tiers des membres du Conseil national (art. 31) et doit être authentifié par le président de la République et

¹⁰⁸ Jean-Guy Prévost. *L'extrême droite en Europe : France, Autriche, Italie*. Coll. «Points chauds». Canada: Fides. 2004. p. 67: <http://www.BMI.gv.at> (Page consultée le 20 juillet 2008).

¹⁰⁹ http://www.ipu.org/parline-1/reports/arc/AUSTRIA_1986_F.PDF (<http://www.ipu.org>) (Page consultée le 16 juillet 2008).

¹¹⁰ *Idem*: Pierre Martin. *op. cit.*, p. 76.

¹¹¹ <http://www.statistik.at> (*Statistisches Jahrbuch* 2007) (Page consultée le 16 juillet 2008).

¹¹² Pierre Martin. *op. cit.*, p. 77.

¹¹³ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past*. *op. cit.*, p. 51.

¹¹⁴ <http://mjp.univ-perp.fr/constit/aut1920.htm> (Page consultée le 16 juillet 2008).

contresigné par le chancelier (art. 40). En plus de remplir des fonctions législatives et de contrôle, la chambre basse participe aussi à l'élection de ses trois présidents (art. 30.1).

Pour sa part, le Conseil fédéral, composé de 64 députés délégués provenant des différentes diètes provinciales (*Landtag*) selon un principe proportionnel (art. 34), représente la chambre haute, soit la seconde instance législative de la République autrichienne¹¹⁵. La province la plus peuplée (Basse-Autriche) délègue douze députés, tandis que les moins peuplées (Burgenland et Vorarlberg) en comptent chacune un minimum de trois. Les six autres provinces se partagent un nombre de députés proportionnel au nombre de leurs habitants, nombre révisé par le président de la République après chaque recensement général (art. 34). Bien que les députés délégués de cette chambre haute représentent théoriquement les provinces au niveau de la fédération, nous avons remarqué que ceux-ci représentent plutôt les partis politiques élus dans les différentes diètes provinciales¹¹⁶. D'ailleurs, selon la Constitution fédérale, la délégation provinciale du Conseil fédéral doit être composée obligatoirement d'un député délégué provenant du deuxième parti politique de la province dont il est issu (art. 35.1). De plus, la durée du mandat des députés délégués de la chambre haute est liée à celle de leur diète provinciale respective contrairement à la situation des députés de la chambre basse. Quoique le Conseil fédéral représente la deuxième composante du fédéralisme autrichien, ses prérogatives sont limitées, voire quasi inexistantes, puisque cette instance fédérale ne possède pas la balance du pouvoir du Conseil national. C'est pour cette raison que l'on mentionne fréquemment la présence d'un pseudo-système à deux chambres, pour reprendre les mots de Pelinka¹¹⁷. L'inégalité entre les deux instances législatives a comme impact de restreindre le rôle du Conseil fédéral, car l'appui du Conseil fédéral est rarement nécessaire dans le processus législatif¹¹⁸. D'ailleurs, lorsque l'avis du Conseil fédéral est obligatoire, son désaccord se réduit à un droit de veto suspensif

¹¹⁵ Roland Sturm. *op. cit.*, p. 95.

¹¹⁶ Maurice Croizat et Jean-Pierre Quermonne. *op. cit.*, p. 29.

¹¹⁷ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 44.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 45.

susceptible d'être renversé par un nouveau vote à majorité simple du Conseil national¹¹⁹. Par contre, depuis 1984, la chambre haute possède un droit de veto absolu lorsqu'il est question d'une révision constitutionnelle pouvant éventuellement limiter les compétences des provinces¹²⁰.

Même s'il ne joue qu'un rôle restreint dans le processus législatif autrichien, le Conseil fédéral y participe en défendant les intérêts des provinces au niveau de la fédération ainsi qu'en donnant son accord dans le processus d'adoption des projets de loi¹²¹. Les gouverneurs des provinces (*Landeshauptmann*) peuvent, même s'ils n'y sont pas délégués, prendre part aux débats du Conseil fédéral en se faisant entendre à tout moment sur des questions concernant la province qu'ils gouvernent (art. 36.4). Pelinka prétend cependant que la chambre haute ne permettrait que d'entretenir l'illusion que les provinces ont une voix indépendante au niveau de la législature fédérale¹²². En effet, l'auteur explique que cette chambre haute représente, pour les députés délégués y siégeant, un tremplin vers le Conseil national¹²³. Le fonctionnement de cette chambre haute diffère également de la chambre basse, puisque la présidence du Conseil fédéral y est assurée en rotation par chacune des provinces, qui se partagent la tâche durant une période de six mois (art. 36.1). L'ensemble des décisions qui sont prises dans le cadre de cette institution législative nécessite la présence d'au moins un tiers de ses membres et doit obtenir une majorité absolue de ceux-ci (art. 37). Finalement, pour que le règlement intérieur de cette chambre soit modifié, le Conseil fédéral a besoin de la présence d'au moins la moitié de ses membres et de l'obtention de l'appui de deux tiers des voix exprimées (art. 37.2).

¹¹⁹ Elazar, Daniel J. (dir. Publ). 1991. «Austria». In *Federal System of the World : A Handbook of Federal, Confederal and Autonomy Arrangements*. Essex (Angleterre), Longman Current Affair, p. 31.

¹²⁰ Maurice Croizat et Jean-Pierre Quermonne. *op. cit.*, p. 29.

¹²¹ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past*. *op. cit.*, p. 49 - 51.

¹²² *Idem*.

¹²³ *Ibid.*, p. 45.

1.1.4.2 Le pouvoir exécutif

Le chef de l'État

Le rôle du chef de l'État autrichien revient au président fédéral (*Bundespräsident*), élu au suffrage universel pour un mandat de six ans ne pouvant être renouvelé qu'une seule fois (art. 60.5). Depuis le 8 juillet 2004, ce poste est occupé par le Dr Heinz Fischer (SPÖ)¹²⁴ qui a su concentrer une majorité absolue de voix lors de son élection, laquelle n'a pas nécessité de second tour (art. 60.2) puisqu'il a obtenu 52,4 % d'appuis¹²⁵. Le président fédéral est responsable devant l'Assemblée fédérale (art. 68 et 142) et celle-ci peut, par l'intermédiaire du Conseil national qui obtiendrait une majorité des deux tiers des voix de plus de la moitié des membres présents éventuellement, le démettre de ses fonctions. Si le vote s'avère positif, la démission du président devient effective; toutefois, s'il s'avère négatif, c'est le Conseil national qui est dissous (art. 60.6). Le pouvoir judiciaire peut également démettre le président fédéral de ses fonctions par l'intermédiaire de la Cour constitutionnelle, si celui-ci se place dans une situation qui violerait la Constitution fédérale¹²⁶. À première vue, il semble que le président concentre plusieurs pouvoirs entre ses mains; cependant, lorsque nous nous y attardons plus attentivement, nous remarquons que ceux-ci ont une portée limitée, car les décisions du chef de l'État doivent respecter la majorité parlementaire¹²⁷. Il représente la République à l'étranger, il reçoit et accrédite les agents diplomatiques et peut conclure des traités internationaux (art. 65.1), tout en exerçant le commandement suprême de l'armée fédérale (art. 80.1). Son pouvoir de nomination lui octroie le droit de nommer les membres du gouvernement fédéral et le chancelier, sur proposition de ce dernier (art. 70). Il peut également nommer les fonctionnaires de la fédération (art. 65.2a) et gracier des condamnés déjà jugés (art. 65.2c); ses décisions doivent cependant être contresignées par le chancelier

¹²⁴ <http://www.statistik.at> (*Bundespräsidenten Wahlen 1945 bis 2004*) (Page consultée le 2 août 2008).

¹²⁵ *Idem.*

¹²⁶ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 57.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 56.

fédéral ou par un des ministres compétents (art. 67). Le président possède aussi un pouvoir de révocation qui lui permet de destituer des membres du gouvernement fédéral sur la proposition du chancelier, mais également le chancelier lui-même et le gouvernement fédéral sans aucune proposition (art. 70). Le président fédéral a aussi le pouvoir de dissoudre une diète provinciale, mais cette dissolution ne peut être faite que sur la demande du gouvernement fédéral, qui doit avoir préalablement obtenu l'appui du Conseil fédéral dont le vote exclut les députés délégués de la province concernée (art. 100). Finalement, en plus de convoquer le Conseil national annuellement (art. 28) ou pour des sessions extraordinaires (art. 28.2), le président prononce, après une demande du Conseil national, la clôture des sessions parlementaires (art. 28.3).

Le gouvernement fédéral

Le rôle du chef du gouvernement fédéral revient au chancelier fédéral (*Bundeskanzler*), dont le poste est occupé depuis le 11 janvier 2007 par Alfred Gusenbauer (SPÖ). Malgré le prestige entourant la charge suprême des affaires administratives de la fédération (art. 69.1), les pouvoirs du chancelier sont toutefois limités au sein du cabinet qu'il dirige, puisque son autorité sur les ministres se limite à la présentation de la direction générale à prendre en matière de politiques gouvernementales (*governmental policy*)¹²⁸. Anton Pelinka nous explique que, depuis 1945, le poste de chancelier revient au président du parti politique ayant réuni le plus grand nombre de sièges au Conseil national¹²⁹. Il est secondé par le vice-chancelier (*Vizekanzler*) — Wilhelm Molterer (ÖVP) — dont le principal rôle est de le suppléer et de le représenter dans l'ensemble des domaines de la fédération (art. 69.2). Les différents ministres fédéraux (*Bundesminister*) jouent un rôle central dans le gouvernement, car en plus de diriger le ministère pour lequel ils ont été nommés, ils possèdent tous, en tant que membres du cabinet fédéral, un droit de veto sur l'ensemble des décisions; cette

¹²⁸ *Ibid.*, p. 59.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 60.

institution exécutive fonctionnant selon le principe de l'unanimité¹³⁰. D'ailleurs, il est important de noter que le gouvernement fédéral ne peut délibérer que si au moins la moitié de ses membres sont présents (art. 69). De plus, les ministres ont la responsabilité de recruter les fonctionnaires (*civil servants*) qui travaillent dans leur ministère¹³¹. Les membres du gouvernement fédéral sont politiquement responsables devant le Conseil national (art. 74.1), qui peut les défier avec un vote de confiance à majorité simple obtenu par un quorum fixé à la moitié de ses membres.

1.1.4.3 Le pouvoir judiciaire

Le système judiciaire que nous retrouvons en Autriche est conséquent au principe du respect de l'autorité de la loi (*Rule of law*) contenu dans la Constitution autrichienne et justifie l'État de droit ainsi que les nombreux échelons judiciaires qui en découlent. En effet, l'architecture du système judiciaire concernant les lois civiles et criminelles comporte quatre niveaux qui permettent à la population autrichienne de faire respecter ses droits. Nous retrouvons donc la Cour du district (*Bezirksgerichte*), la Cour provinciale (*Landesgerichte*), la Cour suprême (*Oberlandesgerichte*) ainsi que la Cour d'Appel¹³². Or, lorsqu'il est question de la légalité ou de la constitutionnalité d'une loi fédérale ou provinciale (art. 140) votée par le Conseil national ou par une diète provinciale, le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial peut avoir recours à la Cour constitutionnelle (*Verfassungsgerichtshof*). Cette dernière statue également sur les irrégularités qui pourraient éventuellement survenir dans les différentes élections ou nominations sur l'ensemble des niveaux politiques (art. 141.a). La Cour constitutionnelle peut également démettre de ses fonctions un membre de l'une des assemblées représentatives de la République d'Autriche à la demande d'une autre assemblée représentative (art. 141.c). Finalement, lorsque des litiges concernent une question administrative, ceux-ci sont dirigés vers la Cour administrative (*Verwaltungsgerichtshof*) (art. 130-131).

¹³⁰ *Ibid.*, p. 68.

¹³¹ *Idem.*

¹³² Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past*. op. cit., p. 63.

1.1.5 Le spectre idéologique des formations politiques autrichiennes

Maintenant que l'architecture du système politique autrichien a été présentée, nous croyons qu'il est essentiel de présenter les principaux acteurs politiques qui œuvrent à l'intérieur de celui-ci. Le but de cet exercice est de nous permettre de mieux représenter la position idéologique occupée par les principaux partis de la Deuxième République sur l'échelle gauche – droite. Afin d'alléger notre tâche, nous nous sommes largement inspiré des classifications faites par Anton Pelinka et Herbert Kitschelt ainsi que par les récents travaux de Picker, Salfinger et Zeglovits. Afin de dissiper les possibles malentendus liés aux appellations semblables des partis politiques que nous présenterons, il nous semble également important de souligner que les formations évoluant à l'échelle nationale ont généralement des homologues à l'échelle provinciale. Malgré l'existence d'une proximité entre les organisations nationales et provinciales se réclamant d'une idéologie commune, certains partis provinciaux ont à l'occasion adopté un nom dans lequel est nommée la province à laquelle la formation est rattachée.

Premièrement, au centre-gauche de l'échiquier politique se trouve le SPÖ, l'une des deux principales formations politiques de la Seconde République¹³³. Présent sur l'ensemble des niveaux gouvernementaux, ce parti politique a succédé au Parti socialiste autrichien (1945-1991), lequel, pour sa part, avait été l'héritier direct du SDAP (1889-1934¹³⁴). Émergeant officiellement sur la scène nationale au milieu des années 1980, les Verts — dont les questions environnementales représentent le principal cheval de bataille — ont une origine provinciale datant de la fin des années 1970. Cette mouvance qui se retrouve à la gauche des sociaux-démocrates regroupait jadis plusieurs organisations distinctes, dont le nom de parti comprenait le terme « vert » (*Grün*); elle se présente depuis le début des années 2000 sous l'appellation commune *die Grünen*¹³⁵. À la gauche des Verts et du SPÖ, soit à l'extrême

¹³³ Herbert Kitschelt. *op. cit.*, p. 184; Ruth Picker, Brigitte Salfinger et Eva Zeglovits. *loc. cit.*, p. 273; Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 32.

¹³⁴ <http://www.spoc.at> (*Die Geschichte der Partei*) (Page consultée le 16 septembre 2008).

¹³⁵ Herbert Kitschelt. *op. cit.*, p. 184; Ruth Picker, Brigitte Salfinger et Eva Zeglovits. *loc. cit.*, p. 273; Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 32.

gauche, nous retrouvons le KPÖ, dont la présence dans le paysage politique autrichien remonte aux années 1920.

Deuxièmement, au centre-droite de l'échiquier politique se trouve l'ÖVP qui a la particularité d'être le partenaire incontournable des sociaux-démocrates à l'intérieur de la démocratie consociative et ce, même s'il incarne la contrepartie idéologique du SPÖ¹³⁶. Successeur historique des chrétiens-sociaux (1892-1933¹³⁷), cette formation politique plonge ses racines dans les premières années du parlementarisme de l'Empire austro-hongrois. Bien que l'ÖVP joue un rôle de premier plan dans le système politique de l'Autriche, ce parti doit constamment rivaliser avec les organisations qui émergent continuellement à sa droite. Matérialisant le « troisième camp », ces diverses organisations politiques se sont toujours présentées en tant qu'alternatives aux deux principaux partis dominant le système politique. L'expression « troisième camp » plonge ses racines au XIX^e siècle, lorsque les partis nationalistes et libéraux se sont unis sous la bannière nationale-libérale (voir sect. 2.1.1 à la page 60). Incarnant la principale figure contemporaine du « troisième camp », le FPÖ a été, jusqu'à tout récemment, l'organisation la plus à droite de l'échiquier politique. D'ailleurs, Picker, Salfinger et Zeglovits expriment bien cette réalité lorsqu'elles écrivent que l'électorat soutenant le FPÖ en 2002 considérait majoritairement que cette formation comme étant clairement à droite (*eindeutig rechts*¹³⁸). Toutefois, l'effervescence qui règne à l'intérieur du « troisième camp » a mené à une double fragmentation du FPÖ en moins d'une décennie et demie. En 1992, l'aile libérale de ce parti politique a quitté l'organisation libertaire en créant le *Liberales Forum* (LiF¹³⁹) qui se positionnait, selon Pelinka, à la gauche de l'ÖVP tout en demeurant sur la droite du spectre idéologique¹⁴⁰. Plus récemment, la création du BZÖ, représentant de l'aile nationaliste du FPÖ — principalement incarnée par la branche

¹³⁶ *Idem.*

¹³⁷ Reinhard Heinisch. *Populism, Proporz, Pariah: Austria Turns Right, Austrian Political Change, its Causes and Repercussions. op. cit.*, p. 5-6.

¹³⁸ Ruth Picker, Brigitte Salfinger et Eva Zeglovits. *loc. cit.*, p. 272.

¹³⁹ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation LiF

¹⁴⁰ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 33.

carinthienne du Parti de la liberté — semble être actuellement l'organisation politique la plus à droite en Autriche. Sans négliger l'importance que représentent les nombreuses autres petites formations politiques qui ont constamment émergé sur la scène politique tant nationale que provinciale de cet État danubien, nous nous sommes restreint, pour des raisons d'ordre méthodologique, aux formations politiques dont la présence a été significative dans la joute politique.

Même si cette brève description n'a pas la prétention d'être exhaustive, nous croyons qu'elle nous a permis de mettre en perspective les différentes composantes fédérales du système politique autrichien. Avant de nous lancer dans notre travail d'analyse, nous estimons toutefois qu'une présentation du fonctionnement de la structure politique des provinces s'impose, plus particulièrement celle de la Carinthie. Nous estimons que cet exercice justifiera adéquatement le modèle carinthien de Heinisch en plus de faire ressortir les particularités politiques qui pourraient éventuellement expliquer les raisons pour lesquelles le FPÖ a réussi à se maintenir au pouvoir dans cette province après les élections nationales de 2002.

1.2 Remise en perspective de la Carinthie

Les limites qui nous sont imposées dans le cadre de cette étude ne nous permettent pas de traiter le cas de toutes les provinces autrichiennes dans notre description du système politique provincial. Afin de nous alléger la tâche, nous illustrerons principalement notre remise en perspective provinciale par des exemples provenant de la Carinthie. Le choix de cette province est conséquent à notre analyse visant à démontrer le rôle des particularités politiques, historiques et régionales dans les fluctuations nationales de la droite radicale en Autriche. Avant de nous lancer dans une description du régime politique du niveau provincial, nous nous proposons de broser un tableau géopolitique de la province carinthienne tout en faisant ressortir les divergences politiques observées entre les provinces de la fédération autrichienne.

1.2.1 Portrait géopolitique de la Carinthie



Figure 1.2 Carte de la Carinthie (Source: <http://www.statistik.at>.)

La Carinthie (*Kärnten*) représente la province de la fédération autrichienne située à l'extrême sud du territoire de cet État danubien; elle est bordée à l'ouest par le Tyrol, au nord par Salzbourg et à l'est par la Styrie. Cette province autrichienne partage sa frontière australe avec la Slovénie et l'Italie. Avec une population qui se chiffrait le 1^{er} janvier 2007 à 560 407 habitants, soit 6,75 % de la population autrichienne, la Carinthie se classe au sixième rang des provinces (voir tabl. 1.1 à la page 31). Le nombre de citoyens autrichiens (*Inländer*) vivant dans cette province était à cette même date de 509 629 personnes (90,94 %), tandis que nous comptons 50 778 étrangers (*Ausländer*) (9,06 %), soit une proportion semblable à celle que l'on retrouve sur le territoire national (voir tabl. 1.3). La Carinthie est une province qui se compose de huit districts administratifs (*Bezirke*) et de deux villes possédant un statut (*Statutarstädte*), dont l'une, Klagenfurt, est la capitale provinciale.

Tableau 1.3
Géographie et démographie de la Carinthie

Districts administratifs de la Carinthie	Superficie en km ²	Population en 2007	Pourcentage (%) (nos calculs)
Klagenfurt (<i>Stadt</i>)	120,11	92 397	16,49
Villach (<i>Stadt</i>)	134,89	58 480	10,44
Feldkirchen	558,56	30 524	5,45
Hermagor	808,02	19 317	3,45
Klagenfurt-Land	765,59	58 035	10,36
Sankt Veit an der Glan	1 493,67	57 747	10,30
Spittal an der Drau	2 764,52	80 423	14,35
Villach-Land	1 009,33	64 806	11,56
Völkermarkt	907,49	43 125	7,70
Wolfsberg	973,79	55 553	9,91
Carinthie	9 535,83	560 407	100

Sources: <http://www.bezirksseiten.at> et <http://www.statistik.at> (*Bevölkerung nach Gebietseinheiten.*)

À l'instar des limites des autres provinces autrichiennes, la majorité des frontières de la Carinthie ont été fixées par le Traité de Saint-Germain-en-Laye en 1919. Par contre, l'officialisation de la frontière sud délimitant la Carinthie et la Slovénie a été plus hasardeuse, puisque certaines communes se trouvant actuellement en territoire carinthien étaient également revendiquées par la Yougoslavie au lendemain de la Première Guerre mondiale¹⁴¹. Erich Zöllner explique bien la succession des événements ayant mené au partage de cette frontière entre les deux pays, partage dont les impacts se font encore ressentir de nos jours en Carinthie. En effet, le démantèlement de l'Empire austro-hongrois a marqué le début des autonomies régionales par la création de nouveaux États-nations dont les revendications territoriales ont animé la politique internationale de la deuxième décennie du XX^e siècle. Par contre, bien que la majorité des litiges relatifs aux zones entre l'Autriche et les nouveaux États successeurs de l'Empire ait été réglée pacifiquement, d'autres, tels que ceux entre la Carinthie et la Slovénie, sont à l'origine d'un conflit armé. En effet, la fin de la Première Guerre mondiale a marqué le début de l'occupation de certaines zones du sud de la Carinthie par des unités slovènes, dont le pays était une constituante de l'ex-Yougoslavie. Cette occupation s'est poursuivie jusqu'à la proclamation d'un mouvement de résistance décidé à

¹⁴¹ Felix Kreissler. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938. op. cit.*, p. 102-103; Erich Zöllner. *op. cit.*, p. 484-485.

Klagenfurt le 5 décembre 1918¹⁴². Zöllner explique que ce mouvement a permis la signature d'un armistice avec les belligérants en janvier 1919, rompu le 29 avril de la même année par les troupes yougoslaves qui ont poursuivi leur avancée jusqu'à Klagenfurt. L'occupation de cette ville a été ardemment dénoncée par les Puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale, puisque le Traité de paix que celles-ci avaient mis en oeuvre prévoyait un plébiscite dans les zones occupées¹⁴³.

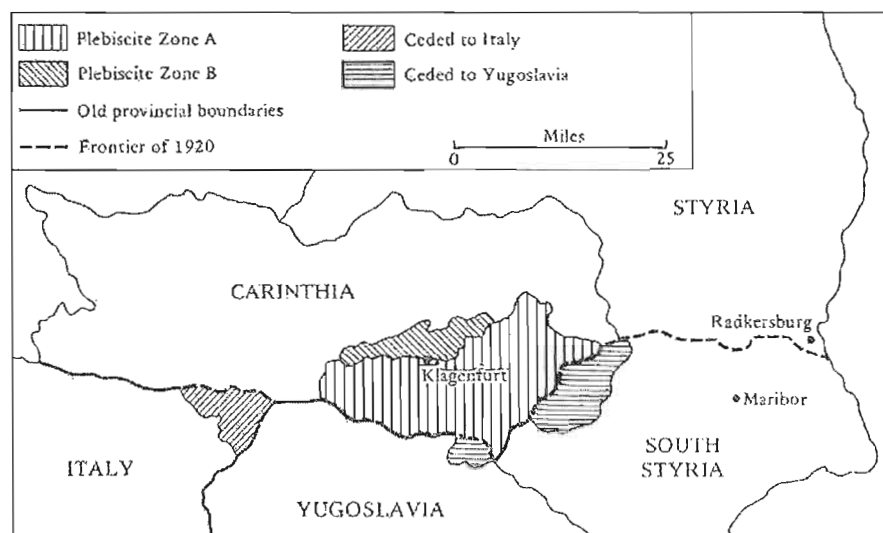


Figure 1.3 Les zones plébiscitées (Source : Jelavich, Barbara. 1987. *Modern Austria. Empire & Republic, 1815-1986*. Cambridge (Angleterre). Cambridge University Press. p. 161.)

À la suite de différentes pressions internationales, les troupes yougoslaves ont évacué la ville de Klagenfurt sans toutefois quitter la région qu'elles revendiquaient avant le vote plébiscitaire de la zone A favorable à l'Autriche qui eut lieu le 10 octobre 1920¹⁴⁴. D'ailleurs, étant donné que la majorité slovène de la zone A avait manifesté le désir de se joindre à l'Autriche, la zone B, qui se trouvait à l'intérieur du territoire autrichien, n'a jamais été

¹⁴² Erich, Zöllner. *op. cit.*, p. 484-485.

¹⁴³ *Idem.*: Barbara Jelavich. *Modern Austria. Empire & Republic 1815-1986*. Cambridge (Angleterre), Cambridge University Press, 1987. p. 160.

¹⁴⁴ Erich, Zöllner. *op. cit.*, p. 484-485; Félix Kreissler. 1971. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938*. *op. cit.*, p. 105; Barbara Jelavich. *op. cit.*, p. 160.

plébiscitée¹⁴⁵. Cette décision a en outre eu un impact majeur sur la composition linguistique de la Carinthie, puisque lors du recensement de 1910, la zone A comptait 79 % de Slovènes¹⁴⁶. Lors du dernier recensement en 2001, 5,43 % de la population ayant la citoyenneté autrichienne (*Staatsbürgerschaft*) parlait une langue usuelle (*Umgangssprache*) autre que l'allemand déclarait qu'il s'agissait du slovène. Bien que cette proportion était en 1971 de 23,19 % sur l'ensemble du territoire autrichien, cette minorité linguistique représentait 78,06 % des langues étrangères utilisées en Carinthie¹⁴⁷. Aujourd'hui, le slovène, qui est principalement parlé dans le sud de la Carinthie, représente encore 66,81 % des langues parlées autres que l'allemand et ce, malgré une forte augmentation de la diversité linguistique dans cette province¹⁴⁸.

Les données concernant l'appartenance religieuse démontrent que l'inclinaison provinciale semble suivre la même tendance que celle que l'on retrouve à l'échelle nationale. En effet, la prédominance religieuse en Carinthie est également incarnée par le christianisme, puisqu'en 2001, 77,23 % de la population de cette province se réclamait de l'Église Catholique romaine, tandis que cette proportion était de 10,32 % pour les Églises Évangéliques. Bien que l'adhésion à ces confessions soit en décroissance depuis 1991, le pourcentage cumulé de celles-ci reste tout de même plus élevé en Carinthie qu'en Autriche. Toutefois, nous remarquons que la prépondérance des Églises Évangéliques est plus importante en Carinthie, puisqu'à l'échelle nationale, le poids de cette appartenance religieuse n'est que de 4,68 %, tandis que dans cette province, cette moyenne est de 10,32 %. À l'instar de ce qui s'est passé sur le territoire fédéral, nous avons observé une légère progression de l'appartenance au judaïsme, car cette communauté religieuse s'est accrue de 36 nouveaux membres, tandis que le progrès de l'islam a été plus substantiel, puisque le nombre de ses adhérents a plus que quadruplé, passant de 2320 à 10 940 membres. Malgré cette augmentation impressionnante, nous souhaitons relativiser à nouveau ces données, en

¹⁴⁵ *Idem.*

¹⁴⁶ Erich Zöllner. *op. cit.*, p. 485.

¹⁴⁷ <http://www.statistik.at> (*Bevölkerung mit österreichischer Staatsbürgerschaft nach Umgangssprache*) (Page consultée le 10 juin 2008).

¹⁴⁸ *Idem.* (Nos calculs).

soulignant que la proportion de l'islam ne représentait que de 1,96 % de la population carinthienne en 2001. Par ailleurs, il est intéressant de souligner que cette proportion est largement inférieure à celle que l'on retrouve sur le territoire fédéral.

Tableau 1.4
Le poids des principales confessions religieuses en Carinthie

Confessions religieuses	Nombre de membres		Pourcentage (%) (nos calculs)	
	1991	2001	1991	2001
Église Catholique romaine	438 495	432 011	80,05	77,23
Églises Évangéliques (luthériens et calvinistes)	57 944	57 729	10,58	10,32
Judaïsme	20	56	0,004	0,010
Islam	2 320	10 940	0,42	1,96
Sans croyance	31 105	43 916	5,68	7,85
Population carinthienne	547 798	559 404	100	100

Source: <http://www.statistik.at> (*Bevölkerung nach dem Religionsbekenntnis und Bundesländern 1991-2001.*)

1.2.2 La structure du régime politique au niveau provincial

Comme nous l'avons précédemment évoqué, le fédéralisme autrichien se caractérise par son centralisme, puisqu'il restreint les prérogatives des diètes provinciales sur leur propre territoire¹⁴⁹. Bien que la Constitution fédérale limite largement l'autonomie provinciale au sein de la fédération autrichienne, les provinces possèdent néanmoins un minimum de souveraineté à l'intérieur de leurs institutions qui comptent, selon les provinces, entre 36 et 56 députés élus au suffrage universel¹⁵⁰. Dans le but de mieux comprendre le fonctionnement des parlements provinciaux, nous nous proposons d'examiner, dans la deuxième partie de ce chapitre, les différentes composantes de cette instance monocamérale.

¹⁴⁹ Anton Pelinka. *op. cit.*, p. 66; Maurice Croisat et Jean-Pierre Quermonne. *op. cit.*, p. 23; Roland Sturm. *op. cit.*, p. 90.

¹⁵⁰ Roland Sturm. *op. cit.*, p. 95.

1.2.2.1 Le pouvoir législatif

Même si les inégalités des compétences qui sont généralement favorables à la fédération sont explicitement inscrites dans la Constitution fédérale (art. 15), les provinces possèdent tout de même une certaine autonomie en matière de législation et d'exécution. En effet, si une matière législative ou exécutive n'est pas explicitement attribuée à l'échelle fédérale, cette dernière revient de droit aux provinces. En possédant les compétences résiduelles, les provinces conservent néanmoins quelques latitudes quant à l'exécution des lois fédérales, car le partage des compétences entre les deux paliers gouvernementaux est fait selon quatre principes généraux. Premièrement, nous retrouvons l'exclusivité fédérale en matière législative et exécutive dans les domaines de la Constitution fédérale, les affaires étrangères, l'immigration, les finances fédérales, le droit civil, les ressources naturelles, la police fédérale ainsi que dans les affaires militaires (art. 10). Deuxièmement, nous retrouvons l'exclusivité fédérale en matière législative, alors que l'exécution des lois fédérales est faite par les provinces dans les domaines de la nationalité, des organisations professionnelles, les logements sociaux, l'assainissement urbain ainsi que la police routière (art. 11). Troisièmement, l'exclusivité fédérale se manifeste par l'élaboration des différents lois-cadres qui dictent les principes généraux sur lesquels les futures lois provinciales, promulguées par les provinces qui les exécuteront devront se baser¹⁵¹. Ce principe de partage des compétences concerne l'assistance à la pauvreté, les centres de soins publics, les hôpitaux et les hospices, les réformes agraires, la protection des plantes, le droit du travail ainsi que la protection des travailleurs et employés des secteurs agricoles et forestiers (art. 12). Finalement, les provinces ont l'exclusivité en matière législative et exécutive dans certains domaines de l'éducation tels que l'enseignement agricole et forestier, les jardins d'enfants (*Kindergarten*), les garderies, les résidences scolaires ainsi que la police locale (art. 14).

Toutefois, bien que les pouvoirs provinciaux soient limités par la Constitution au profit de ceux de la fédération, les provinces possèdent tout de même quelques prérogatives, car elles peuvent signer des traités avec la fédération, mais également signer des traités internationaux.

¹⁵¹ Maurice Croisat et Jean-Pierre Quermonne. *op. cit.*, p. 23.

Selon Roland Sturm, la reconnaissance de la souveraineté nationale des provinces se reflète également au niveau européen, puisqu'elles possèdent toutes un représentant au bureau du Représentant de l'Autriche à Bruxelles et, à l'exception du Vorarlberg, une mini-ambassade auprès de l'Union européenne¹⁵². Lorsqu'une diète provinciale exerce, à l'intérieur des limites constitutionnelles qui lui sont imposées, son pouvoir législatif en créant une loi (art. 95), cette dernière doit être votée, promulguée et contresignée selon les modalités de la Constitution provinciale (art. 97). Par la suite, lorsque toutes les étapes du processus législatif du niveau provincial ont été franchies, le chef du gouvernement de la diète provinciale est tenu de publier la nouvelle loi dans le journal provincial concerné (art. 97.1), en plus de la communiquer à la chancellerie fédérale (art. 98). Maurice Croisat nuance le sens de cette prérogative en expliquant que le gouvernement fédéral peut appliquer un veto sur une loi provinciale si des mesures contenues dans celle-ci sont contraires aux intérêts de la fédération¹⁵³. Par contre, si cette situation se produisait, ladite loi problématique devrait retourner devant le parlement provincial, qui aurait la possibilité d'entériner la décision fédérale par son veto confirmatif¹⁵⁴ ou alors de renverser ce veto fédéral par un vote majoritaire d'au moins la moitié des membres de la diète provinciale¹⁵⁵.

1.2.2.2 Le pouvoir exécutif

Le pouvoir exécutif est incarné par le gouverneur qui en plus d'être le chef du gouvernement provincial, représente la province qu'il dirige (art. 105). Ce poste le plus prestigieux du niveau provincial est actuellement occupé en Carinthie par Jörg Haider (FPÖ-BZÖ) depuis le 8 avril 1999, puisqu'il revient au principal candidat (*top candidat*) du parti politique qui a obtenu le plus d'appui lors des élections provinciales¹⁵⁶. Il est secondé dans

¹⁵² *Ibid.*, p. 23; Roland Sturm. *op. cit.*, p. 91.

¹⁵³ Anna Gamper. *op. cit.*, p. 88.

¹⁵⁴ *Idem.*

¹⁵⁵ *Idem.*

¹⁵⁶ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 68.

l'exercice de ses fonctions exécutives par un gouvernement élu par la diète provinciale (art. 101.1), dont la répartition des membres doit respecter, du moins dans sept provinces sur neuf, le principe de la proportionnalité des partis politiques élus¹⁵⁷. Selon Pelinka, ce système de partage permet de museler les oppositions à l'intérieur du gouvernement, puisque tous les partis politiques de la diète participent aux activités du gouvernement¹⁵⁸, lequel est composé du gouverneur, des conseillers d'État (*Landesräte*) ainsi que des suppléants à ces différents postes (art. 101.3). Il est important de noter que les membres du gouvernement provincial ne sont pas nécessairement choisis parmi les membres de la diète, mais ils doivent y être toutefois éligibles en répondant aux différents critères inscrits dans la Constitution fédérale (art. 101.2). Le pouvoir de nomination du gouverneur lui octroie le droit de désigner également le gouverneur-suppléant (*Landeshauptmann-Stellvertreter*), dont le choix doit être porté à la connaissance du chancelier fédéral. Contrairement au gouvernement fédéral qui fonctionne selon le principe de l'unanimité dans son processus décisionnel, les gouvernements provinciaux utilisent plutôt le principe de la majorité¹⁵⁹. Bien que cette différence puisse sembler banale à première vue, elle a un impact majeur sur le résultat des décisions, car le principe majoritaire réduit le rôle des conseillers d'État, qui sont les équivalents provinciaux des ministres fédéraux. À l'opposé des ministres fédéraux, les conseillers d'État ne possèdent pas le droit de veto qui est implicitement associé au concept de l'unanimité¹⁶⁰. De plus, leurs pouvoirs sont de moindre envergure, puisqu'ils ne peuvent pas nommer de fonctionnaires contre la volonté de la majorité du gouvernement provincial¹⁶¹. Le gouverneur est responsable devant le gouvernement fédéral (art. 142.2e), tandis que les membres qui composent le gouvernement provincial sont responsables politiquement devant la diète provinciale (art. 105.2 et 142.2d) et peuvent être démis de leurs fonctions par l'intermédiaire d'un vote majoritaire émanant du gouvernement provincial¹⁶².

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 67.

¹⁵⁸ *Idem.*

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 67-68.

¹⁶⁰ *Idem.*

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 68.

¹⁶² *Idem.*

1.3 Conclusion

Le portrait géographique, démographique, religieux et historique de l'Autriche ainsi que celui de la Carinthie que nous venons de compléter nous a permis de nous familiariser avec l'environnement général dans lequel le FPÖ évolue depuis 1949. De toute évidence, cet exercice nous laisse croire que les divergences entre le système politique fédéral et provincial pourraient jouer un rôle majeur dans l'incapacité de la droite radicale à se déployer sur la scène nationale de façon permanente. Bien que la politique autrichienne semble être dominée par le centralisme de la fédération, nous avons observé que les gouvernements provinciaux, dominés par les gouverneurs, possédaient tout de même une marge de manœuvre dans l'élaboration de leurs politiques. En effet, malgré les nombreuses limites imposées aux provinces par la Constitution autrichienne, le chef d'un gouvernement provincial possède assez de pouvoir sur la province qu'il dirige pour entreprendre des changements significatifs. En d'autres termes, cette liberté d'action confirme complètement la particularité de la Carinthie avancée par Reinhard Heinsich avec son modèle carinthien (voir sect. 0.1.2.6 à la page 23). Bien que nous reconnaissons la singularité de cette province, nous croyons toutefois que cette seule caractéristique ne permet pas d'expliquer adéquatement l'inégalité de la régression de l'appui de la droite radicale sur l'ensemble du territoire autrichien. C'est donc pour cette raison que nous rejetons partiellement ce modèle explicatif, puisque nous croyons que d'autres éléments, autres que systémiques, permettent d'expliquer le particularisme régional de cette force politique. C'est ce que nous explorerons dans le deuxième chapitre de ce mémoire.

CHAPITRE II

LES PARTICULARITÉS HISTORIQUES

La description de l'architecture politique de l'Autriche que nous venons de tracer nous a permis de dégager certaines dispositions qui nous autorisent, du moins jusque dans une certaine mesure, à valider le modèle carinthien élaboré par Heinisch. En effet, cet exercice descriptif a établi que le déploiement d'une gouvernance de style populiste en Carinthie était constitutionnel, puisque le système politique en vigueur dans les provinces en autorise son expression. Cependant, bien que ce modèle souligne le caractère particulier de la gouvernance carinthienne, nous croyons qu'il est incapable de soutenir complètement notre thèse initiale, car il ne s'attarde qu'à la conception politique du particularisme. À l'image de la plupart des modèles explicatifs insatisfaisants que nous avons recensés dans notre revue de littérature, Heinisch propose des éléments externes aux partis politiques pour justifier le maintien du FPÖ en Carinthie. Or, afin de pallier à cette carence, nous avons décidé d'orienter notre regard à l'intérieur même des différentes formations de la droite radicale, car nous croyons que le recul spectaculaire (-16,9 %) enregistré par le FPÖ aux élections nationales de 2002 (voir tabl. 3.1 à 3.3 des pages 91-93) pourrait être également le résultat d'une dynamique unique à cette force. Dans cette optique, les événements entourant les déboires du FPÖ au début du XXI^e siècle ne représenteraient que la dernière expression d'une continuité historique inhérente au « troisième camp ». Donc, afin de faire ressortir cette singularité, nous nous proposons d'entreprendre une rétrospective des principales organisations politiques ayant incarné la droite radicale en Autriche. La volonté qui nous anime dans cette manœuvre est double, car en plus de nous familiariser avec les différents acteurs nous concernant, nous espérons clairement illustrer que la dynamique conflictuelle permanente incarne la principale particularité historique du « troisième camp ». Nous croyons que le climat de tension, jumelée à la particularité du système politique provincial, a une incidence directe sur l'expression régionale de cette force en Autriche. En effet, malgré une

réactualisation occasionnelle des différentes thématiques défendues par les partis politiques de la droite radicale, ces derniers ont été incapables de surmonter les discordes internes opposant l'aile radicale (nationaliste) à l'aile modérée (libérale) et ce, depuis le XIX^e siècle. Par conséquent, nous sommes persuadés que la compétition permanente engendrée par cet antagonisme idéologique a limité la capacité de cette option politique à s'imposer sur la scène nationale. En somme, l'intérêt d'une analyse approfondie des principales formations politiques de la droite radicale ayant précédé le FPÖ semble évident. En faisant apparaître la permanence de la dynamique conflictuelle, nous croyons pouvoir justifier le particularisme régional qui en découle comme étant le principal élément explicatif des fluctuations électorales de la droite radicale en Autriche.

Bien que nous soyons conscient de l'importance et de la richesse que représenterait une étude exhaustive de l'ensemble des organisations politiques de la « troisième force », nous devons toutefois nous limiter, en raison du cadre de travail qui nous est imposé, à la présentation des principaux partis qui l'ont incarnée depuis plus d'un siècle. Or, afin de dégager l'existence d'une continuité historique entre ces formations politiques, nous nous attarderons sur les différentes thématiques qu'elles ont défendues, sur l'existence ou non de conflits internes, et enfin, sur les éventuelles problématiques qu'elles auraient rencontrées pour expliquer leur incapacité de s'imposer sur la scène nationale de façon permanente. Dans la première partie de ce chapitre, nous couvrirons la période comprise entre 1867 et 1945 et nous aborderons la naissance et le déploiement des différentes formations politiques de la droite radicale durant l'Empire austro-hongrois et la Première République d'Autriche. Dans la deuxième partie, nous évoquerons la difficile renaissance de cette force politique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale pour finalement clore ce chapitre en nous attardant plus longuement sur le cas du FPÖ, puisqu'il est le parti politique au centre de notre étude. Nous désirons ainsi démontrer dans ce deuxième chapitre que la permanence de la dynamique conflictuelle représente une particularité historique unique au « troisième camp » tout en illustrant l'impact qu'elle a dans la régionalisation de la droite radicale en Autriche.

2.1 L'évolution des principales formations politiques de la droite radicale en Autriche : affiliation et continuité

2.1.1 Les origines de la droite radicale dans l'Empire austro-hongrois (1867-1918)

L'apparition des formations politiques de la droite radicale à l'intérieur de l'Empire austro-hongrois a coïncidé étroitement avec l'émergence du nationalisme slave, et plus particulièrement celui des Tchèques, dont le développement menaçait, selon la minorité allemande, le statut et l'influence de cette dernière sur la vie culturelle, politique et économique¹⁶³. Bien que les habitants de la partie ouest de l'Empire danubien se considéraient comme des Allemands, ils ne possédaient aucune identité qui leur était propre contrairement aux autres nationalités de l'empire¹⁶⁴. Cette réalité a été habilement soulignée dans le chef-d'œuvre littéraire de l'écrivain Robert Musil, *L'Homme sans qualités*, qui a exposé l'omniprésence de la complexité identitaire de l'Empire austro-hongrois:

Ce sentiment politique austro-hongrois était une entité si curieusement bâtie qu'il semble presque inutile d'essayer de l'expliquer à quelqu'un qui ne l'a pas vécu. Il n'était pas formé d'une partie hongroise et d'une partie autrichienne qui se fussent, comme on eût pu le croire, complétées, mais bien d'une partie et d'un tout, c'est-à-dire d'un sentiment hongrois et d'un sentiment austro-hongrois, ce dernier ayant pour cadre l'Autriche, de telle sorte que le sentiment autrichien se trouvait à proprement parler sans patrie. L'Autrichien n'avait d'existence qu'en Hongrie, et encore comme objet d'aversion; chez lui, il se nommait citoyen-des-royaumes-et-pays-de-la-monarchie-austro-hongroise-représentés-au-Conseil-de-l'Empire, ce qui équivalait à dire « un Autrichien plus un Hongrois moins ce même Hongrois »: et il le faisait moins par enthousiasme que pour l'amour d'une idée qui lui déplaisait, puisqu'il ne pouvait souffrir les Hongrois plus que les Hongrois ne le souffraient, ce qui compliquait les choses. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux se faisaient appeler Tchèques, Polonais, Slovénes ou Allemands.¹⁶⁵

¹⁶³ Les Allemands ne représentaient que 35% de la population de l'Empire austro-hongrois en 1910. Martin Kitchen. 1980. *The Coming of Austrian Fascism*. London: Croom Helm; Montréal: McGill-Queen's University Press. p. 52; F.L. Carsten. 1977. *Fascist Movements in Austria: From Schönerer to Hitler*. Beverly Hill (États-Unis). Sage Publications. p. 9; Bruce F. Pauley. 1981. *Hitler and the Forgotten Nazis. A History of Austrian National Socialism*. États-Unis: The University of North Carolina Press. p. 19.

¹⁶⁴ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 10.

¹⁶⁵ Robert Musil. *L'Homme sans qualités*. Trad. de l'Allemand par Philippe Jaccottet. T.1. Paris : Éditions du Seuil. 1956. p. 213.

C'est donc dans cet esprit qu'est apparu le camp national-libéral dont l'un des ténors, Georg Ritter von Schönerer, défendait des politiques qui combinaient un nationalisme grand-allemand à des éléments tels que la liberté de presse et de réunion, lesquelles étaient étroitement associées à un libéralisme radical¹⁶⁶. S'opposant ardemment à la monarchie habsbourgeoise, Schönerer a appelé tous les peuples d'origine germanique à s'unir, car il croyait que c'était la seule option qui pouvait les sauver d'une « slavisation » (*Slavicization*)¹⁶⁷. D'ailleurs, son nationalisme radical et ses idées libérales lui ont également permis de justifier sa position contre l'Église catholique. En effet, en appelant la minorité germanophone à se convertir au protestantisme en raison de son essence typiquement allemande, Schönerer se dressait contre l'Église catholique dont le siège était à l'étranger¹⁶⁸. L'origine de son anti-cléricalisme s'accordait également aux principes libéraux qu'il défendait, car la religion devait revêtir un caractère individuel et elle ne pouvait être régulée par l'État comme l'Église catholique l'était dans l'Empire austro-hongrois¹⁶⁹.

Considéré comme le père, voire le grand-père du national-socialisme, ce politicien proposait, à partir de 1873, différentes politiques socialistes, telles que la création d'un salaire minimum, une limitation des journées de travail, l'interdiction de faire travailler les enfants et la mise en place de programmes d'assurances supportés par l'État qui s'opposaient au laissez-faire du capitalisme¹⁷⁰. Bien que l'antisémitisme ne représentait pas l'un des éléments centraux de son discours, Schönerer y eut recours progressivement dans les années 1880, afin de séduire l'électorat de la branche nationaliste du camp national-libéral qu'il représentait depuis 1879¹⁷¹. D'ailleurs, à la suite de diverses tentatives de réunification, cette période conflictuelle, opposant les deux factions de ce camp politique, s'est conclue par la création de

¹⁶⁶ Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 52.

¹⁶⁷ Bruce F. Pauley. *Hitler and the Forgotten Nazis. A History of Austrian National Socialism*. États-Unis: The University of North Carolina Press. 1981. p. 22.

¹⁶⁸ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 23; Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 22.

¹⁶⁹ Max E. Riedlsperger. *The Lingering Shadow of Nazism: The Austrian Independent Party Movement since 1945*. Boulder: East European quarterly; New York: Columbia University Press. 1978. p. 3.

¹⁷⁰ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 18 et 23; F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 17-18.

¹⁷¹ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 5; F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 14.

deux clubs parlementaires distincts en 1885¹⁷². Par contre, le radicalisme grandissant de Schönerer et l'émergence de conflits à l'intérieur du mouvement pangermaniste qu'il dirigeait entraînent le fractionnement de cette organisation en 1901¹⁷³. Par ailleurs, l'incapacité de celui-ci à réunir toutes les organisations pangermanistes sous sa direction jumelée à l'échec de sa réélection en Bohême en 1907 menèrent à la dissolution de cette formation politique la même année¹⁷⁴. Toutefois, le principal échec des pangermanistes à s'imposer sur la scène nationale réside, selon Pauley, dans l'inaptitude de Schönerer à rejoindre électoralement les deux principaux groupes sociaux de l'Empire austro-hongrois, soit les paysans et les employés des manufactures (*factories*) et d'exploiter les opportunités qui s'étaient offertes à lui¹⁷⁵.

Les quelques succès obtenus par les pangermanistes semblent s'être principalement concentrés dans les régions de l'Empire habsbourgeois, où le nationalisme slave se développait plus activement, soit principalement dans les provinces de Bohême et de Moravie¹⁷⁶. Par contre, loin de se limiter à la région nord-ouest de l'Empire austro-hongrois, les aspirations nationalistes des populations slaves se sont également étendues sur l'ensemble des pourtours de la Cisleithanie, qui représentait la région de l'empire où se retrouvaient majoritairement les populations germanophones¹⁷⁷. En effet, Bruce Pauley signale que des mouvements d'opposition similaires se sont aussi déroulés dans les provinces de la Carinthie et la Styrie, où l'on retrouvait une importante minorité slovène¹⁷⁸. Or, en tant que haut lieu du pangermanisme, la Bohême a semblé peu souffrir de la dissolution de la formation schönerienne, puisqu'un nouveau parti — le *Deutsche Arbeiterpartei* (DAP¹⁷⁹) — avait

¹⁷² Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 4-5.

¹⁷³ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 24.

¹⁷⁴ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 23-24.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 22; Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 53.

¹⁷⁶ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 16 et 24.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 19; F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 9.

¹⁷⁸ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 16.

¹⁷⁹ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation DAP.

parallèlement pris le relais dans cette région en 1904¹⁸⁰. Sans entrer dans une description exhaustive de cette petite organisation politique dont le principal objectif était de défendre les travailleurs germanophones de la Bohême¹⁸¹, nous croyons qu'il est important d'indiquer les zones où le DAP exerçait son influence. En effet, bien qu'elle se restreignait au nord de la Bohême entre 1903 et 1909, le déploiement du DAP s'est amorcé entre 1909 et 1918 par la création d'organisations locales (*Ortsgruppen*) en Styrie, en Carinthie, à Trieste, en Haute-Autriche, à Salzbourg dans le Tyrol du Sud et au Küstenland¹⁸². Bien qu'elle puisse sembler aléatoire à première vue, cette expansion respecte le schéma régionaliste initial de l'organisation bohémienne dont Pauley résume clairement l'essence lorsqu'il écrit : « *What is interesting about this distribution is that it was confined almost exclusively to the ethnic borderland where the German-Austrians clashed with Slavs and Italians*¹⁸³ ». Autrement dit, nous croyons qu'en se déployant dans ces endroits précis de l'Empire austro-hongrois, le Parti pangermaniste et le DAP semblent nous fournir des éléments concrets quant au caractère régional de la droite radicale en Autriche.

2.1.2 L'éclatement du « troisième camp » et la compétition entre les diverses organisations politiques (1919-1945)

L'avènement de la Première République d'Autriche suivant l'effondrement de l'Empire austro-hongrois représente le début de la période la plus fertile dans le déploiement de la droite radicale. En effet, l'émergence au lendemain de la Première Guerre mondiale de plusieurs nouvelles organisations politiques issues de l'éclatement du « troisième camp » a été à l'origine d'une vive compétition entre celles-ci. Bien qu'une présentation intégrale des organisations de la droite radicale serait enrichissante, nous croyons que cet exercice ne ferait que compliquer notre étude tout en l'alourdissant inutilement. C'est pour cette raison que nous nous restreindrons à l'analyse du regroupement du peuple grand-allemand, des

¹⁸⁰ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 24.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 25 et 26.

¹⁸² *Ibid.*, p. 26.

¹⁸³ *Idem.*

nationaux-socialistes ainsi que de la *Heimwehr*, afin de faire ressortir plus concrètement le particularisme historique et régional de cette force politique en Autriche.

2.1.2.1 Le Parti du peuple grand-allemand

Comme nous l'avons précédemment énoncé, l'Autriche de l'entre-deux-guerres a été le théâtre de nombreux bouleversements sociaux, économiques et politiques qui n'ont fait qu'accélérer le fractionnement de la « troisième force ». L'apparition d'une pluralité de petites organisations politiques ne leur permettait pas de rivaliser adéquatement contre les chrétiens-sociaux (noirs) et les sociaux-démocrates (rouges), dont le déploiement et l'organisation étaient mieux structurés sur l'ensemble du territoire national. Or, conscientes de l'inefficacité que représentait ce morcellement, plusieurs organisations politiques ont décidé de se fusionner sous l'appellation du *Großdeutsche Volkspartei* (GdVP¹⁸⁴) en octobre 1919¹⁸⁵. Cette initiative avait comme finalité de faire un contrepois plus efficace à leurs adversaires politiques lors des premières élections nationales prévues pour le 17 octobre 1920¹⁸⁶. Toutefois, malgré une proximité idéologique avec les nationaux-socialistes et les différentes ligues agraires, ce regroupement n'incluait pas ceux-ci. En effet, lors du premier congrès du GdVP qui s'est tenu en 1920, les représentants du *Deutsche National-Sozialistische Arbeiterpartei* (DNSAP¹⁸⁷) — qui ne partageaient pas entièrement les lignes directrices de ce regroupement politique¹⁸⁸ — se sont abstenus lors du vote d'unification, tandis que les représentants des ligues agraires s'y sont initialement opposés en invoquant la nécessité d'une représentation indépendante pour défendre leurs intérêts¹⁸⁹.

¹⁸⁴ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation GdVP.

¹⁸⁵ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 88; Barbara Jelavich. *op. cit.*, p. 168.

¹⁸⁶ Maz E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 7; Barbara Jelavich. *op. cit.*, p. 168.

¹⁸⁷ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation DNSAP

¹⁸⁸ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 89.

¹⁸⁹ *Idem.*

À première vue, nous pourrions croire qu'en s'associant, cette multitude d'organisations s'exprimait enfin d'une voie unique; en fait, cette représentation nationale était plutôt illusoire, pour reprendre les mots de Riedlsperger. Selon lui, le GdVP jouait simplement le rôle d'une organisation centrale qui coordonnait, représentait et énonçait les intentions politiques (*political will*) des diverses parties constituantes¹⁹⁰. Or, comme la majorité de ces organisations plongeait leurs racines dans l'ancien camp national-libéral, donc à l'intérieur de la même famille idéologique, il nous semble logique qu'elles défendaient des thématiques communes, telles que la non-restauration de la monarchie habsbourgeoise, l'acceptation de la démocratie parlementaire, le combat contre les excès du capitalisme, l'antimarxisme, l'antisémitisme racial ainsi que la nécessité d'un *Anschluss* avec l'Allemagne¹⁹¹. Cependant, malgré une apparente unité entre les diverses parties constituantes, la dynamique conflictuelle opposant l'aile nationaliste et l'aile libérale a été réactivée, lorsqu'une entente officielle de partenariat avec les chrétiens-sociaux se concrétisera en 1923¹⁹².

Dans un premier temps, cette entente semblait avoir irrité les éléments les plus radicaux du GdVP, puisqu'elle remettait en question le raisonnement qui motivait et justifiait un *Anschluss* avec l'Allemagne. En effet, ce rapprochement avec une formation politique dont l'objectif était de gouverner l'Autriche entraînait en contradiction avec le principe, avancé par les nationaux-allemands, de non-viabilité de cet État¹⁹³. Dans un deuxième temps, bien que diverses tensions aient existé entre les deux factions qui composaient ce regroupement politique, la scission entre celles-ci s'est matérialisée en 1924, lorsque le GdVP a accepté le protocole de Genève en échange d'une aide financière qui devait aider l'Autriche à se sortir de la crise économique qui l'affligeait¹⁹⁴. Or, comme cette aide était conditionnelle au sacrifice de son projet d'*Anschluss*, soit l'un des principes constitutifs de ce regroupement

¹⁹⁰ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p.7.

¹⁹¹ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 88-89; Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 7.

¹⁹² Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 8.

¹⁹³ Felix Kreissler. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938. op. cit.*, p. 101.

¹⁹⁴ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 8; Felix Kreissler. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938. op. cit.*, p. 136 à 146.

politique, le GdVP s'est aliéné son aile radicale¹⁹⁵. Par conséquent, nous croyons que les membres de l'aile nationaliste l'ont progressivement déserté en transférant leur soutien à d'autres organisations de la droite radicale, telles que la Ligue agraire pour l'Autriche (*Landbund für Österreich*), la *Heimwehr*, le DNSAP et éventuellement le NSDAP (*Hitlerbewegung*). Toutefois, malgré ses nombreuses restructurations et même une fusion avec les chrétiens-sociaux en 1927 sous l'appellation de la *Einheitsliste*¹⁹⁶, le GdVP a tout de même conservé la balance du pouvoir jusqu'en 1932¹⁹⁷. En effet, même si les nationaux-allemands ont été répudiés par les chrétiens-sociaux en 1930 au profit de la *Heimwehr* — en raison de la proximité religieuse qui en faisait des alliés « plus naturels » — ils se sont politiquement maintenus avec leur nouvelle organisation dirigée par le Dr Schober, connu sous l'appellation du Bloc pour l'économie nationale et de la Ligue agraire dirigé par le Dr Schober (*Nationaler Wirtschaftsblock und Landbund [Führung Dr. Schober]*)¹⁹⁸.

Malgré le fait que le GdVP semblait avoir comblé, quoique partiellement, la problématique de l'unité qui avait fait défaut à Schönerer, nous croyons que son incapacité à s'imposer sur la scène nationale dans les années 1920 s'explique par l'hétérogénéité de ses parties constituantes. À notre avis, en regroupant plusieurs petites organisations provenant d'horizons différents, ce parti politique était un candidat idéal pour une constante réorganisation, puisque les nombreuses alliances qu'il contractait avec des partenaires régionaux semblent avoir plutôt favorisé sa précarité. D'ailleurs, l'instabilité des coalitions de ce regroupement politique nous empêche, du moins avec les données que nous avons recueillies, de confirmer si le GdVP avait une assise régionale. Par contre, nous sommes persuadé que son incapacité de s'imposer sur la scène nationale résidait dans son opportunisme politique, se traduisant par la volatilité des alliances qu'il contractait avec des partenaires régionaux. En effet, en sabrant dans ses principes constitutifs, le GdVP s'est

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 8.

¹⁹⁶ On retrouve une première ébauche de ce regroupement politique en Carinthie en 1923 sous l'appellation de la *Kämmer Einheitsliste*.

¹⁹⁷ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 8.

¹⁹⁸ <http://www.bmi.gv.at> (*Ergebnisse der Nationalratswahlen 1919 bis 1930*). (Page consultée le 7 juillet 2008).

aliéné ses membres radicaux qui se sont conséquemment retrouvés à augmenter les rangs des autres formations politiques de la droite radicale. Finalement, nous croyons également que l'incapacité de ce regroupement politique à amalgamer toutes les organisations du « troisième camp » sous une direction unique a eu un impact certain dans son incapacité à se déployer de façon permanente sur la scène nationale.

2.1.2.2 Les nationaux-socialistes (le DNSAP et le NSDAP [*Hitlerbewegung*])

Dans un objectif d'élargir la base de son électorat, le DAP avait notamment fait le choix d'introduire l'élément national-socialiste dans le nom du parti en devenant le DNSAP en avril 1918¹⁹⁹. Avec l'éclatement de l'Empire austro-hongrois, cette formation politique a plutôt été confrontée à une tripartition géographique dont chacune des parcelles, soit celles que l'on retrouvait respectivement en Autriche, en Bohême et en Silésie polonaise, allait désormais former des branches distinctes du mouvement national-socialiste²⁰⁰. Toutefois, même s'il existait une demi-douzaine de formations politiques dans quatre pays qui se considéraient comme étant des membres de cette mouvance en 1921²⁰¹, nous nous concentrerons principalement sur celles dont les activités politiques concernaient directement l'Autriche.

À l'image de ses prédécesseurs, le DNSAP du Dr Rudolf Riehl défendait le droit des Autrichiens-allemands de se rattacher à l'Allemagne, en plus de soutenir une colonisation allemande massive afin de chasser les populations juives et slaves²⁰² [*sic*]. En accusant les Juifs d'être responsable de tous les maux de la nouvelle Autriche, Riehl s'associait à l'antisémitisme qui était l'un des éléments centraux de l'idéologie nationale-socialiste²⁰³. Par ailleurs, le socialisme défendu par la branche autrichienne rejetait également la notion non-

¹⁹⁹ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p.28; Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 66.

²⁰⁰ *Ibid.* p. 29; *Idem.*

²⁰¹ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 75.

²⁰² Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 30; Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 66.

²⁰³ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 30; F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 71-72; Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 66.

productive du capitalisme tout en demandant l'abolition des différents cartels et trusts. De plus, le DNSAP répudiait parallèlement la notion même de la lutte des classes qu'elle associait trop étroitement au marxisme qu'elle condamnait²⁰⁴. Son anti-libéralisme s'exprimait par le désir de mettre en place un État central fort par l'intermédiaire d'une dictature temporaire, puisque le parlement représentait, selon ce parti, un obstacle dans la prise de décisions²⁰⁵. Néanmoins, la question de l'anti-parlementarisme allait éventuellement mener à une série de conflits entre les différentes organisations membres du bureau interétatique national-socialiste des territoires germanophones²⁰⁶.

Lors du cinquième congrès national-socialiste de 1923 — déjà largement sous l'influence de Hitler — le DNSAP s'était vu refuser l'opportunité de s'allier au GdVP pour les élections nationales prévues la même année sous le prétexte que le Parti nazi étaient une formation anti-parlementaire qui ne devait aucunement prendre part à la joute des partis politiques (*political party game*)²⁰⁷. D'ailleurs, ce refus a marqué un tournant pour le DNSAP, puisqu'il a mené au départ de Riehl en 1923²⁰⁸. De plus, discrédité par l'échec du putsch de la brasserie de Munich fait par la branche munichoise des nationaux-socialistes, le DNSAP s'est vu écarté de la vie politique autrichienne pendant au moins deux années²⁰⁹. Cependant, la marginalisation de cette organisation est survenue le 4 mai 1926, lorsque deux cents membres dissidents du DNSAP ont fondé le NSDAP (*Hitlerverein*), officiellement reconnu le 28 août 1926 par Hitler lui-même sous l'appellation de NSDAP (*Hitlerbewegung*)²¹⁰. Par contre,

²⁰⁴ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 30; Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 66.

²⁰⁵ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 30.

²⁰⁶ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 33. 36-37.

²⁰⁷ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 81; Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 67.

²⁰⁸ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 37.

²⁰⁹ Martin Kitchen. *op. cit.*, p.67.

²¹⁰ La création de cette faction dissidente de la branche autrichienne correspondait à la résolution prise lors du congrès du parti (*Parteitag*) en juillet 1926, qui stipulait que toutes les organisations qui désiraient se joindre au combat visant la création d'un État national-socialiste étaient les bienvenues, mais qu'elles devaient, en contrepartie, reconnaître les trente-cinq points de l'organisation munichoise en plus d'accepter d'être sous le leadership unique d'Adolf Hitler. Or, comme une proportion des membres de DNSAP désirait conserver

malgré cette scission opposant le nationalisme pro-autrichien du DNSAP à la conception pro-allemande du NSDAP (*Hitlerbewegung*), ce dernier n'a obtenu des succès électoraux qu'à partir de 1930. En effet, désillusionné par l'inaptitude des autres formations politiques de la droite radicale à s'imposer sur la scène fédérale et galvanisé par les succès nazis en Allemagne, l'électorat du « troisième camp » semble avoir progressivement soutenu les forces hitlériennes en Autriche lors des élections nationales de 1930 et des trois élections provinciales en 1932²¹¹. En assurant le leadership du nouveau Front pangermaniste (*Pan-German Front*) qui regroupait la presque totalité des formations politiques de la droite radicale autrichienne, le Parti nazi semblait avoir pallié à la problématique de l'unité qui régnait au sein de cette force²¹². Toutefois, les ambitions hégémoniques des nazis ont été limitées, du moins pour une courte période, par la suspension du parlement autrichien en mars 1933, l'interdiction du NSDAP (*Hitlerbewegung*) en juin 1933 et l'instauration de l'austro-fascisme en mai 1934²¹³.

Sans remettre en question l'impact que les nationaux-socialistes ont eu sur la vie politique autrichienne durant les années 1930, il serait faux de prétendre qu'ils aient dominé celle des années 1920, puisqu'en plus d'avoir été marginales, les trois formations politiques qui regroupaient ces militants avaient peu d'influence sur l'électorat à cette époque²¹⁴. En effet, les discordes intestines provoquées par l'orientation que devait prendre le mouvement national-socialiste ainsi que les nombreuses dissensions qu'elles ont entraînées semblent être responsables de son incapacité à se déployer sur le territoire autrichien. Par ailleurs, le terrain idéologique sur lequel les nazis combattaient était dominé par une autre organisation de la droite radicale typiquement autrichienne qui se nommait la *Heimwehr* — littéralement les unités de défense de la Patrie.

l'autonomie de l'organisation, cette situation a mené à divers conflits internes qui se sont soldés par la création d'une nouvelle faction qui reconnaissait l'autorité de Hitler. Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 43, 45, 47.

²¹¹ Félix Kreissler. 1971. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938. op. cit.*, p. 248.

²¹² Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 82-83.

²¹³ Felix Kreissler. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938. op. cit.*, p.258, 264 et 274 ; Erich Zöllner. *op. cit.*, p. 502; Barbara Jelavich. *op. cit.*, p. 202-203; F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 230-231.

²¹⁴ Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 66.

2.1.2.3 La *Heimwehr* et *Heimatschutz*

Contrairement aux nationaux-socialistes, la *Heimwehr* n'était pas, du moins lors de sa création en 1919, une organisation politique au sens propre, mais bien une milice armée. Légalement reconnue, cette dernière était financée et armée par le gouvernement fédéral, qui l'aidait à maintenir la loi, l'ordre et la propriété privée, en plus de défendre la patrie contre la menace communiste grandissante²¹⁵. Kitchen résume bien le rôle qu'elle devait remplir dans le nouvel État autrichien lorsqu'il écrit que : « *the right was determined to arm itself in defence of private property and as a guarantee against [communist] revolution*²¹⁶ ». En raison des limitations imposées par le Traité de Saint-Germain-en-Laye, cette force militaire a joué, comme nous l'avons déjà mentionné dans notre premier chapitre, un rôle majeur dans la défense de la Carinthie et de la Styrie contre les belligérants yougoslaves, en plus de représenter un contre-poids à l'armée fédérale (*Volkswehr*) sous le contrôle des sociaux-démocrates²¹⁷. À l'image des fascistes italiens qui l'ont inspirée, la *Heimwehr* rejetait le marxisme et les démocraties modernes — plus particulièrement le rôle des partis politiques à l'intérieur de celles-ci — et désirait littéralement mettre en place une dictature dans laquelle les corporations économiques allaient pallier au capitalisme libéral qu'elle dénonçait²¹⁸. En plus de préconiser un retour aux anciennes formes d'organisations typiquement germaniques, la *Heimwehr* était plus au moins en faveur d'un *Anschluss* avec l'Allemagne, puisqu'elle défendait ardemment les intérêts autrichiens²¹⁹. D'ailleurs, Pauley semble apporter un élément important à notre thèse initiale lorsqu'il écrit : « *like the Austrian Nazis and many other fascist movements, it [Heimwehr] originated in an area having extreme ethnic conflicts*²²⁰ ».

²¹⁵ Cette menace s'est matérialisée par la proclamation d'une République des Conseils en Hongrie le 21 mars 1919 et à Munich le 3 avril 1919. Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 54; Felix Kreissler. *op. cit.*, p. 85 ; Erich Zöllner. *op. cit.*, p. 482.

²¹⁶ Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 54.

²¹⁷ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 43; Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 73.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 167; *Ibid.*, p. 74; Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 61.

²¹⁹ Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 56.

²²⁰ Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 73.

Comme cette organisation paramilitaire avait des fondements régionaux et que l'une de ses principales problématiques était son manque d'organisation centrale, il nous semble logique que cette dernière ait eu de la difficulté à s'imposer à l'échelle nationale²²¹. Cette idée a été largement reprise par Pauley lorsqu'il écrit que l'absence d'une direction centrale ou, à tout le moins, d'un leader national représentait leur principal handicap²²². En d'autres termes, la *Heimwehr* s'est inscrite dans la continuité historique de la « troisième force », puisqu'en étant incapable d'unir les différentes unités provinciales sous une direction unique, elle semble avoir maintenu la dynamique conflictuelle opposant les branches cléricale et pangermaniste. D'ailleurs, la section styrienne a adopté en 1926 la nouvelle appellation de la *Heimatschutz* afin de se distinguer de ses homologues cléricaux²²³. Malgré une réunification entre les deux factions en 1927, l'intention du nouveau leader national, le Prince Ernst Rudiger von Starhemberg, de participer aux élections nationales de 1930 a eu une incidence négative sur cette organisation devenue politique²²⁴. En effet, la branche radicale de la *Heimwehr* n'acceptait pas les compromis entourant sa participation dans un gouvernement avec les chrétiens-sociaux. Par conséquent, cette situation a eu pour effet de motiver des initiatives régionales, telle une « marche sur Vienne » en 1931 orchestrée par la *Heimatschutz*, sans pour autant obtenir le soutien des autres sections provinciales²²⁵. Illustrant bien la décentralisation de cette organisation, Pauley croit que cet échec a désillusionné l'aile pangermaniste de la *Heimwehr*, qui n'a pas tardé à rallier le nouveau Front pangermaniste dominé par les nazis²²⁶. Rapidement rejoint par le GdVP et les ligues agraires, ce nouveau Front pangermaniste représentait une menace grandissante pour la coalition gouvernementale formée par les chrétiens-sociaux et la branche cléricale de la *Heimwehr*. Donc, afin de maintenir sa mainmise sur l'État autrichien, ce gouvernement a interdit le Parti communiste

²²¹ Martin Kitchen. *op. cit.*, p. 55.

²²² *Idem*: Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p.73-76.

²²³ *Idem*.

²²⁴ *Ibid.*, p. 74-75.

²²⁵ *Idem*, p. 75.

²²⁶ *Ibid.*, p. 82-83.

en mai 1933, le NSDAP (*Hitlerbewegung*) et la *Heimatschutz* en juin 1933, ainsi que tous les autres partis politiques en 1934²²⁷.

L'absence d'une direction unique, les querelles intestines ainsi qu'une décentralisation marquée par l'autonomie des différentes sections provinciales de la *Heimwehr* ne représentent que quelques éléments qui sont à l'origine de l'incapacité de cette organisation de la droite radicale à s'imposer sur la scène nationale. De plus, en étant inapte à surmonter la dynamique conflictuelle qui opposait la faction pangermaniste à la faction cléricale, la *Heimwehr* a été confrontée aux mêmes problématiques que les autres formations politiques de la droite radicale de l'entre-deux-guerres. Or, cette situation ne pouvait que laisser le champ libre au déploiement des nationaux-socialistes allemands unis sous la direction d'Hitler. Toutefois, bien qu'un rapprochement avec les nazis ait permis aux formations politiques de la droite radicale de réaliser l'*Anschluss*, l'une des thématiques défendues par la droite radicale depuis le XIX^e siècle, elles ne semblaient pas avoir mesuré les conséquences qu'impliquait un tel rapprochement.

2.2 L'après Seconde Guerre mondiale

La fin de la Deuxième Guerre mondiale semblait avoir sonné le glas des formations politiques européennes liées à la droite radicale, puisque les crimes qui avaient été perpétrés en son nom ont mené au rejet de cette idéologie. En effet, comme le soulignent Klandermans et Mayer²²⁸, la question du national-socialisme est impliquée dans le rejet du radicalisme de droite en Allemagne. Toutefois, contrairement à l'Allemagne, l'Autriche a été considérée, dans la Déclaration de Moscou de 1943, comme ayant été la première victime du nazisme²²⁹. Cette affirmation, qui semble à première vue banale, ne l'est peut-être pas, puisqu'elle a des

²²⁷ *Ibid.*, p. 83 et 107.

²²⁸ Bert Klandermans et Nonna Mayer. *op. cit.*, p. 156.

²²⁹ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the Past. op. cit.*, p. 16.

impacts sur des politiques qui se font encore ressentir de nos jours. Selon plusieurs auteurs tels David Art²³⁰, Laurence Hubert²³¹ et Anton Pelinka²³² pour ne nommer que ceux-ci, cette déclaration aurait eu comme conséquence de mettre en place des politiques de dénazification teintées de laxisme. Ce laxisme (volontaire?) de l'élite politique, conjointement utilisé avec les propos de l'élite intellectuelle autrichienne, qui a construit le mythe fondateur de la Seconde République en martelant incessamment que l'Autriche avait été une victime²³³, ont eu pour effet de voiler la véritable responsabilité de ce pays. Or, malgré les 580 000 membres autrichiens du NSDAP²³⁴ qui ont été répertoriés, les principaux partis d'après-guerre semblent avoir, pour reprendre les mots de Pelinka²³⁵, adopté la politique du silence sur cette question, puisqu'ils ont essayé d'aller chercher leur appui. Par ailleurs, l'organisation du SPÖ savait très bien qu'en tant que principale formation politique antimarxiste, l'ÖVP allait éventuellement canaliser le suffrage des anciens nazis qui venaient d'être majoritairement affranchis pour les élections nationales de 1949²³⁶. Afin de briser le « bloc bourgeois²³⁷ », le SPÖ a donc soutenu le projet de création de la Ligue des Indépendants²³⁸.

2.2.1 1945-1956 : la VdU ou la résurgence de la « troisième force »

La renaissance du « troisième camp » a eu lieu à Salzbourg le 4 février 1949 sous l'appellation de la Ligue des Indépendants (VdU) est le résultat le plus concret d'un congrès

²³⁰ David Art. *loc. cit.*, p. 338.

²³¹ Laurence Hubert. *Jörg Haider: le successeur?* L'idéologie du parti de la liberté autrichien (FPÖ). Kiron les éditions du félin. Bruxelles: 2000. p. 43.

²³² Anton Pelinka. «Die FPÖ in der vergleichenden Parteienforschung. Zur typologischen Einordnung der Freiheitlichen Partei Österreichs». *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*. no 3. p. 283-284.

²³³ Reinhard Heinisch. *op. cit.*, p. xvi.

²³⁴ Laurence Hubert. *op. cit.*, p. 43.

²³⁵ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the Past*, *op. cit.*, p.18.

²³⁶ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 41 et 47-48.

²³⁷ Melanie A. Sully. *op.cit.*, p. 2; Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 42.

²³⁸ Max Riedlsperger. *op. cit.*, p. 189.

tenu à l'automne 1948²³⁹. Rassemblant des ex-nazis, des vétérans, le *Volksdeutschen* et tous les éléments insatisfaits des trois autres partis (ÖVP/SPÖ/KPÖ), cette nouvelle ligue regroupait une coalition d'une dizaine de groupes qui ne se sentaient pas adéquatement représentés²⁴⁰. En fondant la VdU, le Dr Herbert Kraus voulait initialement redonner une voix électorale à ceux qui n'en avaient plus, tout en empêchant la classe moyenne d'offrir majoritairement son soutien aux socialistes et aux communistes lors du scrutin national de 1949. Kraus résumait bien la finalité qui l'animait lorsqu'il disait : « *to provide the opportunity lacking to all Austrians who feel themselves outside the three parties existing today.... The league is therefore that which is called the 'fourth party' by the people* »²⁴¹ ». Toutefois, le parcours juridique que dût franchir cette nouvelle formation politique avant de pouvoir participer aux élections nationales a été semé d'embûches, car le nouveau parti devait obtenir l'approbation unanime des quatre membres du Conseil de contrôle allié (*Allied Council*)²⁴². Or, comme cette tentative avait échoué quarante-cinq fois depuis la fin de la guerre, la VdU devait absolument trouver une voie légale pour y parvenir. Par l'intermédiaire de l'article 26 de la Constitution autrichienne accepté en 1945 par l'ensemble des Alliés, la VdU avait la possibilité de créer un parti électoral (*Wahlpartei*) dans lequel des candidats politiques non-affiliés aux grands partis pouvaient se présenter à l'échelle locale²⁴³. Conçue initialement pour réduire le poids des principaux partis politiques, cette disposition constitutionnelle allait permettre à la VdU de se présenter aux élections nationales de 1949 sous l'étiquette « légale » de la *Wahlpartei der Unabhängigen* (WdU²⁴⁴), soit littéralement le Parti électoral des Indépendants²⁴⁵.

²³⁹ *Ibid.*, p. 39.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 40.

²⁴¹ *Idem.*

²⁴² *Ibid.*, p. 47.

²⁴³ *Ibid.*, p. 49.

²⁴⁴ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation WdU.

²⁴⁵ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 48-49.

Malgré l'adoption d'un programme électoral en juillet 1949, la VdU se disait une organisation politique non-idéologique pouvant être une alternative viable au système du *Proporz* mis en place par l'ÖVP et le SPÖ²⁴⁶. Incarnant une version renouvelée du camp national-libéral de l'Empire austro-hongrois, ce regroupement politique antimarxiste exigeait une plus grande démocratie parlementaire, défendait des principes économiques bourgeois, un nationalisme allemand modernisé ainsi qu'un anticléricalisme rénové²⁴⁷. Cependant, ce parti politique a rapidement été confronté aux problèmes de la décentralisation qui le régissaient. Riedlsperger en résume bien l'origine lorsqu'il écrit : « *the aversion of the "independent" to the "democratic centralism" of the major parties caused shift in power away from the center to the local leagues*²⁴⁸ ». En effet, comme les initiatives locales ou régionales ne pouvaient être atténuées en raison de la faiblesse d'une direction centrale efficace, la VdU a été rattrapée par la dynamique conflictuelle opposant à nouveau les deux factions traditionnelles²⁴⁹ qui s'est soldée en 1952 par la victoire de l'aile nationaliste. Toutefois, l'élection de Max Stendebach à la présidence de l'organisation²⁵⁰ a eu des incidences désastreuses pour la VdU, puisqu'en adoptant une tangente *Volkisch* en 1953-54, elle s'est à nouveau heurtée à la fragmentation²⁵¹.

En s'éloignant de sa position non-idéologique et en étant encore exposée à une crise de sa direction, l'image de la VdU s'est assombrie aux yeux de l'électorat autrichien, puisque cette formation politique ne correspondait plus à l'électorat modéré qui la soutenait²⁵². Bien que plusieurs tentatives aient été entreprises pour en élargir la base électorale, la réintroduction du principe de l'*Anschluss* par les radicaux semble plutôt avoir provoqué la scission de ce parti.

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 41.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 46, 47, 52, 53 et 57.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 45.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 51 et 148.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 116.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 147.

²⁵² *Ibid.*, p. 145-147.

En effet, unie sous la direction d'Anton Reinthaller, la branche radicale s'est regroupée dans une nouvelle organisation nationaliste qui se nommait le *Freiheitspartei* (FP²⁵³)²⁵⁴. Suite à plusieurs tentatives infructueuses de réunir les deux factions (VdU-FP), les directions de celles-ci ont résolu de se présenter conjointement pour les élections provinciales du 23 octobre 1955 en Haute-Autriche sous le pseudonyme de la *Freiheitlich Wahlgemeinschaft* (FW²⁵⁵)²⁵⁶. Finalement, après de nombreux pourparlers, plusieurs organisations à l'origine de la Ligue des Indépendants sont fusionnées le 3 novembre 1956 en une nouvelle formation politique nommée FPÖ.

En tant que successeur de la « troisième force », la création de la VdU en 1949 a permis aux pangermanistes de se réorganiser politiquement et ce, dès les premières élections libres. Par contre, l'absence d'une direction centrale efficace, les nombreuses crises de la direction, le retour de la dynamique conflictuelle opposant l'aile nationaliste à l'aile libérale ainsi que les dissensions qui en ont résulté expliquent, du moins jusque dans une certaine mesure, les raisons qui entourent l'incapacité de cette formation politique de la droite radicale à se déployer sur la scène nationale autrichienne. En conséquence de ces différentes problématiques qui semblent inhérentes à cette force, la VdU n'a récolté que quelques succès régionaux.

²⁵³ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation FP.

²⁵⁴ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 147-148.

²⁵⁵ Afin d'alléger le texte, nous utiliserons désormais l'abréviation FW.

²⁵⁶ Max E. Riedlsperger. *op. cit.*, p. 155.

2.2.2 Le FPÖ, le LIF et le BZÖ

Largement dominé par l'aile nationaliste, le FPÖ n'a pas eu la cote auprès de l'électorat autrichien, car malgré les succès prometteurs enregistrés par la VdU aux deux élections précédentes, l'appui obtenu par le FPÖ aux élections nationales de 1956 confirmait plutôt le déclin de la « troisième force » sur la scène fédérale. Toutefois, le décès d'Anton Reinthaller en 1958 et son remplacement par Friedrich Peter allaient inscrire le FPÖ dans une période de stabilité sans précédent. Pendant près de trois décennies, cette formation politique a été dominée par l'aile libérale et n'a eu que trois présidents fédéraux sans aucune scission. D'ailleurs, elle a même participé à un gouvernement de coalition avec le SPÖ au début des années 1980²⁵⁷. Cette stabilité s'est également fait sentir dans son appui électoral, car le FPÖ a maintenu pendant neuf élections nationales consécutives une moyenne de 6 % qui n'a été surpassée qu'à seulement trois reprises entre 1956 et 1986 (voir tabl. 3.1 et 3.2 aux pages 91 et 92). Cependant, cette stabilité était trompeuse, puisque l'élection de Jörg Haider à la tête de la formation en 1986 allait réactiver la dynamique conflictuelle entre les deux factions ennemies. En tant que représentant de l'aile radicale (nationaliste), Haider allait réorienter le parti politique vers des thématiques qui avaient assuré le succès de la droite radicale trente-cinq ans auparavant. Afin de mieux démontrer que le FPÖ s'est inscrit dans la continuité historique du « troisième camp », nous nous proposons d'aborder les différentes thématiques défendues par la formation haiderienne.

Les questions de l'immigration, de l'ethnocentrisme et de la nation sont intimement liées à l'histoire de l'Autriche et elles ont été habilement exploitées par le FPÖ haiderien. Anton Pelinka défend l'idée selon laquelle la résurgence de ces questions serait le résultat de la remise en cause des bases de l'identité autrichienne depuis 1990. En effet, Pelinka croit que les caractéristiques identitaires de la Seconde République ont été remises en question par les différents événements géopolitiques de la région survenus au début de cette décennie. Pelinka définit bien cette crise lorsqu'il écrit : « *There are identities based on political consensus*

²⁵⁷ *Ibid.*, p.163 ; Reinhard Heinisch. *Populism, Proporz, Pariah · Austria Turns Right, Austrian Political Change, its Causes and Repercussions. op. cit.*, p. 40.

*and/or ethno-linguistic communities ; identities based on subsocieties of class, religion, or nation ('Volk'); and identities based on general "Austrian" references »²⁵⁸. La critique grandissante de la démocratie consociative (*Proporz*), l'arrivée massive d'immigrants issue du démantèlement de l'ex-Union soviétique ou de l'ex-Yougoslavie, l'érosion du clivage social incarné par les deux principaux partis (ÖVP et SPÖ) et la perte de références typiquement autrichiennes au profit d'un référent de plus en plus européen ne sont que quelques caractéristiques identitaires remises en question au début des années 1990. La force de Jörg Haider aura été d'être en mesure d'exploiter habilement les craintes que suscitaient ces changements tout en s'adaptant de façon *ad hoc* à chacun d'eux. Par exemple, cet ajustement s'est manifesté par la remise en cause de l'héritage identitaire germanique, auquel les tenants du « troisième camp » se référaient historiquement au profit de la défense d'une identité typiquement autrichienne. Melanie A. Sully illustre clairement ce changement d'attitude lorsqu'elle cite Haider affirmant qu'on ne peut le taxer d'être contre les étrangers, puisqu'il adopte une attitude pro-autrichienne²⁵⁹. En d'autres termes, même si le concept du nationalisme a été marqué par une constante évolution, passant d'un nationalisme allemand à un nationalisme autrichien, il reste qu'il représente la principale thématique défendue par la « troisième force ».*

Sans susciter la même intensité émotionnelle que la question de l'immigration, le ressentiment entretenu envers les élites et l'establishment politiques par les différentes formations politiques de la droite radicale doit être considéré comme étant le second thème défendu par le FPÖ haiderien. David Art explique que le thème de l'anti-establishment permet à la droite radicale de se mettre en position de défendre les « citoyens ordinaires » face aux élites qui favoriseraient la mondialisation, l'immigration massive ainsi que l'élargissement de l'Union européenne²⁶⁰. En se définissant comme étant un homme de la rue (*man on the street*)²⁶¹,

²⁵⁸ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the past. op. cit.*, p. 8.

²⁵⁹ Melanie A. Sully. *op. cit.*, p. 78.

²⁶⁰ Micheal Minkenberg, et Pascal Perrineau. «The Radical Right in the European Election 2004». *loc. cit.*, p. 29; Mélanie A. Sully. *op. cit.*, p. 96-97.

²⁶¹ Mélanie A. Sully. *op. cit.*, p. 37.

Haider — surnommé Robin-Hood-Haider²⁶² — semble manifestement s'être placé en position stratégique, puisqu'il s'est porté à la défense de la population tout en poursuivant sa carrière politique. La question de l'anti-élitisme ou de l'anti-establishment prend un caractère très particulier en Autriche, puisqu'elle est principalement dirigée contre le système de *Proporz* et le partenariat social (*Sozialpartnership*). Ces questions représentent le prolongement du combat amorcé par la VdU et le FPÖ en 1949. En critiquant le fonctionnement de la démocratie consociative, le FPÖ ne fait pas qu'entretenir un sentiment anti-establishment au sein de la population; il remet en cause les bases mêmes du système qui définissent la Seconde République. Toutefois, en y participant démocratiquement à tous les niveaux politiques (municipal, régional, national et européen), il nous semble important de souligner que la formation haiderienne n'est pas un parti politique antisystème. D'après Minkenberg et Perrineau, même si la formation haiderienne dénonce farouchement le fonctionnement de la démocratie consociative, elle ne représenterait pas une antithèse de la démocratie²⁶³. Cette idée est largement reprise par Pelinka qui pense plutôt que le FPÖ proposerait une forme de démocratie plus directe²⁶⁴. Souligné également par Sully, le recours aux plébiscites proposé par Haider s'incarne parfaitement dans le projet de la Troisième République qu'il a défendu.

Le projet de réforme ou plutôt l'abattement de la Seconde République permet aussi d'introduire le thème de l'antipluralisme politique, dont l'un des objectifs vise en quelque sorte l'abolition du parlementarisme. Dans le cas de l'Autriche, le projet de la Troisième République est conséquent avec cette idée, puisqu'il propose la mise en place d'une république de type présidentiel dont la force serait incarnée par un homme fort²⁶⁵. Le projet haiderien a été vivement critiqué par ses opposants, car l'idée d'un homme fort dont le pouvoir et les politiques seraient justifiés par différents plébiscites a ravivé de sombres

²⁶² *Ibid.*, p. 36.

²⁶³ Michael Minkenberg et Pascal Perrineau. «The Radical Right in the European Election 2004». *loc. cit.*, p. 30.

²⁶⁴ Anton Pelinka. «Die FPÖ in der vergleichenden Parteienforschung. Zur typologischen Einordnung der Freiheitlichen Partei Österreichs». *loc. cit.*, p. 283.

²⁶⁵ Melanic A. Sully. *op. cit.*, p. 146.

souvenirs. Par ailleurs, la question de l'antipluralisme est non seulement associée au caractère politique du système parlementaire en place, mais est aussi liée au thème de l'immigration que nous avons précédemment abordé. En effet, Minkenberg et Perrineau avancent l'idée que les opposants au processus de pluralisation politique critiqueraient indirectement la pluralisation ethnique, car les défenseurs de l'antipluralisme auraient comme objectif de parvenir à l'homogénéité interne de la nation²⁶⁶. Le FPÖ s'inscrit donc dans la même ligne de pensée que celle de ses prédécesseurs, tels que le DAP, la *Heimwehr* et le NSDAP (*Hitlerbewegung*), qui s'opposaient radicalement au concept du pluralisme intrinsèquement lié à la démocratie parlementaire.

La peur de l'« Autre », les menaces économiques provoquées par l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne ainsi que la crainte de la dissolution de l'identité autrichienne au profit d'une identité européenne peuvent être facilement associées à cette insécurité. Nos lectures nous ont fourni de nombreux exemples démontrant que, selon le FPÖ, la sécurité serait mise à mal à cause des immigrants, de l'Union européenne et de la mondialisation. Sully avance que lors de la mise en place de l'initiative populaire « *Österreich Zuerst* », des pratiques douteuses ont été utilisées par le FPÖ afin d'associer la criminalité aux étrangers. En effet, l'auteure écrit : « *the FPÖ quoted official statistics which showed a high crime rate amongst foreigners, especially those from former Yugoslavia and Turkey*²⁶⁷ ».

Le thème de l'euroscpticisme est ardemment défendu par la formation politique haiderienne, mais il est important de souligner que c'est plutôt le fonctionnement de l'Union européenne qui est remis en question. Généralement bien perçue par le FPÖ, l'Union européenne est critiquée dans sa forme, soit celle d'un super-État fédéral réduisant les États souverains au statut de province. Dans le cas de l'Autriche, l'euroscpticisme haiderien pourrait plutôt être considéré comme une position négative à l'Europe de Maastricht. Donc, lorsque Sully explique que Haider est plutôt favorable à l'idée d'une confédération d'États

²⁶⁶ Michael Minkenberg et Pascal Perrineau. «The Radical Right in the European Election 2004». *loc. cit.*, p. 31.

²⁶⁷ Melanie A. Sully. *op. cit.*, p. 77.

souverains²⁶⁸, elle justifie la position prise par certains auteurs tels Pelinka autour de l'idée que le thème de l'euroscpticisme masquerait autre chose. Comme nous l'avons déjà avancé, les sentiments négatifs envers l'Union européenne permettent de cristalliser la majorité des thématiques défendues par la « troisième force ». L'euroscpticisme haiderien « légitimerait » donc, d'une certaine manière, la xénophobie parce qu'avec l'ouverture des frontières, la hausse de l'immigration a été marquée en Autriche. Selon les statistiques officielles, Pelinka explique que le nombre d'immigrants en Autriche serait passé de 515 000 en 1991 à 713 500 en 1995²⁶⁹. Or, il est intéressant de préciser que cette période correspond à trois événements majeurs, soit le démembrement de l'ex-Union soviétique (1991), l'initiative populaire « *Österreich Zuerst* » (1993) ainsi que l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne (1995). Dans cette même ligne de pensée, l'euroscpticisme du FPÖ remet sur l'avant-scène politique autrichienne le thème du nationalisme parce que cette formation politique s'attache à défendre et à sauvegarder le caractère de l'identité nationale tant aux niveaux politique, culturel qu'ethnique²⁷⁰. L'euroscpticisme est étroitement lié à la question de la sécurité, puisqu'il a fourni l'occasion au FPÖ de critiquer la prépondérance de certaines lois européennes sur celles de l'État autrichien. En d'autres mots, l'ingérence européenne menacerait la sécurité et l'intégrité du cadre national²⁷¹. Cet euroscpticisme donne finalement l'opportunité à la formation haiderienne d'attaquer l'establishment en l'accusant d'avoir valorisé l'idée de l'Union européenne parce qu'il n'était plus en mesure d'imposer son dictat à l'échelle nationale²⁷². Haider voit l'Union européenne être harcelée par les mêmes problèmes auxquels l'Autriche est confrontée, soit les paperasseries bureaucratiques, la surcentralisation, la surrégulation ainsi que le patronage et la corruption²⁷³. Nous pourrions donc dire que l'euroscpticisme haiderien est conséquent avec les idées défendues par son

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 91.

²⁶⁹ Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the Past*. *op. cit.*, p. 8.

²⁷⁰ Cécile Leconte. *op. cit.*, p. 76. 85-86.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 109.

²⁷² *Ibid.*, p. 77; Anton Pelinka. *Austria: Out of the Shadow of the Past*. *op. cit.*, p. 221.

²⁷³ Melanie A. Sully. *op. cit.*, p. 93.

leader, puisque les problèmes que nous venons d'énoncer sont les mêmes que ceux contre lesquels Haider lutte à l'intérieur de la Seconde République.

Bien que les « nouvelles orientations idéologiques » mises de l'avant par Jörg Haider aient assuré au FPÖ un certain succès dans l'électorat autrichien, elles ne faisaient toutefois pas l'unanimité au sein des membres de l'organisation. En effet, le radicalisme des orientations a régénéré la dynamique conflictuelle entre l'aile nationaliste et l'aile libérale dont le point culminant a été atteint avec l'initiative populaire « *Österreich Zuerst* », visant à limiter constitutionnellement l'immigration²⁷⁴. Bien qu'elle en ait dominé la direction et les orientations pendant près de trois décennies, l'aile libérale du FPÖ a quitté cette formation politique en 1993 en formant le LIF. Épuré des principaux éléments libéraux de « son » parti politique, Haider pouvait maintenant propulser celui-ci vers de nouveaux succès nationaux. Conséquemment à l'intransigeance, au radicalisme ainsi qu'au style de gouvernance populiste de Haider, le FPÖ s'est engagé dans une nouvelle lutte qui a opposé les radicaux et les modérés de l'organisation libertaire. En accédant au pouvoir en 2000, le FPÖ haiderien a été confronté aux mêmes dilemmes qui avaient frappé le GdVP en 1924. À l'image de son prédécesseur, le FPÖ a été vite rattrapé par la réalité de la gouvernance et les compromis idéologiques associés à la participation à un gouvernement de coalition. Souhaitant consolider ses appuis à l'échelle nationale, l'aile modérée qui siégeait au parlement est entrée en conflit avec les membres de la direction de l'organisation libertaire, qui désiraient maintenir la formule à la base de leur succès. Cette idée a été reprise par Picker, Salfinger et Zeglovits, qui expliquent que les problèmes auxquels le FPÖ s'est buté en 2002 étaient de trois natures différentes. Ces auteures avancent que le parti a été impliqué dans une crise de la direction, qu'il a été confronté à la désaffection de membres importants (en faisant référence à la nomination d'un ancien ministre du FPÖ, Karl-Heinz Grasser, comme ministre des Finances dans l'équipe de Wolfgang Schüssel (ÖVP)), ainsi que la peur de la formation d'une coalition rouge-vert (SPÖ et les Verts)²⁷⁵. Notons également que, durant cette période de discordes intestines, l'apparition de différentes factions au sein de la formation politique a

²⁷⁴ McLanin A. Sully. *op. cit.*, p.77.

²⁷⁵ Ruth Picker, Brigitte Salfinger et Eva Zeglovits. *loc. cit.*, p. 269.

mené à une seconde scission en moins de douze années. En effet, Jörg Haider et des dissidents de la branche carinthienne du FPÖ ont créé en 2005 un nouveau parti politique appelé le BZÖ.

Même s'il s'est hissé dans les plus hautes sphères du gouvernement national, le FPÖ a, à l'image de ses prédécesseurs, participé à la dynamique conflictuelle caractéristique de la droite radicale. En effet, la réactivation de litiges entre l'aile libérale et l'aile nationaliste dans un premier temps, entre l'aile radicale et l'aile modérée dans un deuxième temps, la crise de la direction en 2002, les dissensions internes menant à une première scission en 1993 et à une seconde en 2005, ne représentent que la matérialisation de quelques problématiques récurrentes du « troisième camp » en Autriche. En d'autres termes, nous estimons que les déboires auxquels le FPÖ a été confronté au tournant du XXI^e siècle ne représentent que la dernière expression en date d'une dynamique particulière affligeant la droite radicale en Autriche depuis près d'un siècle et demi. Par conséquent, étant incapable de se maintenir à l'échelle nationale, le FPÖ semble confirmer le caractère régional de cette force politique, tel qu'initialement postulé dans notre thèse.

2.3 Conclusion

Bien qu'il n'ait pas la prétention d'être exhaustif, le portrait de la droite radicale en Autriche que nous venons de brosser nous a permis d'illustrer la présence d'une particularité historique à l'intérieur de cette force. En répondant aux objectifs que nous visions initialement, cette rétrospective nous laisse croire que la dynamique conflictuelle permanente joue un rôle majeur dans la régionalisation du « troisième camp ». Autrement dit, le fait que le FPÖ se soit inscrit dans la continuité historique de la droite radicale pourrait expliquer la raison pour laquelle le FPÖ a pu maintenir son appui électoral en Carinthie, alors même que cette formation politique s'effondrait sur l'ensemble du territoire fédéral. Bien que nous soyons conscient de l'évolution marquée dans les conceptions même des thématiques défendues par les partis politiques de cette force, nous sommes persuadé que, sur le fond, elles restent identiques. Tantôt germanique, maintenant autrichienne, la question de la

nationalité représente le principal combat du « troisième camp », puisqu'elle est au cœur de sa rhétorique sécuritaire, raciste et anti-européenne. En effet, la défense de l'identité germanique a initialement permis à la droite radicale, qui s'est déployée avant les années 1950, de tenir un discours antisémite et pangermaniste, tandis que l'identité autrichienne sert aujourd'hui à justifier l'islamophobie et l'euroscepticisme. Malgré un tiraillement historique entre l'aile nationaliste et l'aile libérale quant à la participation de ladite formation politique au système parlementaire, nous croyons que les questions de l'anti-establishment et de l'antipluralisme qui y sont associées sont encore d'actualité. En effet, le combat de la VdU contre le système du *Proporz* et celui du FPÖ haiderien pour l'instauration d'une « Troisième République » semblent rejoindre, en quelque sorte, celui que menaient la *Heimwehr* et le DNSAP contre l'inefficacité du système parlementaire. Confrontées à des crises de direction, la totalité des formations politiques de la droite radicale en Autriche se caractérise par l'émergence de la dynamique conflictuelle entre les ailes nationale et libérale menant inmanquablement à la création de nouvelles organisations politiques. Que se soit le fractionnement du mouvement pangermaniste de Schönerer, la scission entre les membres reconnaissant le leadership de Hitler et ceux qui le rejetaient dans le DNSAP, l'opposition de la *Heimatschutz* à la *Heimwehr*, le déchirement entre la VdU et le *Freiheitspartei* ou, tout récemment, le double schisme entre l'aile libérale et l'aile nationaliste ainsi qu'entre l'aile radicale et l'aile modérée du FPÖ, les exemples ne manquent pas pour illustrer les effets négatifs de cette dynamique conflictuelle au sein du « troisième camp ».

Réduisant ainsi leur capacité de s'imposer sur la scène nationale, les problématiques récurrentes de la droite radicale autrichienne semblent avoir confiné à l'échelle régionale les différentes formations politiques les incarnant. En d'autres termes, en raison de l'incapacité de celles-ci à surmonter la dynamique conflictuelle qui régnait à l'intérieur du « troisième camp », elles ont été réduites à jouer un rôle mineur, voire quasi inexistant sur la scène nationale. Toutefois, il est intéressant de souligner que les deux seuls cas que nous avons recensés dans lesquels la droite radicale avait joué un rôle majeur, soit le NSDAP et le FPÖ haiderien, étaient ceux qui avaient réussi à surmonter les discordes internes en réunissant sous une direction unique les différentes factions du « troisième camp ». Ultimement, nous croyons que le particularisme régional de la droite radicale en Autriche est une conséquence

indirecte de l'inaptitude de cette force politique à s'imposer ou, tout simplement, à se maintenir sur la scène nationale. Afin de mieux illustrer le particularisme régional de la droite radicale en Autriche, nous nous proposons d'examiner les différents résultats électoraux obtenus par les formations politiques qui l'ont incarnée dans le troisième chapitre de ce mémoire.

CHAPITRE III

L'ANALYSE STATISTIQUE

La remise en perspective que nous avons effectuée dans le premier chapitre de notre mémoire ainsi que la rétrospective des différentes formations politiques de la droite radicale en Autriche faite dans le deuxième chapitre nous ont permis d'aborder l'environnement sociopolitique dans lequel le « troisième camp » a évolué. Toutefois, bien que les données historiques, politiques, sociales et démographiques recueillies dans ces chapitres nous aient fourni quelques pistes de réponses quant à l'existence d'une régionalisation de la droite radicale, nous ne sommes pas encore en mesure de le démontrer hors de tout doute. Afin de confirmer notre postulat initial, nous nous proposons dans la première partie de ce troisième chapitre de faire une analyse approfondie des résultats électoraux des scrutins nationaux et provinciaux compris entre 1949 et 2008. À l'aide de nos données empiriques, nous tenterons d'établir, dans un premier temps, que la répartition du soutien à la droite radicale parmi les provinces autrichiennes n'est pas homogène à l'échelle nationale. Dans un deuxième temps, nous poursuivrons notre démonstration en élargissant notre analyse aux résultats électoraux des différentes diètes provinciales entre 1945 et 2008. Dans la deuxième partie de ce troisième chapitre, nous comptons renforcer notre thèse de départ en élargissant notre analyse aux résultats électoraux des scrutins nationaux de la Première République (1919-1934), afin de révéler le caractère historique de cette régionalisation. En plus d'incarner le centre de notre étude empirique, ce troisième chapitre nous fournira les éléments qui seront nécessaires à la validation ultérieure de notre thèse ainsi que des deux hypothèses émises dans son sillage.

3.1 Analyse des résultats électoraux de la Deuxième République

3.1.1 Analyse des résultats électoraux des scrutins nationaux

À première vue, les données empiriques contenues dans le tableau 3.1 de la page 91 nous permettent difficilement d'affirmer l'existence concrète d'un particularisme régional dans le soutien à la droite radicale en Autriche. En effet, même si certains pourcentages sont plus élevés que la moyenne nationale, nous ne pouvons aucunement prétendre que ces derniers reflètent l'expression d'une régionalisation ni qu'ils représentent simplement la matérialisation d'une volonté de changement au cours d'une élection précise. En comparant les divers résultats électoraux des scrutins nationaux de la Deuxième République, nous avons remarqué qu'une certaine tendance géographique se dessinait quant à la répartition du soutien à la droite radicale, puisque des liens de proximité existent également entre les provinces de la Carinthie, de Salzbourg et du Vorarlberg. En effet, bien que la Carinthie enregistre l'écart moyen par rapport à la moyenne nationale le plus élevé (+ 8,5 %), elle n'est pas la seule à soutenir plus fortement la droite radicale, puisqu'elle est suivie de près par Salzbourg (+5,1 %) et le Vorarlberg (+ 4,1 %). Sans être aussi marqué que dans les provinces précédentes, le soutien de la droite radicale dans les provinces de la Haute-Autriche, du Tyrol et de la Styrie oscille autour de la moyenne nationale. En nous référant au tableau 3.3 (voir page 93), nous pouvons constater que la moyenne des écarts de ces trois provinces (Haute-Autriche (+ 1,11 %) – Styrie (+ 0,10 %) – Tyrol (+ 0,70 %)) se rapproche davantage de la valeur du 0. À l'opposé, nous avons noté que les provinces de la Basse-Autriche (-3,7 %), du Burgenland (-4,20 %) et de Vienne (- 1,30 %) sont celles dont l'écart moyen par rapport à la moyenne nationale quant à l'appui aux formations politiques de la droite radicale s'éloignait le plus de la moyenne nationale durant cette période. En comparant les diverses moyennes obtenues, nous avons également remarqué que la Styrie, soit la province se rapprochant le plus des provinces orientales de l'Autriche, était celle dont la moyenne globale du soutien à la droite radicale s'approchait le plus de la valeur 0 (voir tableau 3.3 à la page 93). En somme, nous croyons que depuis la proclamation de la Deuxième République, la distribution des voix électorales pour la « troisième force » s'est produite de la manière suivante : les provinces occidentales ont appuyé plus fortement les formations politiques de la droite

radicale que les provinces orientales (voir fig. 3.1, 3.2 et 3.3). Bien que ces observations préliminaires semblent nous fournir quelques éléments quant à une tendance géographique dans l'appui à cette force politique, nous croyons toutefois qu'elles sont insuffisantes pour illustrer explicitement l'existence d'un particularisme régional. Afin de mieux comprendre cette dichotomie géographique dans la répartition du soutien à la droite radicale, nous nous proposons de concentrer notre analyse des résultats électoraux aux provinces de la Carinthie, de la Haute-Autriche, de Salzbourg et du Vorarlberg, puisqu'elles ont toutes obtenu une moyenne globale largement plus élevée que la moyenne nationale.

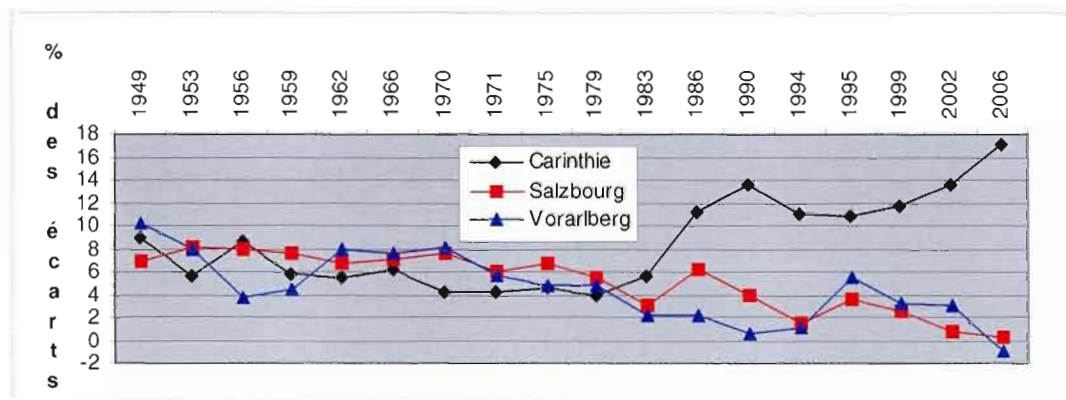


Figure 3.1 Écart entre les pourcentages d'appui les plus élevés par rapport à la moyenne nationale.

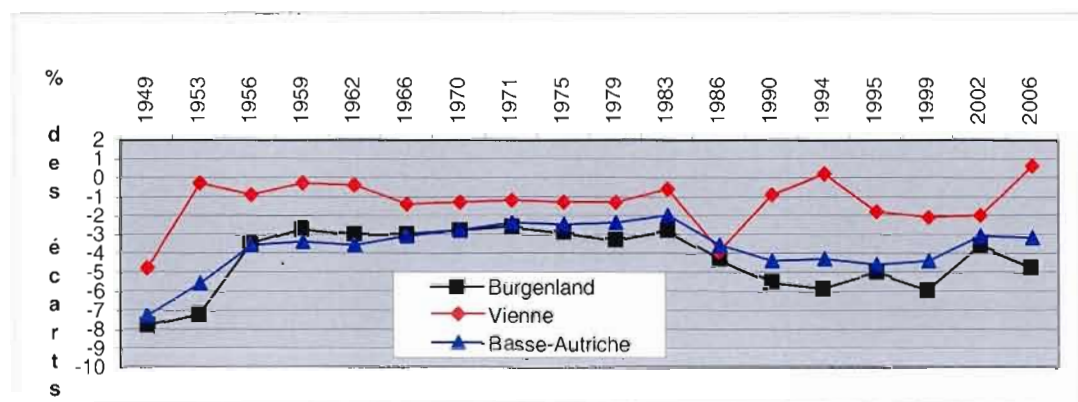


Figure 3.2 Écart entre les pourcentages d'appui les plus faibles par rapport à la moyenne nationale.

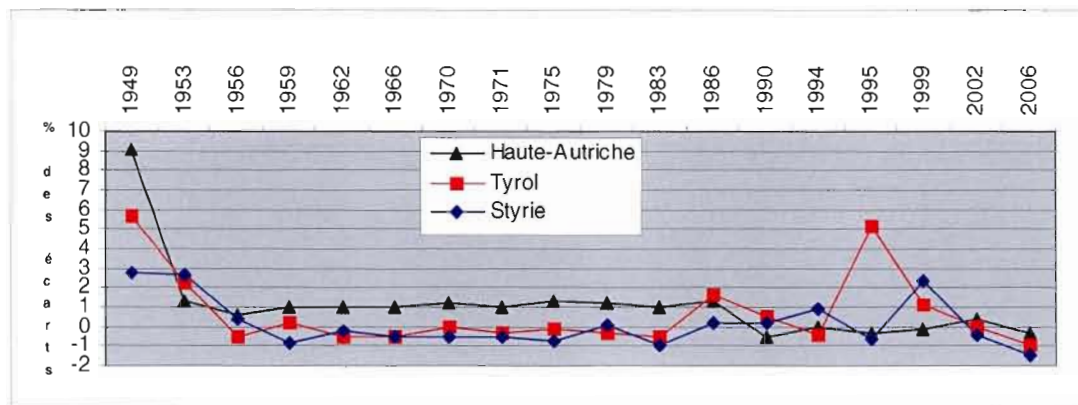


Figure 3.3 Écart entre les pourcentages d'appui moyen par rapport à la moyenne nationale.
 Source: <http://www.statistik.at> (*Hauptergebnisse Österreich Nationalratswahlen seit 1945*) et
 (*Nationalratswahlen vom 1. Oktober 2006 nach Landeswahlkreisen, Verteilung der gültigen Stimmen auf die Parteien in Prozent.*)

En nous penchant plus attentivement sur les résultats obtenus par les formations politiques de la droite radicale dans les provinces du Vorarlberg, de la Carinthie, de la Haute-Autriche et de Salzbourg entre 1945 et 1985, nous avons constaté que la supériorité maximale du soutien à cette force ne provenait pas uniquement de la Carinthie. Bien que la droite radicale ait maintenu dans cette province un pourcentage d'appui d'au moins 4 % supérieur à la moyenne nationale en plus de récolter le soutien le plus élevé en 1956 et 1983, il semble qu'elle ait trouvé durant cette période un terrain plus fertile pour se déployer dans les provinces du Vorarlberg et de Salzbourg (voir tabl. 3.2 à la page 92). En effet, les partis représentant cette force politique ont recueilli un soutien électoral beaucoup plus important dans ces deux provinces qu'en Carinthie et ce, jusqu'en 1979. En d'autres termes, malgré la présence de certains éléments qui pointent dans cette direction, nous ne pouvons aucunement affirmer que la Carinthie s'est démarquée des autres provinces autrichiennes ayant soutenu plus fortement les formations politiques de la droite radicale. Bien au contraire, nous avons observé des résultats similaires à ceux de la Carinthie dans au moins trois autres provinces entre 1949 et 1979. Par contre, les résultats obtenus par le FPÖ en 1983 semblent avoir marqué un revirement dans le caractère régional du déploiement de la droite radicale en Autriche, puisque depuis cette élection nationale, l'unicité de cette force en Carinthie est incontestable. L'arrivée de Jörg Haider à la tête du FPÖ en 1986 semble être étroitement associée à la renaissance nationale de la droite radicale, puisque les succès enregistrés par le

FPÖ — à l'exception d'un léger recul en 1995 (-0,6 %) (voir tabl. 3.1) — n'ont cessé de progresser sous sa direction. En effet, durant une période de quatorze ans, le FPÖ a atteint au niveau national des sommets inégalés à ce jour par une formation politique de la droite radicale en Autriche. En parvenant à son apogée en 1999 avec 26,9 % des voix (voir tabl. 3.1 à la page 91), le FPÖ a même participé à un gouvernement de coalition avec l'ÖVP; cette union a été à l'origine de sanctions morales émanant de l'Union européenne ainsi qu'à de nombreux mouvements de contestation populaire en Autriche²⁷⁶. Cette période est significative pour notre étude, puisqu'elle nous permet de mettre en relief le particularisme régional de la Carinthie. En effet, l'analyse des résultats électoraux contenus entre 1986 et 2000 démontre clairement l'inclination de l'électorat carinthien à soutenir la droite radicale, puisque cette dernière a obtenu un soutien minimum de 10,8 % supérieur à la moyenne nationale (voir tabl. 3.2 à la page 92). En fait, la Carinthie se distingue des autres provinces « traditionnellement » favorables à la droite radicale par son écart prononcé entre le pourcentage d'appui qu'elle a obtenu et la moyenne nationale. D'ailleurs, en comparant les différents résultats des scrutins nationaux des provinces du Vorarlberg et de Salzbourg avec ceux de la Carinthie entre 1986 et 2000, nous avons découvert que l'écart entre les pourcentages d'appui pour la droite radicale en Carinthie avait été pratiquement le double (voir tabl. 3.2 à la page 92 et fig. 3.1 à la page 88). Bien que nous croyions que la présence de Jörg Haider à la tête du FPÖ ait joué un rôle direct dans le déploiement du troisième camp en Autriche, nous considérons que l'apport de l'électorat carinthien — en se démarquant par la vigueur de son soutien à la droite radicale — n'est pas à négliger dans l'expansion nationale de cette force.

²⁷⁶ Cécile Leconte. *op. cit.*, p. 1; Lothar Höbelt. *op. cit.*, p. 188.

Tableau 3.1
 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques
 aux élections nationales en Autriche entre 1945 et 2006

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	Verts	KPÖ
1945	49,8	44,6	.	.	.	.	5,4
1949	44,0	38,7	11,7	.	.	.	5,1
1953	41,3	42,1	10,9	.	.	.	5,3
1956	46,0	43,0	6,5	.	.	.	4,4
1959	44,2	44,8	7,7	.	.	.	3,3
1962	45,4	44,0	7,0	.	.	.	3,0
1966	48,3	42,6	5,4	.	.	.	0,4
1970	44,7	48,4	5,5	.	.	.	1,0
1971	43,1	50,0	5,5	.	.	.	1,4
1975	42,9	50,4	5,4	.	.	.	1,2
1979	41,9	51,0	6,0	.	.	.	1,0
1983	43,2	47,6	5,0	.	.	.	0,7
1986	41,3	43,1	9,7	.	.	4,8	0,7
1990	32,1	42,8	16,6	.	.	4,8	0,5
1994	27,7	34,9	22,5	.	6,0	7,3	0,3
1995	28,3	38,1	21,9	.	5,5	4,8	0,3
1999	26,9	33,2	26,9	.	3,7	7,4	0,5
2002	42,3	36,5	10,0	.	1,0	9,5	0,6
2006	34,3	35,3	11,0	4,1	.	1,1	1,0
Moy.**	40,4	42,7	10,8	4,1	4,1	7,1	1,9
Ét	6,8	5,6	6,7	0	2,3	2,5	1,7

Source: <http://www.statistik.at> (Nationalratswahlen vom 1. Oktober 2006 nach Landeswahlkreisen, Verteilung der gültigen Stimmen auf die Parteien in Prozent.)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1953).

** Nos calculs pour les moyennes cumulatives et les écarts-types de chacune des provinces.

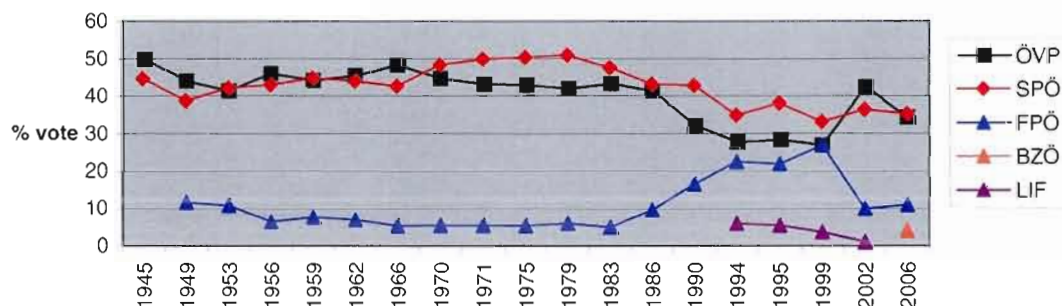


Figure 3.4 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections nationales en Autriche entre 1945 et 2006.

Tableau 3.2
 Résultats électoraux (%) obtenus par la droite radicale dans les différentes provinces
 lors des élections nationales entre 1945 et 2006

Élection Nationale	Burgenland	Carinthie	Basse-Autriche	Haute-Autriche	Salzbourg	Styrie	Tyrol	Vorarlberg	Vienne	Moyenne nationale
1949	3,9	20,6	4,4	20,8	18,6	14,5	17,4	21,9	6,9	11,7
1953	3,7	16,6	5,3	12,2	19,0	13,6	13,1	18,8	10,6	10,9
1956	3,0	15,1	2,9	7,1	14,4	6,9	6,0	10,3	5,6	6,5
1959	5,0	13,5	4,3	8,7	15,2	6,8	7,9	12,1	7,4	7,7
1962	4,0	12,5	3,4	8,0	13,7	6,8	6,5	14,9	6,6	7,0
1966	2,4	11,5	2,3	6,4	12,5	4,9	4,9	12,9	4,0	5,4
1970	2,7	9,7	2,7	6,7	13,0	5,0	5,5	13,6	4,1	5,5
1971	2,9	9,7	3,1	6,5	11,5	4,9	5,2	11,1	4,3	5,5
1975	2,5	10,0	2,9	6,7	12,1	4,6	5,3	10,2	4,1	5,4
1979	2,7	10,0	3,6	7,2	11,4	6,1	5,7	10,7	4,7	6,0
1983	2,2	10,7	3,0	6,0	8,0	4,0	4,4	7,2	4,4	5,0
1986	5,4	20,9	6,1	11,0	15,9	9,9	11,3	11,9	5,8	9,7
1990	11,1	30,3	12,2	16,0	20,5	16,8	17,1	17,2	15,7	16,6
1994	16,7	33,5	18,2	22,5	23,9	23,4	22,1	23,6	22,7	22,5
1995	16,9	32,7	17,3	21,6	25,4	21,2	27,0	27,4	20,1	21,9
1999	21,0	38,6	22,5	26,8	29,4	29,2	28,0	30,2	24,8	26,9
2002	6,4	23,6	6,9	10,4	10,7	9,6	10,0	13,0	8,0	10,0
2006*	10,4	32,2	11,9	14,8	15,4	13,6	14,1	14,1	15,7	15,1
Moy.**	6,8	19,5	7,4	12,7	16,1	11,2	11,8	15,6	9,8	11,1
Ét	5,9	9,9	6,3	6,9	5,7	7,4	7,7	6,4	6,9	6,8

Sources: <http://www.statistik.at> (Hauptergebnisse Österreich Nationalratswahlen seit 1945) et (Nationalratswahlen vom 1. Oktober 2006 nach Landeswahlkreisen, Verteilung der gültigen Stimmen auf die Parteien in Prozent.)

* Le résultat du scrutin national de 2006 comprend les résultats combinés du FPÖ et du BZÖ.

** Nos calculs pour les moyennes cumulatives et les écarts-types de chacune des provinces.

Tableau 3.3

Écart entre le pourcentage d'appui (%) par rapport aux moyennes nationales obtenues par les formations politiques de la droite radicale en Autriche pour chacune des élections nationales entre 1945 et 2006 (nos calculs)

Élection Nationale	Burgenland	Carinthie	Basse-Autriche	Haute-Autriche	Salzbourg	Styrie	Tyrol	Vorarlberg	Vienne	Moyenne nationale
1949	-7,8	+8,9	-7,3	+9,1	+6,9	+2,8	+5,7	+10,2	-4,8	11,7
1953	-7,2	+5,7	-5,6	+1,3	+8,1	+2,7	+2,2	+7,9	-0,3	10,9
1956	-3,5	+8,6	-3,6	+0,6	+7,9	+0,4	-0,5	+3,8	-0,9	6,5
1959	-2,7	+5,8	-3,4	+1,0	+7,5	-0,9	+0,2	+4,4	-0,3	7,7
1962	-3,0	+5,5	-3,6	+1,0	+6,7	-0,2	-0,5	+7,9	-0,4	7,0
1966	-3,0	+6,1	-3,1	+1,0	+7,1	-0,5	-0,5	+7,5	-1,4	5,4
1970	-2,8	+4,2	-2,8	+1,2	+7,5	-0,5	0	+8,1	-1,3	5,5
1971	-2,6	+4,2	-2,4	+1,0	+6,0	-0,6	-0,3	+5,6	-1,2	5,5
1975	-2,9	+4,6	-2,5	+1,3	+6,7	-0,8	-0,1	+4,8	-1,3	5,4
1979	-3,3	+4,0	-2,4	+1,2	+5,4	+0,1	-0,3	+4,7	-1,3	6,0
1983	-2,8	+5,7	-2,0	+1,0	+3,0	-1,0	-0,6	+2,2	-0,6	5,0
1986	-4,3	+11,2	-3,6	+1,3	+6,2	+0,2	+1,6	+2,2	-3,9	9,7
1990	-5,5	+13,7	-4,4	-0,6	+3,9	+0,2	+0,5	+0,6	-0,9	16,6
1994	-5,8	+11,0	-4,3	0	+1,4	+0,9	-0,4	+1,1	+0,2	22,5
1995	-5,0	+10,8	-4,6	-0,3	+3,5	-0,7	+5,1	+5,5	-1,8	21,9
1999	-5,9	+11,7	-4,4	-0,1	+2,5	+2,3	+1,1	+3,3	-2,1	26,9
2002	-3,6	+13,6	-3,1	+0,4	+0,7	-0,4	0	+3,0	-2,0	10,0
2006*	-4,7	+17,1	-3,2	-0,3	+0,3	-1,5	-1,0	-1,0	+0,6	15,1
Moy.	-4,20	+8,5	-3,7	+1,11	+5,1	+0,10	+0,70	+4,5	-1,3	11,1
Ét	1,6	3,8	1,3	2,0	2,5	1,2	1,9	3,0	1,3	6,8

Sources: <http://www.statistik.at> (Hauptergebnisse Österreich Nationalratswahlen seit 1945) et (Nationalratswahlen vom 1. Oktober 2006 nach Landeswahlkreisen, Verteilung der gültigen Stimmen auf die Parteien in Prozent.)

* Le résultat du scrutin national de 2006 comprend les résultats combinés du FPÖ et du BZÖ.

Lorsque nous nous référons aux résultats électoraux du scrutin national de 2002, soit le premier depuis 1986 où Jörg Haider n'était pas à la tête du FPÖ, nous avons constaté que l'appui à la droite radicale avait fortement diminué dans toutes les provinces autrichiennes. Ce constat nous autorise à croire que l'influence de Jörg Haider aurait pu avoir un impact significatif dans les succès électoraux de cette force politique à l'échelle nationale. Par contre, en examinant plus attentivement les résultats de ce scrutin, nous avons remarqué que la chute du FPÖ avait peu affecté la répartition géographique de l'appui à la droite radicale

que l'on observait en Autriche depuis près de deux décennies. En maintenant un pourcentage d'appui de 13,6 % supérieur à la moyenne nationale de 2002, la Carinthie s'est inscrite dans la continuité historique, puisqu'elle a conservé l'un des écarts les plus considérables de la Deuxième République et ce, malgré les déboires enregistrés par le FPÖ (voir tabl. 3.2 et 3.3 aux pages 92 et 93). Même si les résultats des élections nationales compris entre 1949 et 2006 nous ont semblé significatifs dans la répartition géographique de l'appui à la droite radicale, nous croyons cependant que les pourcentages obtenus par les différents partis qui l'ont représentée en 2006 nous permettent de confirmer partiellement la validité de notre thèse initiale. En effet, le soutien dont cette force a bénéficié en Carinthie lors du scrutin national de 2006 nous semble démontrer clairement l'existence d'un particularisme régional.

Malgré le fait que le FPÖ ait obtenu pour la première fois en plus de cinq décennies un pourcentage d'appui inférieur à la moyenne nationale (-3,7 %), nous croyons que la droite radicale s'est tout de même illustrée en Carinthie, puisque l'électorat de cette province a massivement appuyé le BZÖ (voir tabl. 3.2 et 3.3 aux pages 92 et 93). Cette nouvelle formation politique de la droite radicale issue de la deuxième scission du FPÖ en 2005 semble avoir ses assises en Carinthie, car elle a obtenu un soutien de 24,1 % (voir tabl. 3.4 à la page 95). Or, la particularité de ce pourcentage réside dans l'écart de 20,8 % avec la moyenne nationale de 4,1 % enregistrée par ce nouveau parti politique (voir tabl. 3.1 à la page 91). De plus, en cumulant les pourcentages des deux partis de la droite radicale (FPÖ et BZÖ) présents aux élections nationales de 2006, nous avons constaté que la Carinthie s'était à nouveau démarquée des autres provinces autrichiennes en conservant un soutien électoral supérieur ($7,3 \% + 24,9 \% = 32,2 \%$) à la moyenne nationale ($11 \% + 4,1 \% = 15,1 \%$) pour ce type de formation politique (voir tabl. 3.1 à la page 91 et 3.4 à la page 95).

Tableau 3.4
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections nationales
en Carinthie entre 1945 et 2006

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	Verts	KPÖ
1945	39,8	48,9	.	.	.	.	8,1
1949	33,7	40,7	20,6	.	.	.	4,0
1953	28,8	48,1	16,6	.	.	.	4,1
1956	33,7	48,1	15,1	.	.	.	3,1
1959	32,7	50,5	13,5	.	.	.	2,5
1962	34,2	49,7	12,5	.	.	.	3,2
1966	37,0	49,6	11,5	.	.	.	.
1970	35,7	53,2	9,7	.	.	.	1,2
1971	33,8	55,0	9,7	.	.	.	1,6
1975	33,9	54,7	10,0	.	.	.	1,4
1979	32,6	56,2	10,0	.	.	.	1,1
1983	32,1	52,9	10,7	.	.	.	0,7
1986	27,2	47,2	20,9	.	.	3,8	0,6
1990	18,5	46,1	30,3	.	.	3,0	0,3
1994	16,4	39,5	33,5	.	3,8	5,9	0,2
1995	18,5	40,8	32,7	.	3,6	3,5	0,2
1999	16,3	35,7	38,6	.	2,6	5,5	0,3
2002	30,5	38,3	23,6	.	0,8	6,2	0,5
2006	21,2	35,4	7,3	24,1	.	7,5	0,9
Moy.**	29,3	46,9	18,2	24,1	2,7	5,1	1,9
Ét	7,4	6,6	9,7	0	1,4	1,7	2,0

Sources: <http://www.statistik.at> (Hauptergebnisse Österreich Nationalratswahlen seit 1945) et (Nationalratswahlen vom 1. Oktober 2006 nach Landeswahlkreisen, Verteilung der gültigen Stimmen auf die Parteien in Prozent.)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1953)

** Nos calculs pour les moyennes cumulatives et les écarts-types de chacune des provinces.

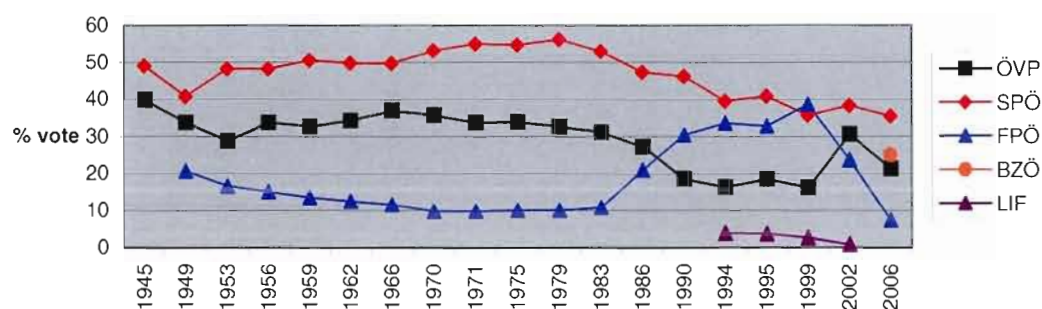


Figure 3.5. Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections nationales en Carinthie entre 1945 et 2004.

Nous pouvons donc conclure de façon préliminaire que les résultats électoraux que nous avons présentés dans cette première partie de notre analyse montrent clairement qu'il existe un particularisme régional dans l'appui aux formations politiques de la droite radicale. Par contre, il serait faux d'affirmer que cette tendance est exclusive à la Carinthie, puisqu'elle s'exprime également dans les provinces de la Haute-Autriche, de Salzbourg, du Vorarlberg et, jusqu'à dans une certaine limite, dans celles de la Styrie et du Tyrol. Toutefois, contrairement aux autres provinces autrichiennes, la Carinthie s'est démarquée par une supériorité constante des pourcentages d'appui pour la droite radicale et ce, depuis 1949. Afin de confirmer ce particularisme régional, nous poursuivrons notre étude empirique en faisant une analyse approfondie des résultats électoraux obtenus par cette force politique dans les différentes diètes provinciales de la Deuxième République.

3.1.2 Analyse des résultats électoraux des diètes provinciales

L'analyse des résultats électoraux provenant des différents scrutins nationaux nous a permis de faire ressortir le rapport particulier que la Carinthie entretient avec les formations politiques de la droite radicale et ce, depuis la proclamation de la Deuxième République d'Autriche. Toutefois, bien que ces résultats tendent à faire ressortir une certaine tendance de l'électorat carinthien à appuyer cette force, il serait prématuré, du moins à cette étape-ci, de prétendre que nous pouvons valider entièrement notre thèse initiale. En effet, nous croyons que si cette inclination est significative, elle devrait nécessairement s'exprimer dans les résultats électoraux de l'ensemble des diètes provinciales de cette province ayant eu lieu depuis 1945.

Lorsque nous nous penchons sur les résultats électoraux de la droite radicale en Carinthie, nous constatons qu'elle représente, depuis 1999, la principale force politique de cette province. En effet, en récoltant plus de 42 % des voix lors des deux derniers scrutins provinciaux, le FPÖ a été en mesure de mettre fin à la domination du SPÖ qui durait depuis plus de cinq décennies (voir. fig. 3.7 à la page 100). De plus, les succès du FPÖ se sont également manifestés lors des élections provinciales de 1989 et de 1994, puisque ce parti

s'est affirmé comme étant la deuxième force politique en importance en Carinthie. En obtenant un appui de 29 % à la diète provinciale de 1989 et de 33,3 % à celle de 1994, la trajectoire de ce parti politique se caractérise par une forte progression de son soutien, observée sur deux décennies. En comparant la progression de la droite radicale en Autriche, nous avons constaté que, quoique inégale entre les provinces, celle-ci n'avait pas été unique à la Carinthie. En effet, lorsqu'on se réfère aux différents résultats électoraux des scrutins provinciaux, nous avons remarqué qu'un portrait général se dessinait quant à la progression et au déclin de l'appui à la droite radicale en Autriche. La progression marquée des appuis au FPÖ débute dans l'ensemble des provinces après 1986, soit l'année où Jörg Haider a été élu à la tête de ce parti politique à l'échelle nationale, tandis que le déclin de son soutien semble s'être amorcé après les élections provinciales ayant eu lieu en l'an 2000²⁷⁷ (voir tabl. 3.5 à 3.13 aux pages 98 à 106). Malgré le fait qu'il y ait eu un cycle de progression et de déclin presque homogène dans l'ensemble des provinces autrichiennes, nous avons remarqué que la Carinthie se distinguait par sa singularité, puisque la période de progression de la droite radicale semble avoir débuté en 1984 et n'a pas à ce jour été suivie par un déclin (voir tabl. 3.7 à la page 100). Toutefois, comme les prochaines élections provinciales en Carinthie n'auront lieu qu'en 2009, nous ne sommes présentement pas en mesure de savoir si le déclin de cette force politique se produira.

²⁷⁷ Il est intéressant de noter que la faiblesse de l'appui à la droite radicale au scrutin provincial de la Styrie en 1986 s'explique par le fait qu'il a eu lieu avant l'élection de Jörg Haider à la tête du FPÖ.

Tableau 3.5
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Basse-Autriche entre 1945 et 2008

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	54,5	40,4	.	.	.	5,2	.	.
1949	52,5	37,3	4,4	.	.	5,5	.	0,3
1954	50,7	41,0	2,6	.	.	5,8	.	.
1959	50,9	42,3	3,9	.	.	2,9	.	.
1964	51,7	42,8	3,0	.	.	2,4	.	0,1
1969	50,4	44,6	3,2	.	.	1,0	.	0,8
1974	52,1	43,9	3,0	.	.	1,0	.	.
1979	49,6	45,4	3,2	.	.	0,8	0,9 a	0,1
1983	54,6	41,4	1,7	.	.	0,8	1,0 b	0,6
1988	47,6	37,3	9,4	.	.	0,8	3,6 c	1,3
1993	44,2	33,9	12,0	.	5,1	0,2	4,4 d	0,1
1998	44,9	30,4	16,1	.	2,1	0,6	5,1 e	0,8
2003	53,3	33,6	4,5	.	.	0,8	7,9 f	.
2008	54,4	25,5	10,5	0,7	.	0,9	6,9	1,0
Moy.	50,8	38,6	6,0	0,7	3,6	2,1	4,3	0,6
Ét	3,3	5,9	4,5	.	2,1	2,0	2,7	0,5

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(*Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.*)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1954).

a) WBÜ.

b) VGÖ.

c) Ce pourcentage inclut celui de la GAL (2,4 %) et celui de la VGÖ (1,6 %).

d) Ce pourcentage inclut celui de la GABL (3,2 %) et celui de la VGÖ (1,2 %).

e) Ce pourcentage inclut celui de la GAL (4,5 %) et celui de la BGÖ (0,6 %).

f) Ce pourcentage inclut celui des Verts (7,2 %) et celui du GRÜNÖ (0,7 %).

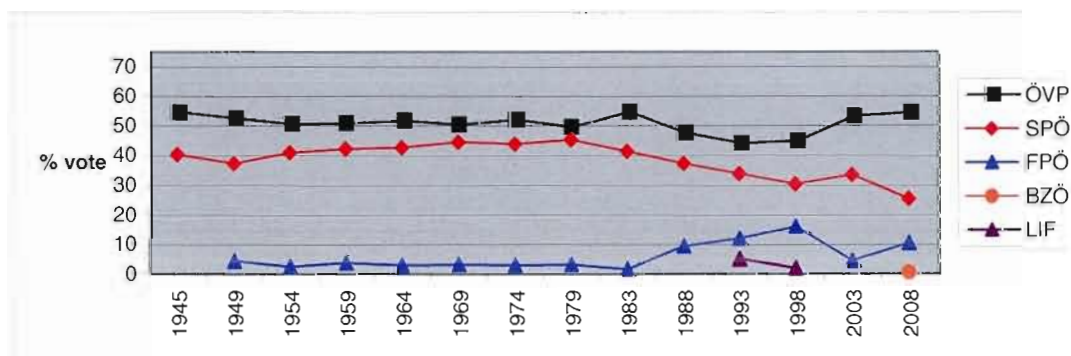


Figure 3.6 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Basse-Autriche entre 1945 et 2008.

Tableau 3.6
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Burgenland entre 1949 et 2005

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	51,8	44,9	.	.	.	3,3	.	.
1949	52,6	40,4	3,8	.	.	2,9	.	0,2
1953	48,4	44,7	3,6	.	.	3,2	.	.
1956	49,2	46,0	2,9	.	.	1,9	.	.
1960	48,1	46,2	4,6	.	.	1,1	.	.
1964	47,3	48,2	3,6	.	.	0,9	.	.
1968	46,6	50,3	2,2	.	.	0,5	.	0,4
1972	45,9	50,5	3,0	.	.	0,4	.	0,1
1977	45,1	51,9	2,2	.	.	0,4	.	0,3
1982	43,9	53,2	3,0	.	.	0,5	.	0,2
1987	41,5	47,3	7,3	.	.	0,6	2,2	1,1
1991	38,2	48,1	9,7	.	.	.	3,3 a	0,6
1996	36,1	44,5	14,6	.	1,4	.	2,5	1,0
2000	35,3	46,5	12,6	.	.	.	5,5	.
2005	36,4	52,2	5,8	.	.	.	5,2	0,5
Moy.	44,4	47,7	5,6	.	1,4	1,4	3,7	0,5
Ét	5,7	3,5	4,0	.	.	1,2	1,5	0,4

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(*Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.*)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1953) et du FW (1956).

a) GAL.

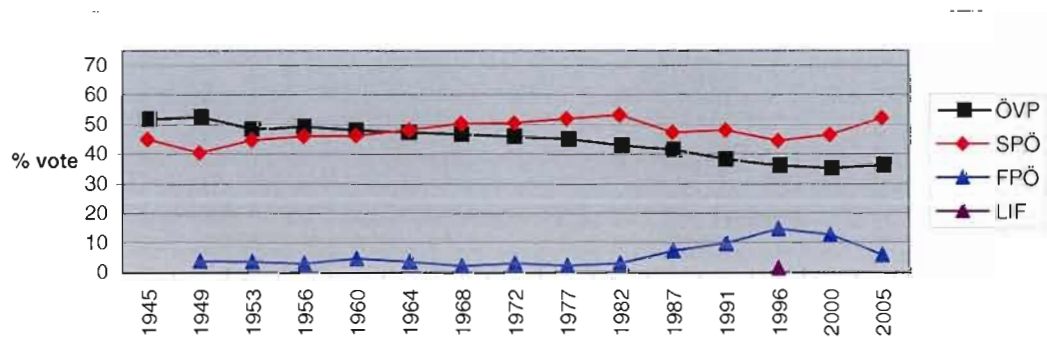


Figure 3.7 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Burgenland entre 1949 et 2005.

Tableau 3.7
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales en Carinthie entre 1945 et 2004

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	39,7	48,8	.	.	.	8,1	.	3,3
1949	31,9	40,8	20,6	.	.	4,0	.	2,8
1953	28,5	48,2	16,9	.	.	4,1	.	2,3
1956	32,7	48,1	15,7	.	.	3,1	.	0,4a
1960	33,3	48,5	14,9	.	.	3,0	.	0,3a
1965	32,9	49,3	13,4	.	.	2,8	.	1,6
1970	32,5	53,1	12,1	.	.	2,3	.	.
1975	32,4	51,4	11,8	.	.	2,0	.	2,4
1979	31,9	53,9	11,7	.	.	1,0	.	1,4
1984	28,3	51,6	16,0	.	.	0,8	1,8 b	1,5
1989	21,0	46,0	29,0	.	.	0,6	3,3 c	0,2
1994	23,8	37,4	33,3	.	2,6	.	2,0 d	1,1
1999	20,7	32,9	42,1	.	.	0,4	.	3,9
2004	11,6	38,4	42,4	.	.	0,6	6,7	0,2
Moy.	28,7	46,3	21,5	.	2,6	2,5	3,5	1,6
Ét	7,1	6,4	11,3	.	0	2,1	2,3	1,2

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(*Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.*)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1953).

a) Cet autre parti était le *Nationalsoziale Arbeiterpartei*.

b) Ce pourcentage inclut celui de la VGÖ (1,1 %) et celui des Verts (0,7 %).

c) Ce pourcentage inclut celui de la VGÖ (1,6 %) et celui de GAL (1,7 %).

d) Ce pourcentage inclut celui de la VGÖ (0,4 %) et celui de GAL (1,6 %).

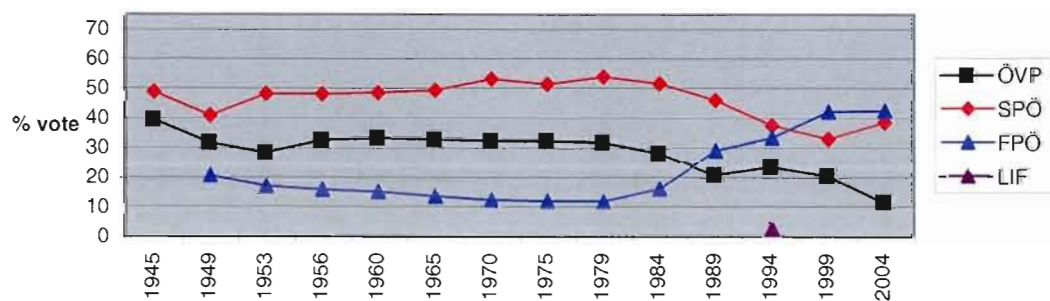


Figure 3.8 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales en Carinthie entre 1945 et 2004.

Tableau 3.8
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Haute-Autriche entre 1945 et 2003

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	59,0	38,3	.	.	.	2,6	.	.
1949	45,0	30,8	20,8	.	.	3,1	.	0,3
1955	48,1	39,4	9,6	.	.	2,8	.	.
1961	48,8	39,6	9,7	.	.	1,9	.	.
1967	45,2	46,0	7,5	.	.	0,8	.	0,5
1973	47,7	43,4	7,7	.	.	0,9	.	0,4
1979	51,6	41,4	6,4	.	.	0,6	.	.
1985	52,1	38,0	5,0	.	.	0,6	4,3 a	.
1991	45,2	31,4	17,7	.	.	.	5,7 b	.
1997	42,7	27,0	20,6	.	2,1	0,3	5,8	1,5
2003	43,4	38,3	8,4	.	.	0,8	9,1	.
Moy.	48,1	37,6	11,3	.	2,1	1,4	6,2	0,7
Ét	4,7	5,7	6,0	.	.	1,1	2,0	0,6

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(*Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.*)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949) et du FW (1955).

a) Ce pourcentage inclut celui de la VGÖ (1,2 %), des DGÖ (0,4 %) et des GAL (1,7 %).

b) Ce pourcentage inclut celui de la VGÖ (2,6 %) et des GAL (3,1 %).

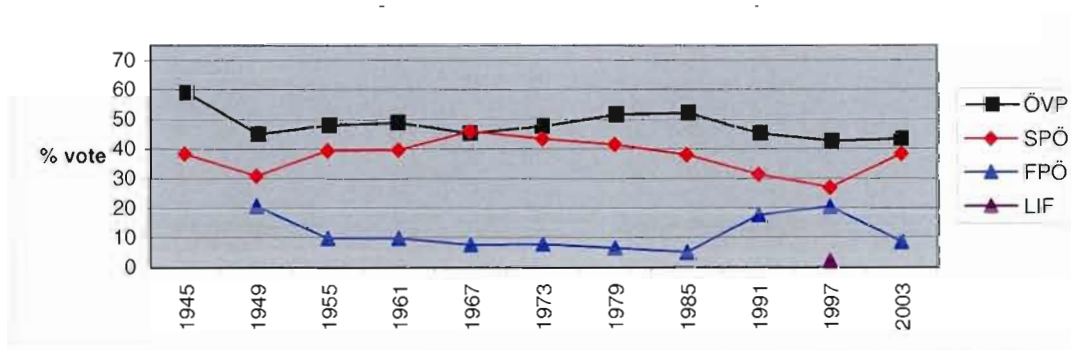


Figure 3.9 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Haute-Autriche entre 1945 et 2003.

Tableau 3.9
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Salzbourg entre 1945 et 2004

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	56,7	39,5	.	.	.	3,8	.	.
1949	43,6	33,6	18,5	.	.	3,4	.	0,8
1954	45,9	38,2	13,2	.	.	2,3	.	0,4
1959	43,3	38,6	16,1	.	.	1,8	.	0,2
1964	44,9	40,9	11,8	.	.	1,2	.	1,2
1969	40,7	40,4	18,0	.	.	0,7	.	0,2
1974	47,2	36,2	15,5	.	.	1,2	.	.
1979	45,4	39,1	13,3	.	.	0,4	1,8 a	.
1984	50,2	35,1	8,7	.	.	0,5	5,6 b	.
1989	44,0	31,2	16,4	.	.	0,5	8,0 c	.
1994	38,6	27,0	19,5	.	5,8	.	7,3 d	1,8
1999	38,8	32,3	19,6	.	3,7	.	5,4	0,3
2004	37,9	45,4	8,7	.	.	.	8,0	.
Moy.	44,4	36,7	14,9	.	4,8	1,6	6,0	0,7
Ét	5,2	4,9	3,8	.	1,5	1,2	2,4	0,6

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1954).

a) BL.

b) Ce pourcentage inclut celui de la GABL (4,3 %) et des DGÖ (1,3 %).

c) Ce pourcentage inclut celui de la VGÖ (1,8 %) et de la BL (6,2 %).

d) BL.

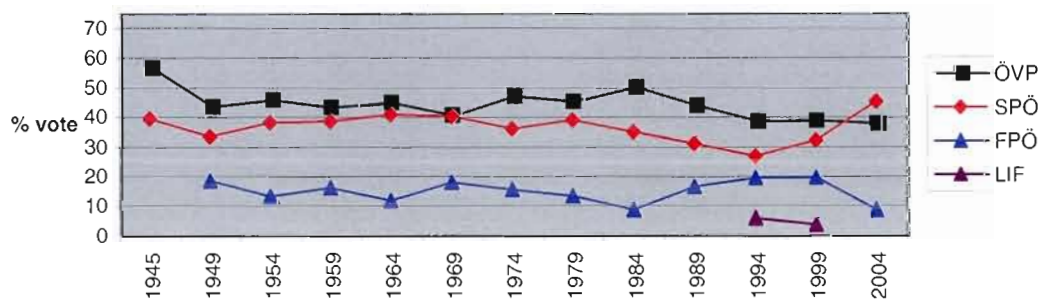


Figure 3.10 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Salzbourg entre 1945 et 2004.

Tableau 3.10
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Styrie entre 1945 et 2005

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	53,0	41,6	.	.	.	5,4	.	.
1949	42,9	37,4	14,5	.	.	4,5	.	0,6
1953	40,7	41,1	13,6	.	.	4,4	.	0,2
1957	46,4	43,6	6,8	.	.	2,6	.	0,6
1961	47,1	41,7	7,2	.	.	3,8	.	0,1
1965	48,4	42,2	5,8	.	.	3,2	.	0,4
1970	48,6	44,7	5,3	.	.	1,4	.	0,1
1974	53,3	41,2	4,2	.	.	1,3	.	.
1978	52,0	40,3	6,4	.	.	1,3	.	.
1981	50,9	42,7	5,1	.	.	1,3	.	.
1986	51,7	37,6	4,6	.	.	1,2	4,5 a	0,3
1991	44,2	34,9	15,4	.	.	0,6	4,6 b	0,3
1995	36,2	35,9	17,1	.	3,8	0,6	4,3	1,9
2000	47,3	32,3	12,4	.	1,1	1,0	5,6	0,2
2005	38,7	41,7	4,6	1,7	.	6,3	4,7	2,3
Moy.	46,8	39,9	8,8	1,7	2,5	2,6	4,7	0,6
Ét	5,3	3,5	4,7	.	1,9	1,9	0,5	0,7

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1953).

a) Ce pourcentage inclut celui de la VGÖ-AL (3,7 %), des DGÖ (0,6 %) et des GSL (0,2 %).

b) Ce pourcentage inclut celui des Verts (1,7 %) et des GAL (2,9 %).

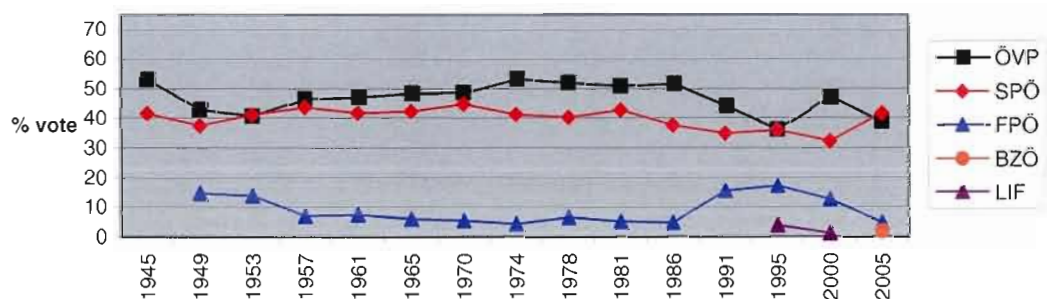


Figure 3.11 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de la Styrie entre 1945 et 2005.

Tableau 3.11
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Tyrol entre 1945 et 2008

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	69,8	28,0	.	.	.	2,2	.	.
1949	56,4	24,4	17,4	.	.	1,6	.	0,6
1953	57,7	27,4	13,3	.	.	1,6	.	.
1957	59,2	31,0	8,5	.	.	0,8	.	0,5
1961	59,6	30,1	9,1	.	.	1,1	.	0,2
1965	63,5	30,5	6,0	.	.	.	.	.
1970	60,5	33,5	5,7	.	.	0,2	.	0,2
1975	61,1	32,5	5,9	.	.	0,6	.	.
1979	62,8	29,3	6,8	.	.	0,4	.	0,7
1984	64,6	25,2	6,0	.	.	0,4	0,8 a	2,9
1989	48,7	22,8	15,6	.	.	0,6	9,6 b	2,8
1994	47,3	19,8	16,1	.	3,4	.	10,8 c	2,6
1999	47,2	21,8	19,6	.	3,2	0,1	8,0	.
2003	49,9	25,9	8,0	.	.	0,7	15,6	.
2008	40,5	15,5	12,4	.	.	1,2	10,7	19,7 d
Moy.	56,6	26,5	10,7	.	3,3	0,9	9,3	3,4
Ét	8,1	5,0	4,9	.	0,1	0,6	4,9	6,2

Source: [http:// www.land-oberoesterreich.gv.at](http://www.land-oberoesterreich.gv.at)

(Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1953).

a) DGÖ.

b) Ce pourcentage inclut celui de la GAT (8,3 %) et celui de VGÖ (1,3 %).

c) Ce pourcentage inclut celui des Verts (10,7 %) et de la VGÖ (0,1 %).

d) Ce pourcentage inclut celui de la FRITZ (18,3 %) et celui des DC (1,4 %).

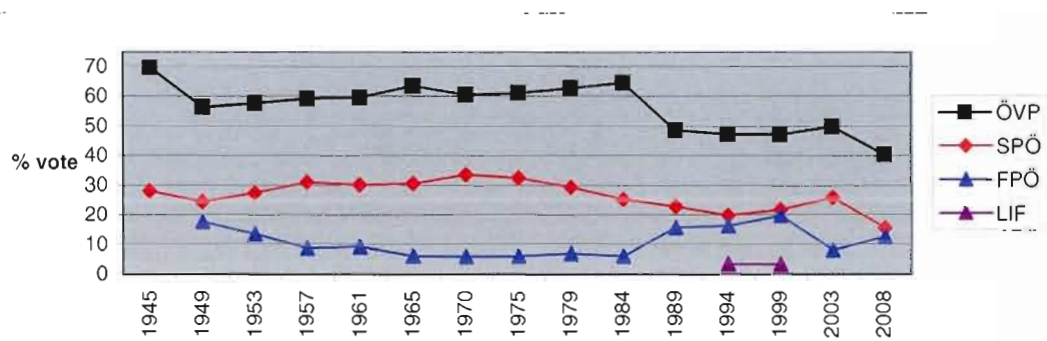


Figure 3.12 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Tyrol entre 1945 et 2008.

Tableau 3.12
Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Vorarlberg entre 1945 et 2004

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	70,2	27,3	.	.	.	2,5	.	.
1949	56,4	19,1	22,1	.	.	2,4	.	.
1954	58,0	26,0	13,7	.	.	2,4	.	.
1959	54,7	29,3	14,9	.	.	1,0	.	.
1964	53,5	29,5	15,8	.	.	1,2	.	.
1969	50,0	27,7	21,0	.	.	.	.	1,3
1974	56,9	27,6	13,9	.	.	0,9	.	0,7
1979	57,5	29,0	12,5	.	.	1,0	.	.
1984	51,6	24,0	10,5	.	.	0,9	13,0 a	.
1989	51,0	21,3	16,1	.	.	0,7	10,1 b	0,8
1994	49,9	16,2	18,4	.	3,5	.	9,4 c	2,6
1999	45,8	13,0	27,4	.	3,4	.	6,0	4,5
2004	54,9	16,9	12,9	.	.	.	10,2	5,0
Moy.	54,6	23,6	16,6	.	3,5	1,4	9,7	2,5
Ét	5,9	5,7	4,8	.	0,1	0,8	2,5	1,9

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(*Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.*)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1954).

a) Alternative Liste / Vereinte Grüne Österreichs (AL/VGÖ).

b) Ce pourcentage inclut celui de la GAV (5,2 %) et celui des DGV (4,9 %).

c) Ce pourcentage inclut celui de la GAV (7,8 %) et de la GBL (1,6 %).

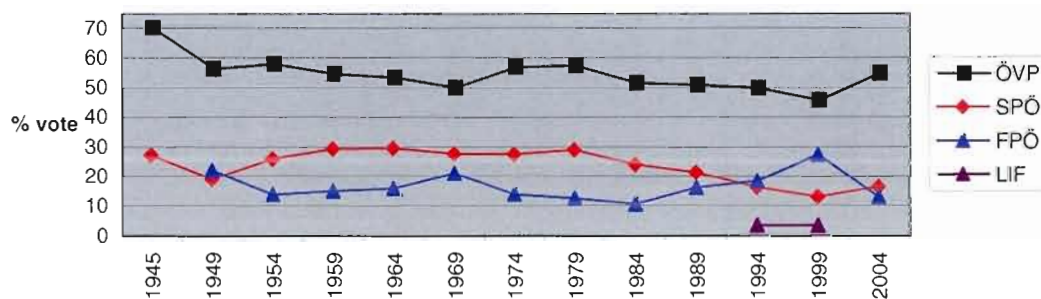


Figure 3.13 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales du Vorarlberg entre 1945 et 2004.

Tableau 3.13
 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Vienne entre 1945 et 2005

Année	ÖVP	SPÖ	FPÖ*	BZÖ	LIF	KPÖ	Verts	Autres
1945	34,9	57,2	.	.	.	7,9	.	.
1949	34,9	49,9	6,8	.	.	7,9 a	.	0,5
1954	33,2	52,7	4,6	.	.	8,3	.	1,3
1959	32,3	54,4	8,0	.	.	5,2	.	.
1964	33,9	54,7	5,7	.	.	5,0	.	0,7
1969	27,8	56,9	7,2	.	.	2,9	.	5,2
1973	29,3	60,1	7,7	.	.	2,3	.	0,5
1978	33,8	57,2	6,5	.	.	1,8	0,7 b	.
1983	34,8	55,5	5,4	.	.	1,1	0,6 b	2,5
1987	28,4	54,9	9,7	.	.	1,7	5,2 c	.
1991	18,1	47,8	22,5	.	.	0,6	10,9 d	0,1
1996	15,3	39,2	27,9	.	8,0	.	7,9	1,7
2001	16,4	46,9	20,2	.	3,4	0,6	12,4	.
2005	18,8	49,1	14,8	1,2	.	1,5	14,6	.
Moy.	28,0	52,6	11,3	1,2	5,7	3,6	7,5	1,6
Ét	7,5	5,5	7,6	.	3,3	2,9	5,6	1,7

Source: <http://www.land-oberoesterreich.gv.at>

(*Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945.*)

* Les pourcentages regroupent également ceux de la VdU (1949-1954).

a) KLS.

b) WBU.

c) Ce pourcentage inclut celui des Verts (4,4 %) et celui de la VGÖ (0,8 %).

d) Le pourcentage comprend celui de la GAL (9.1 %) ainsi et de la VGÖ (1.8 %).

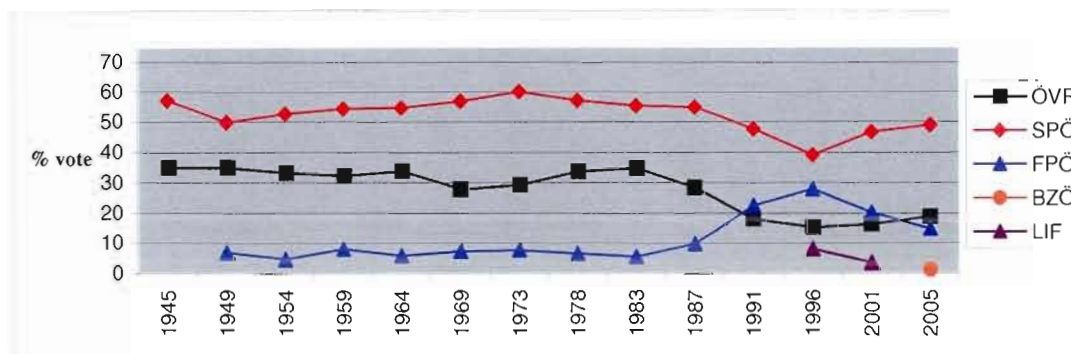


Figure 3.14 Résultats en pourcentage (%) des formations politiques aux élections provinciales de Vienne entre 1945 et 2005

Le particularisme de la Carinthie se déploie dans les résultats de la diète provinciale de 2004, qui sont, soulignons-le, d'autant plus surprenants que ce scrutin a été tenu deux ans après la chute spectaculaire (-16,9 %) du FPÖ à l'échelle nationale en 2002 (voir tabl. 3.1 à la page 91). En effet, malgré les déboires enregistrés par la formation politique, la branche régionale du FPÖ a tout de même réussi à augmenter son appui en Carinthie en passant de 42,1 % en 1999 à 42,4 % en 2004 (voir tabl. 3.7 à la page 100). En comparant les résultats électoraux des diètes provinciales dans l'ensemble des provinces depuis 1945, nous avons constaté que l'appui obtenu par la branche carinthienne du FPÖ entre 1999 et 2004 est à ce jour inégalé (voir tabl. 3.5 à 3.13 aux pages 98 à 106). Par ailleurs, cette comparaison nous a permis de dégager la singularité de la Carinthie face aux autres provinces autrichiennes, car le pourcentage d'appui le plus bas que la droite radicale ait recueilli n'a été que de 11,7 %, alors que le pourcentage maximum dans toutes les autres provinces confondues n'a été que de 10,5 % (voir tabl. 3.5 à 3.13 aux pages 98 à 106). De plus, nous avons constaté que les scores minimums obtenus par cette force politique en Carinthie avaient été nettement supérieurs aux pourcentages d'appui les plus faibles des autres provinces. Malgré le particularisme qui caractérise cette province pour ce qui est du soutien massif de son électorat pour la droite radicale, il serait faux de prétendre qu'elle en possède le monopole, puisque depuis 1949, des succès semblables, quoique de moindre envergure, ont également été remportés par cette force politique dans les provinces du Vorarlberg et de Salzbourg (voir tabl. 3.5 à 3.13 aux pages 98 à 106). À la lumière de ce qui précède, nous croyons qu'il est pertinent de prétendre qu'il existe un certain parallèle entre la situation nationale et provinciale quant au déploiement de la droite radicale dans les provinces de la Carinthie, de Salzbourg et du Vorarlberg. En dépit de ces ressemblances, nous croyons que la Carinthie se distingue quelque peu, puisqu'elle est la seule province où la droite radicale s'est hissée au premier rang.

À l'exception de quelques résultats surprenants obtenus à l'occasion par la droite radicale dans les différentes provinces autrichiennes, nos données empiriques relatives aux scrutins provinciaux démontrent clairement qu'il existe un particularisme régional dans l'appui à cette force politique. En effet, à l'instar de la situation nationale, la droite radicale s'est à nouveau distinguée en Carinthie grâce à ses résultats électoraux lors des diverses diètes provinciales.

Quoique nous soyons en mesure de valider partiellement notre thèse initiale, nous estimons que notre démonstration mérite d'être encore étayée. Afin de confirmer clairement l'existence d'une prépondérance régionale, nous poursuivrons notre étude en faisant une analyse approfondie des résultats électoraux des scrutins nationaux de la Première République d'Autriche.

3.2 Analyse des résultats électoraux de la Première République

Les données empiriques que nous analyserons dans la deuxième partie de ce troisième chapitre devraient nous permettre d'établir que le particularisme régional dans l'appui à la droite radicale en Autriche s'inscrit également dans le temps. Nous nous proposons donc d'approfondir notre étude en nous concentrant sur les résultats électoraux des scrutins nationaux qui se sont déroulés durant la Première République d'Autriche. Or, afin de démontrer que cette singularité régionale a des racines historiques, nous examinerons plus attentivement les résultats des élections nationales ayant eu lieu en 1920, 1923, 1927 et 1930. Par contre, pour des raisons qui sont liées à une question d'harmonisation de nos données empiriques, nous avons délibérément fait le choix d'exclure de notre analyse les résultats provenant des votes pour la constituante de la réunion nationale du 16 février 1919 (*Wahlen für die Konstituierende Nationalversammlung vom 16. Februar 1919*), ainsi que ceux des élections nationales de 1920. Ce choix s'explique par l'officialisation tardive des frontières de l'Autriche qui n'a eu lieu qu'en 1922, provoquée par l'occupation de certaines zones par les puissances alliées ainsi que par des litiges territoriaux en Carinthie, au Tyrol et en Styrie, qui ont eu pour conséquence d'exclure temporairement une portion de la population de ces provinces du processus démocratique²⁷⁸. En d'autres termes, nous croyons que l'introduction des données hétérogènes dans notre analyse en aurait limité la précision tout en altérant l'exactitude du portrait politique de l'Autriche de l'entre-deux-guerres. Bien que nous excluons totalement les résultats électoraux du scrutin national de 1920 de notre analyse finale, nous nous permettrons tout de même de les présenter, afin de broser le portrait général de la situation politique de l'Autriche au lendemain de la Première Guerre mondiale.

²⁷⁸ Barbara Jelavich. *op. cit.*, p. 170.

3.2.1 Analyse des scrutins nationaux

Même si nous avons décidé de les exclure de notre analyse, les résultats électoraux du scrutin national de 1920 sont très significatifs pour notre étude, puisqu'ils nous fournissent des éléments intéressants quant à la répartition géographique de la droite radicale. En excluant le fait que cette force était représentée par plusieurs formations durant les années 1920, les partis politiques réunis sous la bannière grand-allemande ont tout de même réussi à s'imposer au premier scrutin national en Carinthie. En effet, en recueillant un pourcentage d'appui de 31,49 % des voix, la droite radicale semble s'être largement imposée dans cette province, puisqu'en obtenant pratiquement le double de la moyenne nationale (17,25 %), le regroupement grand-allemand représentait déjà la deuxième force politique de la Carinthie (voir tabl. 3.14). Bien que ce soit dans cette province que la droite radicale ait récolté son plus haut pourcentage d'appui, nous croyons toutefois que le germe d'une distribution hétérogène de cette force entre les provinces dégagé dans la première partie de notre analyse était déjà présent lors de ce premier scrutin national. En effet, la droite radicale s'était également déployée dans les provinces du Burgenland, de la Haute-Autriche, de Salzbourg, de la Styrie et du Vorarlberg, car elle avait récolté des pourcentages plus élevés que la moyenne nationale (voir tabl. 3.14).

Lorsque nous avons comparé la répartition géographique des appuis à la droite radicale des élections nationales de 1920 et de 1923, nous avons découvert qu'une certaine continuité subsistait avec celle des quarante premières années de la Deuxième République. En effet, d'un côté nous retrouvons les provinces de la Basse-Autriche et de Vienne dont le soutien à cette force politique a été inférieur à la moyenne nationale, tandis que de l'autre, nous retrouvons les provinces de la Carinthie, de la Haute-Autriche, de Salzbourg et du Vorarlberg dont le soutien a été supérieur à la moyenne nationale. Ces résultats préliminaires nous autorisent à croire que ces quatre provinces semblent incarner le noyau dur historique de la droite radicale en Autriche. D'ailleurs, l'analyse des résultats électoraux de la Première République est également révélatrice pour notre étude, puisqu'elle nous permet de mettre en

évidence les tendances que nous avons soulevées dans notre analyse des résultats électoraux de la Deuxième République.

Tableau 3.14
Résultats en pourcentage (%)
aux élections nationales de 1920 à 1922

Province fédérale	DnP*	CS	SDAP	Autres partis politiques
Basse-Autriche	16,44	49,78	32,08	1,70
Burgenland**	29,40	31,27	38,60	0,73
Carinthie***	31,49	18,29	42,76	7,46
Haute-Autriche	17,33	55,29	26,73	0,65
Salzbourg	23,85	47,45	27,77	0,93
Styrie	23,44	41,74	33,45	1,37
Tyrol	14,96	64,45	20,06	0,53
Vorarlberg	21,63	60,02	18,35	.
Vienne	10,52	30,09	46,99	12,40
(%) national	17,25	41,79	35,99	4,97

Source: www.bmi.gv.at (Nationalratswahl vom 21. Oktober 1923.)

* Le regroupement de la *Deutschnationale Parteien* était composé du *Großdeutsche Volkspartei*, du *Deutschösterreichische Bauernpartei*, de la *Kärntner Bauernbund* et des *Nationalsozialisten*.

** Les élections nationales de 1920 ont eu lieu dans le Burgenland en 1922.

*** Les élections nationales de 1920 ont eu lieu en Carinthie en 1921.

Tableau 3.15
Résultats en pourcentage (%) aux
élections nationales de 1923

Province fédérale	DnP*	CS	SDAP	Autres partis politiques
Basse-Autriche	10,39	52,32	36,68	0,61
Burgenland	21,85	37,49	38,54	2,12
Carinthie**	38,14	19,07	36,53	6,26
Haute-Autriche	15,25	57,24	27,45	0,06
Salzbourg	15,05	56,45	28,14	0,36
Styrie	19,02	45,79	34,66	0,53
Tyrol	9,99	69,89	19,96	0,16
Vorarlberg	17,38	64,28	18,14	0,20
Vienne	5,21	32,83	55,53	6,43
(%) national	12,76	45,00	39,60	2,64

Source: www.bmi.gv.at (Nationalratswahl vom 21. Oktober 1923.)

* Le regroupement de la *Deutschnationale Parteien* était composé de la *Verband der Großdeutschen und des Landbundes*, de la *Landbund für Österreich* et de la *Burgenländischer Bauernbund*.

** Les chrétiens-sociaux et le regroupement des partis nationaux-allemands se sont unis sous la bannière commune de la *Kärntner Einheitsliste*.

À l'image de ce qui s'est produit au cours des élections nationales de 1920, les partis politiques de la droite radicale regroupés sous la bannière grand-allemande ont réitéré leurs succès en se démarquant à nouveau en Carinthie lors du scrutin national de 1923. En effet, en recueillant 38,14 % des voix, cette force politique semblait avoir trouvé un terrain fertile dans cette province du sud, puisque l'appui à la droite radicale a été pratiquement trois fois supérieur à la moyenne nationale de 12,76 % (voir tabl. 3.15). L'importance de ces résultats électoraux est majeure, puisqu'ils nous démontrent que la vigueur de la droite radicale en Carinthie n'est pas uniquement circonscrite aux vingt-cinq dernières années. Bien au contraire, les pourcentages obtenus par cette force politique semblent plutôt indiquer qu'elle représente un acteur majeur dans cette province et ce, depuis le début de la Première République. En effet, nos données empiriques démontrent que, lors des élections nationales de 1920, la droite radicale s'est hissée au deuxième rang, tandis qu'en 1923, elle a atteint le premier rang face aux sociaux-démocrates. L'analyse des données provenant des scrutins nationaux de 1927 et de 1930 nous permettra ultérieurement de confirmer l'inclination

historique de la droite radicale en Carinthie. Toutefois, si nous désirons avoir une meilleure compréhension du phénomène du radicalisme de droite, certaines précisions s'imposent, puisque la compétition qui régnait parmi les formations politiques qui ont incarné la droite radicale a eu des répercussions sur son déploiement à l'échelle nationale.

Tableau 3.16
Résultats en pourcentage (%)
des élections nationales de 1927 (Nos calculs)

Province fédérale	<i>Einheitsliste</i>	SDAP	NSDAP *	<i>Landbund für Österreich</i>	<i>Volkischsozialer Block</i>
Basse-Autriche	57,92	37,62	0	2,87	0,96
Burgenland	42,52	40,81	.	16,51	0,16
Carinthie	26,46	36,89	.	26,68	3,03
Haute-Autriche	60,72	29,54	.	8,81	0,06
Salzbourg	60,36	32,30	.	6,26	0,47
Styrie	41,37	36,39	.	16,17	1,03
Tyrol	74,70	22,40	.	0,53	.
Vorarlberg	71,87	22,23	.	4,52	0,54
Vienne	36,41	59,62	.	0,08	0,62
(%) national	48,18	42,28	0	6,31	0,74

Source: www.bmi.gv.at (*Nationalratswahl vom 24. April 1927.*)

* Le NSDAP n'a présenté des candidats qu'en Basse-Autriche, où il a obtenu 779 votes.

Les élections nationales de 1927 sont particulièrement intéressantes pour notre étude, puisqu'elles ont été marquées par la première union nationale entre les forces de la droite radicale et les chrétiens-sociaux. En fait, cette association avait probablement été motivée par les succès obtenus par son esquisse carinthienne lors du scrutin national de 1923, où la *Kärntner Einheitsliste* avait largement dominé le paysage politique de cette province en récoltant 57,21 % des voix²⁷⁹. Unis sous la bannière nationale de la *Einheitsliste* en 1927, ces

²⁷⁹ Ce pourcentage représente la somme des appuis pour les chrétiens-sociaux (19,07 %) avec ceux des partis nationaux-allemands (38,14 %) unis sous la bannière de la *Kärntner Einheitsliste* en Carinthie.

deux camps politiques ont, avec 48,18 % des suffrages, obtenu l'appui le plus important de cette élection nationale (voir tabl. 3.16 à la page 112). Bien que nos données soient incomplètes quant à la proportion de l'électorat de ce regroupement national provenant du camp grand-allemand, nous croyons toutefois que celle-ci était inférieure à celle que l'on retrouvait dans la *Kärntner Einheitsliste*; le vote de cette union provinciale ayant récolté le soutien de 95 465 électeurs était majoritairement composé d'un électorat de la droite radicale, puisque 63 642 personnes (66,66 %) provenaient d'un des deux partis nationaux-allemands, soit ceux de la *Kärntner Landesbund* et du regroupement du GdVP²⁸⁰. En ne récoltant que 12 mandats sur les 85 obtenus par la *Einheitsliste* lors du scrutin de 1927, nous pensons que les partis nationaux-allemands (*Großdeutsche*) n'incarnaient pas la principale force de cette union nationale²⁸¹. En dépit de la richesse informative de ces données quantitatives, nous croyons qu'elles ne peuvent aucunement démontrer, à l'inverse d'une analyse de la distribution géographique des soutiens à la *Einheitsliste*, l'existence d'un particularisme régional dans l'appui à la droite radicale.

Lorsque nous avons comparé les succès obtenus par la *Einheitsliste*, nous avons découvert que les provinces — à l'exception de celle de Vienne — qui avaient appuyé ce regroupement national en dessous de la moyenne nationale avaient à l'inverse soutenu plus fortement la Ligue agraire pour l'Autriche (voir tabl. 3.16 à la page 112). Les données que nous avons recueillies à ce sujet sont d'ailleurs révélatrices, puisque c'est en Carinthie que la *Einheitsliste* a enregistré son pourcentage d'appui le plus faible avec 26,46 %, soit un écart de plus de 21 % inférieur à la moyenne nationale de 48,18 % (voir tabl. 3.16 à la page 112). À l'opposé, c'est dans cette même province que la Ligue agraire pour l'Autriche a récolté son score le plus élevé en obtenant 26,68 % des voix, ce qui représente un écart de plus de 20 % à la moyenne nationale de 6,31 % (voir tabl. 3.16 à la page 112). Nous croyons, par contre, que certains facteurs nuancent les succès spectaculaires recueillis par cette formation politique lors de ce scrutin national. Premièrement, nous émettons l'hypothèse que le soutien massif à la droite radicale dans cette province aurait pu être motivé par le rejet possible d'une

²⁸⁰ <http://www.bmi.gv.at> (*Ergebnisse der Nationalratswahlen 1919 bis 1930*) (Page consultée le 23 mai 2008).

²⁸¹ *Idem*.

domination des chrétiens-sociaux dans le regroupement national de la *Einheitsliste*. En effet, les résultats électoraux des scrutins précédents démontrent clairement que les chrétiens-sociaux ont maintenu en Carinthie l'appui le plus faible de toutes les provinces autrichiennes à toutes les élections nationales de la Première République (voir tabl. 3.14 à 3.17 aux pages 110-112 et 115). Il est d'ailleurs intéressant de souligner que la faiblesse des chrétiens-sociaux dans cette province permet de corroborer les propos de Zeev Sternhell lorsqu'il écrit : « Ce n'est pas la puissance de la droite, mais au contraire, sa relative faiblesse, ses craintes et ses accès de panique qui constituent une des conditions essentielles des succès fascistes²⁸² ». Deuxièmement, contrairement aux autres scrutins nationaux qui se sont tenus antérieurement, la Ligue agraire pour l'Autriche était la seule formation politique de la droite radicale indépendante à être présente sur l'ensemble du territoire national en 1927. Bien que cette élection ait été marquée par l'entrée du NSDAP sur la scène politique autrichienne, ce parti qui s'était lui-même exclu de processus démocratique en 1923 — suite aux pressions de son homologue allemand qui favorisait plutôt une révolution armée²⁸³ — n'a pu recueillir que 779 votes en Basse-Autriche, soit l'unique province où ce parti politique avait présenté des candidats (voir tabl. 3.16 à la page 112). Malgré ces quelques précisions quant au déploiement de la droite radicale en Autriche, nous pouvons tout de même affirmer que la Carinthie s'est démarquée en étant la province qui a appuyé le plus fortement cette force politique. Donc, en plus de renforcer le caractère historique de la répartition inégale du soutien à la droite radicale dans ce pays, nous croyons que cette situation spécifique à la province carinthienne confirme notre thèse initiale.

²⁸² Zeev Sternhell. *La droite révolutionnaire . 1885-1914*. Coll. «Folio histoire». Paris : Éditions Gallimard, 1997, p. 547.

²⁸³ F.L Carsten. *op. cit.*, p. 81; Bruce F. Pauley. *op. cit.*, p. 37.

Tableau 3.17
 Résultats en pourcentage (%)
 des élections nationales de 1930 (Nos calculs)

Province fédérale	SDAP	CS	Nationalwirtschaft Block und Landbund	Heimatblock	NSDAP	Landbund für Österreich	(%) d'appui national à la droite radicale
Basse-Autriche	35,63	44,13	8,58	6,62	4,20	.	19,40
Burgenland	37,75	41,23	16,01	3,80	0,75	.	20,56
Carinthie	38,73	22,54	22,38	8,47	6,90	.	37,75
Haute-Autriche	28,37	45,42	7,29	8,29	2,41	7,71	25,70
Salzbourg	29,96	41,52	12,69	5,73	3,69	5,49	27,60
Styrie	34,38	32,52	16,51	12,48	3,42	.	32,41
Tyrol	21,99	54,97	12,34	9,28	1,24	.	22,86
Vorarlberg	20,92	56,79	20,94	.	1,14	.	22,08
Vienne	58,98	23,72	10,43	2,21	2,31	.	14,95
(%) national	41,14	35,65	11,61	6,17	3,03	1,18	21,99

Source: www.bmi.gv.at (Nationalratswahl vom 9. November 1930.)

L'éclatement de la *Einheitsliste* et l'entrée en scène de nouveaux partis de la droite radicale sur la scène politique autrichienne en 1930 ne semblent pas avoir eu une incidence dans le soutien de cette force en Carinthie. Au contraire, les résultats électoraux du dernier scrutin national précédant la suspension du parlement en mars 1933²⁸⁴ confirment clairement la propension historique de cette province à soutenir la droite radicale. Or, vu la complexité et la volatilité des alliances en lien avec le bouillonnement politique et économique de la décennie des années 1930, nous nous proposons d'examiner l'influence des formations politiques de la droite radicale ainsi que les relations qu'elles ont entretenues entre elles.

L'élection nationale de 1930 est importante, puisqu'à notre avis, elle a été à l'origine de l'établissement de la répartition géographique des appuis aux partis politiques de la droite radicale pour les cinquante années suivantes. Malgré des bouleversements à l'intérieur de

²⁸⁴ F.L. Carsten. *op. cit.*, p. 230.

cette force politique, nous retrouvons les mêmes tendances régionales qu'en 1980 dans presque l'ensemble des provinces autrichiennes. À l'exception du Tyrol et la Styrie qui ont régulièrement oscillé entre un appui inférieur et supérieur à la moyenne nationale, les sept autres provinces ont toutes maintenu les mêmes allégeances politiques dans le soutien à la droite radicale. Ainsi, les trois provinces orientales (Burgenland, Basse-Autriche et Vienne) sont restées hostiles à cette force sur leur territoire, tandis que les provinces centrales (Haute-Autriche, Salzbourg et Carinthie, en plus du Vorarlberg) ont soutenu massivement cette option politique pendant plus d'un demi-siècle.

Contrairement aux élections nationales de 1923 où seule la Ligue agraire pour l'Autriche représentait politiquement la droite radicale sur l'ensemble du territoire autrichien en 1930, la compétition à l'intérieur de ce troisième camp s'est menée entre quatre organisations distinctes. En effet, la dissolution de la *Einheitsliste*, dont les succès électoraux lui avait permis de dominer le Conseil national de 1927, nous semble être à l'origine du retour d'un regroupement entre l'association des grands-allemands et des ligues agraires (*Verband der Großdeutschen und des Landbundes*) sous la nouvelle appellation du « Bloc de l'économie nationale et de la ligue agraire », dirigé par le Dr Schober²⁸⁵. Toutefois, malgré les dix-neuf sièges recueillis par ce parti au Conseil national de 1930, cette formation politique a été exclue du gouvernement, puisque les chrétiens-sociaux ont préféré s'allier au *Heimatblock* (HB) qui a obtenu huit sièges²⁸⁶. Cette alliance était d'ailleurs prévisible, puisque les chrétiens-sociaux s'étaient présentés sur une liste commune avec la *Heimwehr* dans les provinces de Vienne et de la Basse-Autriche lors du scrutin national de 1930²⁸⁷. Le bouleversement qui régnait à l'intérieur de cette force politique semble avoir également été à l'origine de la chute de la ligue agraire pour l'Autriche, dont le pourcentage d'appui au niveau national a dégringolé de 6,31 % à 1,18 % entre 1927 et 1930 (voir tabl. 3.16 et 3.17 aux pages 112 et 115). Ce déclin pourrait être également attribuable aux succès obtenus par le NSDAP, dont le soutien en Autriche est passé durant cette même période de 779 à 111 627

²⁸⁵ <http://www.bmi.gv.at> (*Ergebnisse der Nationalratswahlen 1919 bis 1930*) (Page consultée le 16 juin 2008).

²⁸⁶ *Idem.*

²⁸⁷ *Idem.*

votes²⁸⁸. Bien que ce parti n'ait recueilli que 3,03 % de l'appui national en 1930 (voir tabl. 3.17 à la page 115), une analyse approfondie des résultats électoraux nous a révélé des éléments intéressants quant à leur répartition géographique.

En cumulant le pourcentage des appuis récoltés par les différentes formations politiques de la droite radicale dans chacune des provinces, nous pouvons confirmer qu'il existe bel et bien un particularisme régional dans le soutien électoral de cette force. En effet, en maintenant un écart de plus de 15 % supérieur à la moyenne nationale, la Carinthie s'est à nouveau démarquée par l'ampleur du soutien de son électorat à la droite radicale (voir tabl. 3.17 à la page 115). De plus, à l'exception de la Ligue agraire pour l'Autriche, qui n'était pas représentée dans cette province lors du scrutin de 1930, l'ensemble des formations politiques de la droite radicale ont obtenu un pourcentage d'appui supérieur à la moyenne nationale. Par contre, en nous attardant plus précisément sur la distribution des voix à l'intérieur de cette force, nous avons constaté qu'une inégalité régnait parmi les différents partis qui l'ont incarnée. Bien que le NSDAP ait été le parti politique de la droite radicale qui a obtenu le pointage le plus faible sur l'ensemble du territoire autrichien, il a tout de même enregistré ses meilleurs résultats en Carinthie en recueillant 6,90 % d'appui (voir tabl. 3.17 à la page 115). En effet, en ne récoltant que 18,27 % des 37,75 % des appuis provinciaux attribués à la droite radicale en Carinthie, le NSDAP ne représentait qu'une force marginale face aux 59,28 % des appuis recueillis par le Bloc pour l'économie nationale et la Ligue agraire dirigé par le Dr Schober dans cette province²⁸⁹ (voir tabl. 3.17 à la page 115). Toutefois, l'influence croissante du NSDAP dans les années qui ont suivi cette élection nationale a représenté une sérieuse menace pour les chrétiens-sociaux et le *Heimatblock*, qui ne voyaient pas d'un bon œil ses récents succès. La crainte de ces deux formations politiques s'est d'ailleurs matérialisée en 1932 lors des élections provinciales de Salzbourg, de la Styrie et de Vienne, car le NSDAP a récolté plus de 330 000 voix dans ces trois provinces²⁹⁰. Par ailleurs, la percée des nazis à Vienne a été particulièrement surprenante, puisqu'en passant de 27 000 à

²⁸⁸ *Idem.*

²⁸⁹ Nos calculs.

²⁹⁰ Felix Kreissler. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938. op. cit.*, p. 248.

plus de 150 000 votes entre 1930 et 1932, cette formation politique a été en mesure d'occuper quinze sièges dans la diète provinciale de « Vienne la rouge »²⁹¹. Nos données empiriques nous ont toutefois démontré que les succès électoraux de la droite radicale dans cette province ont été relativement faibles, puisqu'ils n'ont que légèrement surpassé la moyenne nationale lors des scrutins nationaux de 1994 et de 2006 (voir tabl. 3.1, 3.2 et 3.14 à 3.17 aux pages 91-92, 110-112 et 115).

3.3 Conclusion

En somme, lorsque nous compilons les résultats électoraux des scrutins nationaux et provinciaux de la Seconde République, nous croyons pouvoir conclure, du moins jusqu'à présent, qu'elles démontrent clairement l'existence d'un particularisme régional dans l'appui aux formations politique de la droite radicale en Autriche. D'ailleurs, loin de se restreindre à la Deuxième République, cette inégalité territoriale plonge également ses racines dans l'histoire, car l'électorat de certaines provinces semble avoir soutenu plus fortement le « troisième camp », puisqu'elles ont obtenu un pourcentage d'appui largement supérieur à la moyenne nationale et ce, depuis 1920. En d'autres termes, nous croyons que les divers résultats électoraux que nous avons recueillis, s'échelonnant sur près d'un siècle, confirment nos intuitions quant à la régionalisation de l'appui à la droite radicale en Autriche. Maintenant que nous avons franchi toutes les étapes que nous nous étions initialement imposées, nous croyons être en mesure de valider notre thèse de départ ainsi que les hypothèses qui ont été émises dans son sillage. Toutefois, avant de nous lancer dans cet exercice, nous nous proposons de présenter les différentes pistes infructueuses que nous avons tenté d'explorer dans un *addendum* à ce chapitre.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 248-249.

ADDEMDUM AU CHAPITRE III

Notre intention initiale était de renforcer notre thèse de départ en faisant une analyse de la composition de la direction des différentes formations politiques de la droite radicale de la Deuxième République. Toutefois, nous nous sommes rapidement heurté à de nombreux problèmes qui nous ont empêché d'atteindre l'objectif que nous nous étions fixé. En effet, les restrictions imposées par nos données empiriques nous ont limité dans l'interprétation de celles-ci, ce qui a eu une incidence directe dans notre incapacité à valider les hypothèses trois et quatre que nous avons préalablement émises. Afin d'expliquer les difficultés auxquelles nous avons dû faire face, nous nous proposons de les reprendre dans cet *addendum* tout en mentionnant les ennuis d'ordre méthodologique qu'elles ont générés. À l'origine, nous avions projeté un deuxième bloc analytique dans lequel nous désirions, par l'intermédiaire d'un travail comparatif, démontrer qu'il existait une forte corrélation entre la provenance géographique des membres de la direction des différents partis issus de la droite radicale et les provinces qui ont appuyé plus fortement cette force politique. Par cet exercice, nous croyions être en mesure de faire ressortir plus concrètement le particularisme régional de la droite radicale en Autriche ; cependant, de nombreuses contraintes ont freiné nos ambitions.

La première hypothèse à laquelle nos présomptions se sont heurtées postulait que s'il existait bel et bien un particularisme régional expliquant les fluctuations électorales de la droite radicale, nous croyions pouvoir observer, parmi les députés qu'elle avait réussi à faire élire, qu'une forte proportion d'entre eux était native de la province qu'ils représentaient. Pour valider cette hypothèse, nous projetions de comparer deux groupes, soit les députés de la droite radicale natifs de la province qu'ils représentaient et ceux qui étaient natifs d'une autre province que celle où ils avaient été élus. Nous nous attendions à ce que le premier groupe soit nettement plus nombreux que le second. Toutefois, une analyse préliminaire des données empiriques que nous avons recueillies nous a permis de constater que plusieurs facteurs nous empêchaient, du moins dans le cadre de cette étude, de valider cette hypothèse.

Malgré notre connaissance de l'ensemble des lieux de naissance de tous les députés ayant été élus sous la bannière d'une formation politique de la droite radicale depuis 1949, nous avons été incapable de savoir si ces derniers avaient bien été élus dans la province qu'ils représentaient et ce, en raison du mode de scrutin en vigueur en Autriche. Bien que la représentation proportionnelle ait l'avantage de mieux exprimer le poids des différentes formations politiques, ce mode de scrutin s'est avéré problématique dans notre tentative de valider notre hypothèse. En effet, comme le système électoral autrichien utilise deux modes de distribution et que les circonscriptions électorales divergent entre elles, il nous a été impossible de connaître avec exactitude la province que représentait chacun des députés. En d'autres termes, dans un souci de représenter proportionnellement la population autrichienne, le territoire national est subdivisé en quatre circonscriptions (*Wahlkreisverband*) distinctes (W1 à W4) dont certaines comptent jusqu'à trois provinces. Par exemple, lorsqu'un député a obtenu un siège dans la circonscription W4, nous sommes incapables de savoir si ce dernier représente le Burgenland, la Styrie ou la Carinthie. Étant donné qu'une proportion des députés provient de cette seconde méthode de distribution (méthode d'Hondt), il nous a été impossible, du moins avec les données que nous avons, de broser un portrait exhaustif de la députation autrichienne qui nous aurait peut-être permis d'illustrer plus clairement l'existence d'un particularisme régional dans le déploiement de la droite radicale. Bien qu'une simple divergence technique ait été à la base de nos difficultés dans la validation de cette hypothèse, une analyse plus approfondie de nos données empiriques concernant les membres de la direction des différentes formations politiques de la droite radicale depuis 1949 nous a démontré leurs limites.

La deuxième hypothèse que nous prévoyions valider postulait que si les partis politiques de la droite radicale autrichienne avaient un caractère régional marqué, le personnel de direction de ces partis serait majoritairement issu de la ou des provinces qui avaient obtenu un pourcentage d'appui électoral plus élevé. Nous cherchions à établir s'il existait une correspondance entre, d'une part, l'appui électoral reçu dans chaque province (pourcentage et rang de cette province dans l'ensemble des provinces) et, d'autre part, le poids de cette province auprès du personnel de direction (proportion des membres et rang de chaque province). Malgré la simplicité apparente de cette démonstration, l'objectif que nous nous

étions fixé n'a pu être atteint puisque nous nous sommes à nouveau buté à plusieurs problèmes méthodologiques. En effet, nos données empiriques ne nous ont pas permis de dégager la présence d'une relation entre le personnel politique et le facteur régional dans l'appui à la droite radicale. Les limites auxquelles nous avons été confronté trouvent leur origine dans la quantité restreinte d'informations concernant les membres du personnel de la direction des différentes formations politiques de la droite radicale, dans la fluidité des structures internes ainsi que dans la porosité de l'exécutif de ces partis. Afin de mieux comprendre comment ces limites ont pu avoir une incidence sur notre analyse, nous nous proposons de les aborder indépendamment en illustrant les impacts qu'elles ont eu sur notre incapacité de valider notre quatrième hypothèse. Bien que nous possédions de nombreuses données concernant les membres les plus influents des différentes formations politiques de la droite radicale, il nous a été impossible de connaître l'identité de l'ensemble du personnel exécutif de ces partis. En effet, la connaissance seule des présidents du parti national (*Bundesparteioobmann*), des remplaçants de ce dernier (*Bundesparteioobmann-Stellvertreter*) ainsi que des secrétaires généraux (*Generalsekretäre*) a sensiblement limité nos aspirations à mettre en évidence l'existence d'une tendance régionale au sein de la direction. Le manque d'informations relatif à la composition des membres de la direction de ces petits partis politiques, l'évolution croissante des structures internes de ceux-ci par la création de nouveaux postes liés à la direction, l'imprécision des fonctions exécutives ainsi qu'un roulement irrégulier de personnel à l'intérieur de la droite radicale correspondent aux pierres d'achoppement qui nous ont restreint dans notre analyse.

En faisant fi des différents problèmes que nous venons de soulever, cet exercice comparatif nous a tout de même permis de souligner une légère tendance dans la provenance des présidents du parti national. Même si nos données étaient limitées, nous avons remarqué que les dirigeants de l'aile nationaliste provenaient plus régulièrement de la Haute-Autriche, tandis que ceux de l'aile libérale étaient davantage natifs de Vienne. Nous estimons toutefois que ce parallèle demeure insuffisant en raison de son manque de variable et qu'il mériterait d'être étayé avec de nouvelles données. Nous pensons que ces différents problèmes pourraient être éventuellement palliés et faire l'objet d'une étude plus approfondie.

CONCLUSION

Les résultats électoraux du scrutin national de 2006 sont capitaux pour l'étude empirique que nous venons de mener à terme, puisqu'ils nous permettent de corroborer nos présomptions initiales. En plus de corroborer nos propos quant à la répartition inégale du soutien à la droite radicale sur le territoire autrichien, les plus récents résultats confirment le déclin de cette force, amorcé au lendemain des élections nationales de 2002. En effet, à la suite d'une progression constante sur la scène nationale s'échelonnant sur près d'une décennie et demie, le FPÖ s'est heurté à un recul sans précédent de son appui entre 1999 et 2006 (voir tabl. 3.1 à la page 91). En obtenant successivement 10 et 11 % d'appui aux deux derniers scrutins nationaux, le FPÖ s'est même retrouvé en-deçà des Verts (11,1 %) en 2006 (voir tabl. 3.1 à la page 91). L'apparition récente du BZÖ a toutefois permis d'inverser cette tendance déclinante, puisqu'en additionnant le pourcentage d'appui à ce parti avec celui du FPÖ, nous constatons que la droite radicale a légèrement progressé entre 2002 et 2006 passant de 11 % à 15,1 % (voir tabl. 3.1 à la page 91). Cependant, l'émergence du BZÖ témoigne de la subsistance de l'opposition entre les branches libérale et nationale du « troisième camp ». Incarnant la dernière matérialisation d'un antagonisme historique entre ces deux factions rivales, la scission de la section carinthienne du FPÖ ayant mené à la formation du BZÖ illustre, selon nous, la profonde incapacité de la droite radicale autrichienne à surmonter les dissensions internes. Pour leur part, les adhérents de la droite radicale semblent être encore déchirés entre deux visions diamétralement opposées. Nous pensons par conséquent, que les tensions engendrées par cette dynamique conflictuelle ont directement contribué à la régionalisation de celle-ci. Nous croyons pertinent d'ajouter qu'en introduisant le particularisme régional, nous avons également pu pallier aux limites auxquelles les divers modèles visant à expliquer le phénomène du radicalisme de droite en Europe se heurtaient. En effet, en soulignant l'importance du facteur régional en Autriche, nous estimons avoir trouvé une réponse adéquate à l'inégalité de la régression de l'appui électoral au FPÖ que nous avons observée lors des scrutins nationaux et provinciaux entre

1999 et 2006. Nous voilà donc maintenant rendu au terme de notre analyse, de laquelle nous tenterons de tirer des conclusions en plus de répondre aux différentes questions qui nous ont initialement motivé. Avant d'amorcer cette étape qui clôturera notre étude empirique, nous nous proposons de faire un retour sur les différents aspects abordés dans celle-ci.

Le but premier de notre étude empirique était d'expliquer ou, du moins, de mieux comprendre l'inégalité dans la régression du soutien à la droite radicale en Autriche, constatée lors des scrutins nationaux de 2002 et de 2006. Trouvant son origine à travers nos observations de la répartition déséquilibrée entre les provinces, le questionnement à la base de ce mémoire nous a révélé l'insuffisance des différents modèles explicatifs à justifier cette disparité (voir tabl. 0.1 et 0.2 aux pages 14 et 25). Ayant soit une portée trop générale ou se concentrant uniquement sur un élément précis du phénomène du radicalisme de droite, les modèles répertoriés semblaient inaptes à rendre compte de la situation autrichienne. Bien que le modèle avancé par Reinhard Heinisch propose une interprétation plausible à la singularité de la Carinthie, notre analyse a rapidement dévoilé les limites de celui-ci. Ne fournissant qu'une réponse peu convaincante à notre problématique initiale, les éléments systémiques contenus dans le modèle carinthien étaient incomplets pour résoudre l'énigme entourant le déséquilibre dans le déploiement de la droite radicale en Autriche. Afin de remédier aux contraintes auxquelles nous avons dû faire face, nous avons décidé de poser notre regard sur une seconde perspective du phénomène. Dans le but d'élargir notre compréhension des fluctuations auxquelles les formations politiques incarnant le « troisième camp » étaient soumises, nous avons opté pour une approche pluridimensionnelle en nous penchant aussi sur les divers parcours empruntés par la droite radicale en Autriche. Sans être exhaustive, notre rétrospective historique des prédécesseurs du FPÖ et du BZÖ a permis de révéler l'existence d'une dynamique unique à cette force.

La thèse que nous nous étions proposé de défendre était que le maintien de l'appui aux formations politiques de la droite radicale dans la province carinthienne s'expliquait, malgré sa chute sans précédent à l'échelle nationale entre 1999 et 2006, par le particularisme régional du « troisième camp ». Selon nous, cette régionalisation résultait d'une combinaison

de facteurs englobant les particularités du système politique en vigueur ainsi que les particularités historiques uniques à la droite radicale autrichienne. À cet égard, nous avons également cru pouvoir valider deux hypothèses que nous avons émises dans le sillage de notre postulat. Premièrement, nous prétendions que s'il existait bel et bien un particularisme régional dans le soutien électoral de la droite radicale en Autriche, alors ce particularisme devait se traduire par une supériorité constante des succès de cette force en Carinthie par rapport au reste du pays. Deuxièmement, nous avançons que si l'appui électoral que recevait la droite radicale en Carinthie résultait bien d'un particularisme régional, alors celui-ci devait également se traduire par un appui majoritaire pour les principales formations politiques ayant incarné cette force durant la période de l'entre-deux-guerres. Avant de nous lancer dans la conclusion de notre étude empirique en fournissant des réponses à ces questions, nous reviendrons sur chacun des éléments évoqués dans nos trois chapitres.

La démarche que nous avons entreprise dans le premier chapitre de notre mémoire avait pour dessein de dégager l'existence de particularités politiques inhérentes au système autrichien justifiant l'inégalité de la répartition dans le soutien électoral à la droite radicale. Les diverses composantes systémiques relatives au particularisme politique semblent avoir directement participé à la disproportion de celui-ci. En effet, notre double description de l'architecture politique a permis de dégager l'hétérogénéité de certains principes entre les niveaux national et provincial. À vrai dire, nous croyons que l'une de ces composantes a joué un rôle majeur dans la matérialisation d'une gouvernance de type populiste en Carinthie depuis les dix dernières années. Malgré le caractère constitutionnel indiscutable de la singularité politique de cette province, nous sommes maintenant persuadé que les réformes engagées par Jörg Haider n'auraient pu être entreprises aussi facilement à l'échelle nationale. À notre avis, l'incapacité de la droite radicale à se déployer à l'échelle nationale trouve sa source dans la conception même de l'unanimité qui caractérise la prise de décision gouvernementale au niveau de la fédération. En d'autres termes, nous croyons que les révisions constitutionnelles proposées par Haider par la mise en place d'une « Troisième République » auraient été — quoique théoriquement possibles — irréalisables à l'échelle

nationale en raison des mécanismes limitatifs contenus dans la Constitution fédérale²⁹². En revanche, comme la prise de décisions dans les diètes provinciales est régie par le principe majoritaire, nous pensons que cette disposition systémique a favorisé le gouverneur de la Carinthie dans la concrétisation de son projet réformateur. Détenant plus de la moitié des sièges avec l'ÖVP²⁹³, la formation haiderienne a su manœuvrer « légalement » afin d'introduire un style de gouvernance populiste qui caractérise la singularité politique de la Carinthie, telle que l'a identifié Reinhard Heinsich (voir tabl. 0.2 à la page 25). Bien que des éléments externes, telles les divergences systémiques, puissent expliquer la présence d'une pluralité de type de gouvernance, ils nous renseignent peu sur le déséquilibre entourant le soutien à la droite radicale parmi les provinces autrichiennes. Par conséquent, nous avons cru bon de poser notre regard sur un autre aspect du phénomène afin de dégager des éléments pouvant éventuellement justifier la régionalisation observée.

Constatant que les nombreux modèles que nous avons répertoriés privilégiaient les composantes externes dans leur appréhension de la droite radicale, nous avons inversé cette approche en examinant de l'intérieur les différentes formations politiques de cette mouvance. La rétrospective comparative qui s'est imposée s'est révélée être d'une importance capitale pour notre étude, puisqu'elle nous a permis d'introduire la notion de particularisme historique. Représentant la seconde composante de notre thèse, cet élément a également mis en lumière l'existence d'une certaine continuité historique au sein du « troisième camp ». De toute évidence, cet exercice nous a offert l'opportunité de découvrir la dynamique conflictuelle permanente régnant entre les deux principales factions de la droite radicale. Bien qu'elles aient été indirectes, les répercussions de l'opposition continue entre l'aile nationaliste et l'aile libérale semblent avoir, à leur façon, réduit la capacité des formations politiques de la droite radicale à se déployer de manière homogène sur la scène politique nationale. Nous pensons que la dynamique conflictuelle a été responsable de la rupture survenue dans tous les partis du « troisième camp ». En d'autres termes, nous croyons que le

²⁹² En ce qui concerne les mécanismes limitatifs, nous renvoyons aux différentes procédures contenues dans l'article 42 de la Constitution fédérale, procédures qui doivent être préalablement remplies avant qu'un projet de modification totale (art. 44.2) ne soit initié. Par la suite, le nouveau projet constitutionnel doit être validé par un référendum national (art. 45.1) nécessitant l'obtention d'une majorité absolue pour être entériné.

²⁹³ <http://www.ktn.gv.at> (Page consultée le 6 septembre 2008).

fractionnement engendré par les disputes internes a eu pour effet de limiter les partis politiques de la droite radicale à s'imposer au niveau national. Si bien que l'enracinement de la droite radicale dans certaines provinces qui en découle pourrait s'avérer être l'une des conséquences les plus directes du morcellement des partis de droite radicale. D'ailleurs, il nous a été possible de vérifier le particularisme régional de la droite radicale par l'intermédiaire de l'analyse statistique présentée dans notre troisième chapitre. Nous venons d'aligner les différents éléments constituant notre postulat initial; nous sommes maintenant habilité à soutenir notre thèse et nos hypothèses.

Premièrement, nous confirmons l'existence d'un particularisme régional dans le déploiement de la droite radicale en Autriche, particularisme résultant, selon nous, d'un amalgame de spécificités politiques liées au système en vigueur et de particularités historiques uniques au « troisième camp ». Tel que mentionné précédemment, les différents résultats électoraux utilisés reflètent clairement nos intuitions initiales quant à la régionalisation de cette force. En effet, l'électorat carinthien s'est largement démarqué lors des scrutins nationaux de la Deuxième République en votant davantage pour la droite radicale. Se reflétant également dans les divers scrutins provinciaux de la même période, nous croyons que le déséquilibre observé dans le soutien électoral à la droite radicale renforce sa particularité régionale. Par ailleurs, nos données statistiques entérinent entièrement notre thèse de départ quant à l'existence d'une régionalisation dans le déploiement du « troisième camp » en Autriche. Afin de renforcer nos propos, nous avons cherché à démontrer que cette tendance s'inscrivait également dans la continuité historique. Même si les données électorales de la Première République que nous détenions étaient sommaires, nous avons atteint nos objectifs en révélant la présence d'un déséquilibre analogue à ceux observés durant les scrutins nationaux et provinciaux de la Deuxième République. Il nous a toutefois été difficile d'analyser plus en profondeur les résultats recueillis en raison de l'instabilité et de la constante évolution de la droite radicale pendant la décennie mouvementée des années 1920. Néanmoins, en se concentrant plus fortement dans certaines régions de l'Autriche nouvellement formée, la répartition du vote pour la droite radicale apparaissait inégale; les données empiriques compilées dans ce mémoire illustrent clairement ce déséquilibre. Pour tout dire, nous croyons que les résultats électoraux des

scrutins nationaux et provinciaux de la Seconde République ainsi que ceux des scrutins nationaux de la Première République démontrent sans aucun doute l'existence d'une régionalisation dans le soutien électoral à la droite radicale. En définitive, en faisant ressortir cette particularité régionale, nous sommes maintenant habilités à expliquer, du moins à mieux comprendre, comment le FPÖ a pu augmenter son soutien en Carinthie lors des élections provinciales de 2004 (il est passé de 42,1 % à 42,4 % [voir tabl. 3.7 à la page 100]), alors que la formation nationale avait enregistré un recul spectaculaire de 16,9 % aux élections nationales de 2002 (voir tabl. 3.1 à 3.4 aux pages 91-93 et 95).

Deuxièmement, dans le sillage de notre démonstration principale, nous avons pu valider complètement notre première hypothèse, puisque les résultats électoraux enregistrés par le FPÖ en Carinthie ont largement dépassé les moyennes nationales durant les scrutins nationaux de la Deuxième République. Par ailleurs, cette tendance s'est également reflétée dans les scrutins provinciaux de la même période, car l'électorat carinthien a soutenu plus fortement le FPÖ que celui des autres provinces. Malgré l'inclinaison indéniable de la Carinthie à soutenir les formations politiques de la droite radicale, il serait toutefois faux de prétendre que cette province a été la seule à se démarquer dans cette voie. En effet, durant les trois premières décennies de la Deuxième République, la régionalisation du soutien au « troisième camp » ne se réduisait pas à la Carinthie. En vérité, les divers résultats électoraux des scrutins nationaux démontrent qu'un soutien électoral supérieur à la moyenne nationale a également été obtenu dans les provinces de Salzbourg, du Vorarlberg et, jusque dans une certaine mesure, dans celle de la Haute-Autriche (voir tabl. 3.2 et 3.3 aux pages 92 et 93). Nous croyons donc que notre première hypothèse doit être nuancée, puisqu'en s'exprimant principalement dans les provinces occidentales, la régionalisation du vote de la droite radicale ne concerne pas une seule province. Il est cependant indéniable que la Carinthie s'est démarquée de ses homologues provinciales à partir des élections nationales de 1986, car depuis ce scrutin, elle représente la seule province à avoir enregistré des écarts supérieurs de 10 % à la moyenne nationale.

Troisièmement, l'analyse des résultats électoraux des scrutins nationaux de la décennie des années 1920 nous a permis de démontrer la pérennité du caractère régional du soutien aux formations politiques de la droite radicale. En faisant ressortir cette inclinaison temporelle, nous avons été en mesure de démontrer notre postulat principal en plus de valider notre deuxième hypothèse. En effet, l'inégalité de la répartition s'observe depuis les toutes premières élections nationales, puisqu'en obtenant des pourcentages d'appui au FPÖ largement supérieurs à la moyenne nationale, la Carinthie s'est à nouveau distinguée. Par contre, à l'image de ce qui s'est produit durant la Deuxième République, la régionalisation du soutien à la droite radicale ne concerne pas uniquement la Carinthie. À l'exception près du scrutin national de 1927²⁹⁴, nous confirmons que les provinces de la Haute-Autriche, de Salzbourg et du Vorarlberg ont également soutenu plus fortement les formations politiques de la droite radicale. Selon nos conclusions précédentes, nous croyons donc que notre étude empirique démontre clairement que le soutien électoral de la droite radicale s'est réparti inégalement sur le territoire autrichien en se déployant plus fortement dans les provinces orientales de celui-ci.

Pour conclure, même si notre étude empirique nous a permis de fournir des réponses convaincantes aux différentes questions ayant motivé ce mémoire, notre contribution à ce débat demeure modeste. Bien que nous ayons confirmé notre thèse et nos hypothèses de départ en révélant l'existence d'une particularité régionale dans la répartition de la droite radicale en Autriche, un travail considérable reste à faire si nous voulons mieux comprendre les fluctuations qui agitent cette idéologie. En ce sens, nous croyons qu'il pourrait être intéressant de confronter l'approche régionaliste que nous avons défendue aux autres États européens afin d'en tester le potentiel universel. D'ici à ce moment, nous espérons que les élections nationales anticipées, prévues le 28 septembre 2008²⁹⁵, confirmeront ce que nous

²⁹⁴ La particularité de ce scrutin national réside dans les provinces de Salzbourg et du Vorarlberg, où les pourcentages d'appui obtenus par la droite radicale ont été inférieurs à la moyenne nationale enregistrée. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que l'électorat de ces deux provinces a soutenu les représentants de la GdVP unie aux sociaux-chrétiens sous la bannière de la *Einheitsliste*. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que ces deux provinces, en plus du Tyrol, représentent celles où la *Einheitsliste* a obtenu les pourcentages d'appui les plus élevés. Cependant, cette situation ne remet aucunement en cause l'ensemble des résultats de notre étude empirique.

²⁹⁵ <http://www.bmi.gv.at> (*Nationalratswahl 2008*) (Page consultée le 10 septembre 2008).

avons avancé dans ce mémoire. Sans remettre en question les conclusions que nous venons de tirer quant à la régionalisation du soutien à la droite radicale, nous croyons que les succès de la formation haiderienne demeurent incertains. En effet, malgré une légère remontée du FPÖ lors des dernières élections provinciales du Tyrol, qui se sont tenues le 8 juin 2008 (+4,4 % par rapport au scrutin provincial de 2003 [voir tabl. 3.11 à la page 104]), le BZÖ n’y a présenté aucun candidat²⁹⁶. Ce qui a toutefois retenu notre attention dans le scrutin tyrolien, c’est l’émergence d’une nouvelle formation politique du centre — le Forum citoyen–Liste Fritz Dinkhauser (*Bürgerforum–Liste Fritz Dinkhauser (Fritz)*) — dont les gains (18,3 %) menacent directement la droite radicale comme alternative à l’ÖVP et au SPÖ (voir tabl. 3.11 à la page 104). Présentant des candidats dans l’ensemble des circonscriptions fédérales lors du prochain scrutin national, le Forum citoyen risque d’avoir une incidence directe sur les partis politiques marginaux, tels que le BZÖ–Liste Jörg Haider. D’ailleurs, selon les plus récents résultats obtenus par cette formation politique dans les diètes provinciales de la Styrie (1,7 %) et de Vienne (1,2 %) en 2005 ainsi que dans celles de la Basse-Autriche (0,7 %) et du Tyrol (0 %) en 2008, l’avenir semble sombre pour cette faction dissidente du FPÖ (voir tabl. 3.5 à 3.13 aux pages 98-106). Force est de constater qu’elle s’est activement engagée, du moins au niveau national, sur la même voie que celle empruntée par le Forum Libéral, dont la présence sur la scène politique autrichienne n’a été qu’éphémère (voir tabl. 3.5 à 3.13 et fig. 3.6 à 3.14 aux pages 98 à 106). Toutefois, la récente réforme électorale adoptée en 2007 faisant passer l’âge minimal du droit de vote de 18 à 16 ans²⁹⁷ pourrait éventuellement avantager la droite radicale, élargissant du coup le bassin électoral qui lui est traditionnellement favorable²⁹⁸.

²⁹⁶ <http://www.tirol.gv.at>; <http://www.bzoe.at> (pages consultées les 10 septembre 2008).

²⁹⁷ <http://www.bmi.gv.at> (*Wahlberechtigung*) (Page consultée le 20 septembre 2008).

²⁹⁸ D’après Reinhard Heinsisch. en 2001. les 19-29 ans représentaient la portion de l’électorat qui soutenait le plus fortement la droite radicale. Reinhard Heinsisch. *Populism, Proporz, Pariah : Austria Turns Right. Austrian Political Change, its Causes and Repercussions. op. cit..* p. 223.

SOURCES

BASES DE DONNÉES

Constitution autrichienne

<http://mjp.univ-perp.fr/constit/aut1920.htm>

Données concernant le gouvernement et les députés autrichiens

<http://www.parlament.gv.at> [site en allemand]

Données statistiques concernant les élections nationales

<http://www.bmi.gv.at> (ministère de l'intérieur de l'Autriche) [site en allemand]

(Ergebnisse der Nationalratswahlen 1919 bis 1930)

(Nationalratswahl vom 21. Oktober 1923)

(Nationalratswahl vom 24. April 1927)

(Nationalratswahl vom 9. November 1930)

(Nationalratswahl 2008)

<http://www.statistik.at> [site en allemand]

(Bevölkerung mit österreichischer Staatsbürgerschaft nach Umgangssprache)

(Bevölkerung nach dem Religionsbekenntnis und Bundesländern 1951-2001)

(Hauptergebnisse Österreich Nationalratswahlen seit 1945)

(Jahrbuch 2007)

(Nationalratswahlen vom 1. Oktober 2006 nach Landeswahlkreisen, Verteilung der gültigen Stimmen auf die Parteien in Prozent).

<http://www.onb.ac.at> (bibliothèque nationale autrichienne) [site en allemand]

http://dev.ulb.ac.be/cevipol/fr/elections_autriche_nationales_2006.html

Données statistiques concernant les élections régionales

<http://www.land-oberoesterreich.gv.at> [site en allemand]
(*Wahlen in Österreich und den Bundesländern seit 1945*).

Études des élections nationales de 2002 et de 2006

<http://sunsite.univie.ac.at/Austria/elections/nrw2006/Wahlstromnrw2006.pdf>
[site en allemand]

<http://www.sora.at/de/start.asp?b=10> [site en allemand]

Site officiel des partis politiques autrichiens

<http://www.bzoe.at> (BZÖ) [site en allemand]

<http://www.fpoe.at> (FPÖ) [site en allemand]

<http://www.fritz-dinkhauser.at> (FRITZ) [site en allemand]

<http://www.gruene.at> (Die Grünen)[site en allemand]

<http://www.kpoe.at> (KPÖ) [site en allemand]

<http://www.libcrle.at> (LIF) [site en allemand]

<http://www.oevp.at> (ÖVP) [site en allemand]

<http://www.spoe.at> (SPÖ) [site en allemand]

Site officiel des provinces autrichiennes

<http://www.noel.gv.at/> (Basse-Autriche) [site en allemand]

<http://www.bglld.gv.at/> (Burgenland) [site en allemand]

<http://www.ktn.gv.at> (Carinthie) [site en allemand]

<http://www.land-oberoesterreich.gv.at> (Haute-Autriche) [site en allemand]

<http://www.salzburg.gv.at> (Salzbourg) [site en allemand]

<http://www.stmk.gv.at> (Styrie) [site en allemand]

<http://www.tirol.gv.at> (Tyrol) [site en allemand]

<http://www.vorarlberg.at> (Vorarlberg) [site en allemand]

<http://www.wien.gv.at> (Vienne) [site en allemand]

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages:

Betz, Hans-Georg. 2001. «Entre succès et échec: l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 407-424. Paris: Éditions de l'aube.

———. 2004. *La droite populiste en Europe. Extrême ou démocrate?* Préf. de Pascal Perrineau. Coll. «Cevipof». Paris : Autrement, 249 p.

Carsten, F. L. 1977. *Fascist Movements in Austria: From Schönerer to Hitler*. Beverly Hill (États-Unis), Sage Publications, 356 p.

Croisat, Maurice, et Jean-Pierre Quermonne. 1996. *L'Europe et le fédéralisme*. Coll. «Clefs politiques», Paris : Montchrestien, 158 p.

Dézé, Alexandre. 2001. «Entre adaptation et démarcation: la question du rapport des formations d'extrême droite aux systèmes politiques des démocraties européennes». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 339-365. Paris : Éditions de l'aube.

Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper & Row, 310 p.

Erk, Jan. 2008. *Explaining Federalism. State, society and congruence in Austria, Belgium, Canada, Germany and Switzerland*. London / New York, Routledge, 168 p.

Evans, Jocelyn. 2001. «Les bases sociales et psychologiques du passage gauche—extrême gauche. Exception française ou mutation européenne?». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 73-101. Paris: Éditions de l'aube.

Gamper, Anna. 2006. «Republic of Austria». In *Legislative, Executive, and Judicial Governance in Federal Countries*, sous la dir. de John Kincaid, p. 71-100. Montréal / Kingston : McGill-Queen's University Press.

Heinisch, Reinhard. 2002. *Populism, Proporz, Pariah: Austria Turns Right, Austrian Political Change its Causes and Repercussions*. New York: Nova Science Publishers, 305 p.

Höbel, Lothar. 2002. *Jörg Haider and the Politics of Austria, 1986-2000*. West Lafayette (Indiana): Purdue University Press, 271 p.

Hubert, Laurence. 2000. *Jörg Haider; le successeur? L'idéologie du Parti de la liberté autrichien (FPÖ)*. Bruxelles : Kiron, les éditions du Félin, 111 p.

Jelavich, Barbara. 1987. *Modern Austria. Empire & Republic 1815-1986*. Cambridge (Angleterre), Cambridge University Press, 346 p.

Kitchen, Martin. 1980. *The Coming of Austrian Fascism*. London: Croom Helm; Montréal: McGill-Queen's University Press, 299 p.

Kitschelt, Herbert. 1997. *The Radical Right in Western Europe : A Comparative Analysis*. Ann Arbor, The University of Michigan Press, 332 p.

Klandermans, Bert et Nonna Mayer. 2001. «Militer à l'extrême droite». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 147-162. Paris: Éditions de l'aube.

Kreissler, Félix. 1971. *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938*. Paris, Presses universitaires de France, 417 p.

———. 2000. *L'Autriche, brûlure de l'histoire. Brève histoire de l'Autriche 1800-2000*. Rouen (France), Publication de l'Université de Rouen, 149 p.

Leconte, Cécile. 2005. *L'Europe face au défi populiste*. Paris: Presses universitaires de France, 251 p.

Martin, Pierre. 2006. *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*. 3^e éd. Coll. «Clefs politiques», Paris : Montchrestien, 156 p.

Milza, Olivier. 1995. *Histoire de l'Autriche*. Paris : Haitier, 333 p.

Minkenberg, Michael. 2001. «La nouvelle droite radicale, ses élections et ses milieux partisans: vote protestataire, phénomène xénophobe ou *modernization losers?*». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 385-406. Paris: Éditions de l'aube.

- Musil, Robert. 1956. *L'Homme sans qualités*. Trad. de l'Allemand par Philippe Jaccottet. T.I. Paris : Éditions du Seuil, 840 p.
- Moreau, Patrick. 2001. «L'Autriche n'est pas une nation de nazis!». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 227-259. Paris: Éditions de l'aube.
- Norris, Pippa. 2005. *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*. États-Unis: Cambridge University Press, 349 p.
- Pauley, Bruce F. 1981. *Hitler and the Forgotten Nazis. A History of Austrian National Socialism*. États-Unis: The University of North Carolina Press, 292 p.
- Pelinka, Anton. 1998. *Austria: Out of the Shadow of the Past*. Oxford: Westview Press, p. 256.
- Perrineau, Pascal. 2001. «L'extrême droite en Europe: des crispations face à la «société ouverte»». Chap. in *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, p. 5-10. Paris: Éditions de l'aube.
- Poirier, Philippe, 2001. «La disparité idéologique des nouvelles droites occidentales». In *Les croisées de la société fermée: L'Europe des extrêmes droites*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 31-49. Paris: Éditions de l'aube.
- Prévost, Jean-Guy. 2004. *L'extrême droite en Europe : France, Autriche, Italie*. Coll. «Points chauds». Canada: Fides 134 p.
- Riedlsperger, Max E. 1978. *The Lingering Shadow of Nazism: The Austrian Independent Party Movement since 1945*. Boulder: East European quarterly; New York: Columbia University Press, 214 p.
- Sully, Melanie A. 1990. «*A Contemporary History of Austria*». London and New York: Routledge, 179 p.
- . 1997. *The Haider Phenomenon*. New-York: Columbia University Press, 237 p.
- Sternhell, Zeev. 1997. *La droite révolutionnaire: 1885-1914*. Coll. «Folio histoire». Paris: Éditions Gallimard, 602 p.
- Sturm, Roland. 2005. «France». In *Guide des pays fédéraux, 2005*, sous la dir. de Ann L. Griffiths, p. 83-97. Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Taguieff, Pierre-André (dir.). 2004. *Le retour du populisme: Un défi pour les démocraties européennes*. Paris : Universalis, 195 p.

———. 2002. *L'illusion populiste*. Paris : Berg international Éditeurs, 182 p.

Watts, Ronald L. 2002. *Comparaison des régimes fédéraux*. Presse universitaires McGill-Queen's : Montréal/Kingston, 142 p.

Wodak, Ruth, et Anton Pelinka (dir. publ.). 2002. *The Haider Phenomenon in Austria*. New Brunswick (U.S.A): Transaction Publisher, 264 p.

Zöllner, Erich. 1965. *Histoire de l'Autriche*. Coll. «Histoire des Nations». Lyon (France), Éditions Horvath, 729 p.

Périodiques:

Art, David. 2007. «Reacting to Radical Right: Lessons from Germany and Austria». *Party Politics*, vol. 13, no 3 (mai), p. 331-349.

Bale, Tim. 2003. «Cinderella and Her Ugly Sisters: The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems». *West European Politics*, vol. 26, no 3 (July 2003), p. 67-90.

Bergh, Johannes. 2004. «Protest Voting in Austria, Denmark, and Norway». *Scandinavian Political Studies*, vol. 27, no 4, p. 367-389.

Betz, Hans-Georg. 2002. «Rechtspopulismus und Rechtsradikalismus in Europa». *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, no 3, p. 251-264.

Cole, Alexandra. 2005. «Old Right or New Right? The Ideological Positioning of Parties of the Far Right». *European Journal of Political Research*, vol. 44, no 2, p. 203-230.

De Lande, Sarah L. 2007. «A New Winning Formula? The Programmatic Appeal of the Radical Right». *Party Politics*, vol. 13, no 4, p. 411-435.

Evans, Jocelyn A.J. 2005. «The Dynamics of Social Change in Radical Right-Wing Populist Party Support ». *Comparative European Politics*, vol.3, no 1 (avril), p. 76-101.

Fallend, Franz. 2003. «Austria». *European Journal of Political Research*, vol. 42, no.7-8, p. 887-899.

Freire, André. 2006. «Bringing Social Identities Back in: The Social Anchors of Left-Right Orientation in Western Europe». *International Political Science Review*, vol. 27, no 4, p. 359-378.

- Heinisch, Reinhard. 2003. «Success in Opposition–Failure in Government: Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office». *West European Politics*, vol. 26, no 3 (juillet 2003), p. 91-130.
- Ignazi, Piero. 1996. «The Crisis of Parties and the Rise of New Political Parties». *Party Politics*, vol. 2, no 4, p. 549-566.
- Ivarsflaten, Elisabeth. 2005. «The Vulnerable Populist Right Parties: No Economic Realignment Fuelling their Electoral Success ». *European Journal of Political Research*, no 44, p. 465-492.
- Luther, Kurt Richard. 2003. «The Self Destruction of a Right-Wing Populist Party? The Austrian Parliamentary Election of 2002». *West European Politics*, vol. 26, no 2 (avril 2003), p. 136-152.
- McGann, Anthony J.; Kitschelt, Herbert. 2005. «The Radical Right in the Alps: Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ». *Party Politics*, vol. 11, no 2 (mars), p. 47-171.
- Minkenberg, Michael; Perrineau, Pascal. 2007. «The Radical Right in the European Election 2004». *International Political Science Review*, vol. 28, no 1, p. 29-55.
- Mudde, Cas. 1996. «The War of Words Defining the Extreme Right Party Family». *West European Politics*, vol. 19, no 2 (avril), p. 225-248.
- Picker, Ruth, Brigitte Salfinger et Eva Zeglovits. 2004. «Aufstieg und Fall der FPÖ aus der Perspektive der Empirischen Wahlforschung: Eine Langzeitanalyse (1986-2004)». *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, no 3, p. 263-279.
- Pelinka, Anton. 2002. «Die FPÖ in der vergleichenden Parteienforschung. Zur typologischen Einordnung der Freiheitlichen Partei Österreichs». *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, no 3, p. 281-290.
- Solsten, Eric et McClave, David E. 1994. *Austria: A Country Study*, 2^e éd. Washington: GPO for the Library of Congress, 314 p.
- Swyngedouw, Marc et Astrid Depickere. 2007. «Expliquer les succès électoraux de l'extrême droite : La «formule gagnante» de Kitschelt au banc d'essai des élections flamandes de 1999». *Revue française de science politique*, vol. 57, no 2, p. 187-208.
- Van Der Brug, Wouter & Meindert, Fennema. 2003. «Protest or Mainstream? How the European Anti-Immigrant Parties Developed into Two Separate Groups by 1999». *European Journal of Political Research*, vol. 42, no 1, p. 55-76

Van Der Brug, Wouter; Fennema, Meindert; Tillie, Jean. 2005. «Why Some Anti-Immigrant Parties Fail and Others Succeed: A Two-Step Model of Aggregate Electoral Support». *Comparative Political Studies*, vol. 38, no 5 (juin), p. 537-573.

Van Der Brug, Wouter; Mughan, Anthony. 2007. «Charisma, Leader Effects and Support for Right-Wing Populist Parties». *Party Politics*, vol. 13, no 1 (janvier), p. 29-51.

Publications internationales:

United Nations, Group of Experts on Geographical Names. 2004. *Standardization in Multilingual Areas: Minority Languages in Austria*. Isolde Hausner. New-York, 8 p.